

**P. Bruneau, S. Côté, H. Dionne, B. Jean, D. Lafontaine,
P. Larocque, C. Saucier, O. Stanek**

**DÉVELOPPEMENT
RÉGIONAL**

Problématique et programmation du GRIDEQ

**Groupe de recherche interdisciplinaire sur
le développement régional,
de l'Est du Québec**

Le dessin qui a servi de base à la réalisation de l'illustration de la page couverture et de la carte géographique de la page 56 est l'oeuvre de Gilles Caron, à partir d'une idée originale de Danielle Lafontaine.

RÉVISION ET ÉDITION

Les membres du GRIDEQ
Jean LARRIVÉE

TRAITEMENT DE TEXTE

Mildred COUTURIER
Annie TREMBLAY

CONCEPTION GRAPHIQUE

Richard FOURNIER

INFORMATION

Lise BLANCHETTE : (418) 724-1440

DISTRIBUTION

GRIDEQ
300, allée des Ursulines
Rimouski (Québec)
G5L 3A1

Tous droits réservés
Copyright 1993
Université du Québec à Rimouski

PRÉFACE

Après bientôt deux décennies d'existence, le GRIDEQ fait le point sur les orientations qui ont guidé sa production depuis sa fondation et sur celles qu'il retient pour les années à venir. Cet exercice de réflexion collective, tout en faisant place à des changements, témoigne de la continuité que l'on retrouve au sein du groupe.

Si les façons d'exprimer les choses se sont modifiées, si les référents théoriques ont évolué, les grandes questions qui ont retenu l'attention des membres ont présenté beaucoup de similitude au fil des ans. Les relations et les échanges qui se nouent dans la production des biens et des services, les inégalités qui se manifestent dans la répartition des activités et des pouvoirs dans l'espace, les façons de vivre, aspirations et identités qui se forgent au sein des groupes humains ancrés dans des territoires, les interventions publiques modulant le développement à diverses échelles spatiales, les conceptions que les scientifiques se font des dynamiques régionales, tels sont les objets sur lesquels se sont axés, dès l'origine, les efforts d'analyse des membres du GRIDEQ; ces mêmes objets inspirent encore aujourd'hui leur réflexion.

Ces éléments, articulés entre eux, fournissent la matière à la programmation du GRIDEQ pour les prochaines années, programmation qui est exposée en détail dans les pages qui suivent.

Les membres du GRIDEQ ont tous, à un moment ou l'autre de leur pratique d'enseignement, eu à assumer des cours à la maîtrise en développement régional. La similitude des préoccupations dans l'enseignement et la recherche, doublée du va-et-vient entre l'une et l'autre activité, a conduit à un enrichissement certain de la problématique du GRIDEQ. Cette interfécondation, entre autres retombées, prépare la voie à la venue éventuelle d'un doctorat en développement régional.

La mise au point de la problématique générale du GRIDEQ a demandé de toutes les personnes concernées une contribution patiente et minutieuse. Par retouches successives, le tableau a pris graduellement forme. Les discussions, plusieurs

fois recommencées, sur les orientations du groupe ont été particulièrement stimulantes. Elles ont contribué à faire de cet exercice de programmation une oeuvre vraiment collective.

Sur cette lancée, le groupe aborde un nouveau tournant de son évolution. Depuis quelques années, les projets communs avec divers types de partenaires — de la région, du Québec et même de l'étranger — se sont multipliés. Le personnel du GRIDEQ a été sollicité par des tâches plus nombreuses et plus accaparantes. Le groupe a aussi revu sa régie interne et opté pour un accroissement du nombre de ses membres. Dans cette nouvelle conjoncture, il devenait important de se donner un instrument destiné à éclairer la route à suivre.

Par la diffusion de ce document, le GRIDEQ espère contribuer à sa façon à l'animation des discussions scientifiques que la question du développement des régions soulève inévitablement. Les commentaires et réactions qu'il pourra recueillir permettront au GRIDEQ d'enrichir sa problématique et sa programmation.

Serge Côté,
directeur du GRIDEQ
20 décembre 1992

TABLE DES MATIÈRES

	Page
PRÉFACE	V
PRÉAMBULE	1
CHAPITRE 1 LE GRIDEQ	9
1.1 Un groupe, une institution, une région.....	9
1.2 Éléments d'une histoire intellectuelle du GRIDEQ	12
1.3 La région et le développement régional : des notions à géométrie variable	17
1.3.1 L'émergence d'une thématique.....	17
1.3.2 L'émergence d'une problématique.....	19
1.4 Une problématique métadisciplinaire du développement régional.....	25
 CHAPITRE 2 UNE PROBLÉMATIQUE GÉNÉ- RALE ET CINQ CHANTIERS DE RECHERCHE	 29
2.1 Une problématique générale des processus de structuration des réalités humaines et sociales territorialisées	31
2.2 Cinq chantiers ou axes de recherche	39
2.2.1 Premier chantier : Structures productives et sociales des régions	41
2.2.2 Deuxième chantier : culture, identités et régionalismes	46

	Page
2.2.3 Troisième chantier : Mouvements sociaux et développement endogène	48
2.2.4 Quatrième chantier : Analyses des politiques et programmes publics concernant le développement local et régional	50
2.2.5 Cinquième chantier : Épistémologie des théories et méthodes de construction des connaissances portant sur le développement régional	52
POSTFACE	57
ANNEXE 1 : Articles, livres et rapports des membres par chantiers thématiques	73
ANNEXE 2 : Principaux colloques et séminaires (1974-1992).....	101
ANNEXE 3 : Principaux colloques et séminaires (1974-1992) : principaux conférenciers (ères).....	111
ANNEXE 4 : Ouvrages édités par le GRIDEQ	117
ANNEXE 5 : Subventions et commandites obtenues (1976-1991).....	127
ANNEXE 6 : Directeurs, membres fondateurs et membres du GRIDEQ (1974-1992).....	131
ANNEXE 7 : Profils des membres.....	153

PRÉAMBULE

Le présent document fait état de la problématique générale de recherche et de la programmation scientifique du GRIDEQ pour les prochaines années. Il résulte d'un travail de réflexion collective amorcé en 1986 et poursuivi durant plusieurs années par les membres du groupe¹, en consultation avec, notamment, plusieurs chercheuses et chercheurs québécois préoccupés par l'avancement des connaissances sur le développement régional².

1. Soit Serge Côté, Bruno Jean, Paul Larocque et Oleg Stanek premiers membres de la nouvelle structure du GRIDEQ nommés par le C.A. de l'UQAR le 20 juin 1986 et auxquels se joindrait, en août 1986, Hugues Dionne. Dès le 19 septembre ceux-ci amorcent (à Saint-Simon) une série de huit réunions d'échanges au cours desquelles sont esquissées les grandes orientations du programme. Le 20 avril 1987 une deuxième version de cette esquisse est complétée sous la direction de Bruno Jean, puis discutée le 2 octobre à la Maison Lamontagne par tous les membres, auxquels se sont ajoutés Danielle Lafontaine de retour de congé sabbatique et Guy Massicotte qui n'occupe plus de poste administratif. Remaniée par tous les membres, une troisième version, complétée le 14 décembre 1987 sous la direction de Bruno Jean, est soumise à une première consultation publique le 15 avril 1988, à Québec. Une quatrième version, complétée le 10 juin 1988 sous la direction de Danielle Lafontaine, est soumise à une deuxième consultation publique le 18 novembre 1988 à Québec. Cette version a quant à elle été remaniée trois fois par les six membres du GRIDEQ auxquels se sont à l'été 90, joints Pierre Bruneau et Carol Saucier. La présente version est le fruit de la collaboration des huit membres du groupe.
2. Dont Messieurs Gabriel Gagnon (U. de M.), Fernand Harvey (IQRC), André Joyal (UQTR), Benoit Lévesque (UQAM), Mario Polèse (INRS/Urbanisation), Jean-Jacques Simard (U. Laval) et Paul Y. Villeneuve (U. Laval) qui participèrent à un premier séminaire de consultation et Mesdames Béatrice Sokoloff (Institut d'urbanisme), Caroline Andrew (U. Ottawa) et Monsieur Pierre Hamel (Institut d'urbanisme) qui participèrent au second. Plusieurs autres

Rappelons que les 10 et 20 juin 1986, les premiers membres de la nouvelle structure du GRIDEQ se sont vus confier par la Commission des études et le Conseil d'administration de l'Université du Québec à Rimouski, la tâche de «définir et mettre en oeuvre une programmation de recherche sur le développement régional»³, en vue de consolider le rôle du groupe quant à l'essor de la recherche sur le développement régional.

Un Centre de recherche sur le développement régional

Une transformation des structures du GRIDEQ en Centre de recherche explicitement voué à l'avancement de la connaissance relative aux processus du développement régional, avait, dès 1981, été envisagée par les membres du groupe⁴. La même année ceux-ci avaient consacré une partie importante de leurs efforts à l'élaboration concertée d'un premier plan triennal de développement respectant les acquis du GRIDEQ et soucieux de mieux «encadrer les travaux réalisés, en voie de l'être ou à venir»⁵.

chercheuses et chercheurs (québécois et étrangers) ont en outre été individuellement consultés à différentes étapes du processus. Ces personnes trouveront ici l'expression de notre gratitude.

3. Extrait de l'Annexe III du procès-verbal de l'assemblée du C.A. de l'UQAR, tenue le 20 juin 1986, (CA-174-2192) et intitulé «Centre de recherche sur le développement régional»; ce document fixait les grandes lignes du mandat de la nouvelle structure du GRIDEQ, sa composition, sa structure organisationnelle et ses modalités de financement. On trouvera dans un document intitulé *Cadre général de réglementation et règlements de régie interne*, les nouvelles modalités de fonctionnement du groupe.
4. Pour plusieurs raisons, notamment celle d'assurer le maintien et le développement des assises matérielles du groupe, assises estimées nécessaires à l'avancement de son programme de recherche, ceci en plein contexte de décroissance. Une demande de subvention d'infrastructure était en 1982 acheminée au Fonds québécois F.C.A.C., volet «Centre». Jugée admissible, cette demande fut néanmoins considérée prématurée par le Comité visiteur qui invitait les membres à poursuivre leurs efforts de recherche comme ceux de publication ou de communication des résultats de leurs travaux sur le développement régional.
5. Voir GRIDEQ, *Plan de développement 1982-85*, mars 1982,

Cette préoccupation quant au cadre à la fois institutionnel et conceptuel dans lequel insérer de manière fructueuse les résultats accumulés au fil des ans allait inciter les membres du GRIDEQ à s'interroger, avec d'autres chercheuses et chercheurs québécois, sur la raison d'être et la spécificité des travaux relatifs au développement régional. Dès avril 1982, le GRIDEQ organise une première rencontre avec des «responsables de centres ou de groupes de recherche concernés par les questions de développement et/ou d'aménagement régional»⁶; dans la même foulée, le projet d'un *Répertoire des recherches en développement régional à l'Université du Québec* voit le jour, de même que celui de la tenue d'un colloque provincial sur le champ d'étude en développement régional. Ces deux projets seront réalisés en 1984, après des échanges fructueux avec des collaborateurs et collaboratrices d'autres constituantes de l'Université du Québec et d'autres établissements universitaires⁷.

Université du Québec à Rimouski, p. 18.

6. Tiré de GRIDEQ, *Rapport d'activités 1981-82 et demande de subvention d'infrastructure 1982-83*, p. 16. Des chercheurs et chercheuses de l'Institut d'urbanisme (Université de Montréal), dont Madame Sokoloff, de l'INRS (Institut national de recherche scientifique) et du Laboratoire d'études économiques régionales de Chicoutimi [(LEER, devenu plus tard le GRIR (Groupe de recherche et d'intervention régionales)] participent à la rencontre du 2 avril 1982. Ceux-ci proposent la création d'un «secrétariat pour les centres ou groupes concernés par les questions régionales et l'organisation de rencontres scientifiques...»(p. 16) possiblement rattachées aux activités annuelles de l'ACFAS (Association canadienne-française pour l'avancement des sciences). Discutée de nouveau en 1988, cette hypothèse d'un rattachement permanent à l'ACFAS allait en 1992 conduire les membres du GRIDEQ à recommander la création d'une section de «Développement régional» au sein de cette association. La demande du groupe ayant été acceptée, un premier colloque aura lieu en mai 1993.
7. Grâce à une subvention de la Communauté scientifique Réseau, puis à une seconde du siège social de l'UQ, des chercheurs de l'INRS (section urbanisation), de l'UQTR, de l'UQAC se joignent en 1983 à ceux du GRIDEQ pour discuter des études québécoises sur le développement régional et élaborer un *Répertoire* où sont recensés plus de deux cents projets de recherche menés par près de cinq cents chercheuses et chercheurs des diverses constituantes de l'Université du Québec. Deux cent cinquante personnes participent en outre au colloque de

L'exigence partagée d'une meilleure structuration

Par ailleurs, en 1985-86, les étudiantes et les étudiants de la Maîtrise en développement régional de l'Université du Québec à Rimouski, un programme lancé en 1978, feront écho à ces interrogations face à l'avenir des études en développement régional en exigeant des modifications à leur programme d'études. Les revendications formulées portent sur certains contenus de cours que l'on souhaiterait mieux définis, mais surtout sur la nécessité d'accroître le temps consacré à l'encadrement scientifique et pédagogique dans un programme nécessitant l'ouverture interdisciplinaire.

Ces deux mouvements à la fois distincts et liés, de même qu'une préoccupation des administrateurs de l'UQAR quant à la gestion optimale des ressources en contexte de décroissance et de sous-financement des universités québécoises, conduiront les uns et les autres à recommander la transformation du GRIDEQ en **Centre de recherche sur le développement régional**, au sens de l'Université du Québec, c'est-à-dire doté de compétences administratives et scientifiques accrues. Ainsi espère-t-on soutenir à la fois la recherche et les études supérieures québécoises en développement régional.

Outre le mandat de la Commission des études et du Conseil d'administration de définir une programmation de recherche sur le développement régional qui «respecte à la fois les acquis du GRIDEQ, l'état des ressources humaines (...) les attentes des étudiants et des étudiantes et les contraintes actuelles de l'institution universitaire», les membres du GRIDEQ (1986), se voient aussi confier celui de «viser à atteindre un excellent niveau de productivité collective et individuelle», de même que celui de «viser à atteindre un excellent niveau de financement externe» et enfin celui «d'assurer l'encadrement du programme de Maîtrise en développement régional en assumant la majorité des cours (...) et en encadrant la recherche de la plupart des étudiants et des étudiantes inscrits à ce programme»⁸.

1984 intitulé: «La recherche en développement régional, un champ unifié?».

8. Voir Annexe III, Procès-verbal du C.A. de l'UQAR, *Ibid.*

Ce mandat, dont il nous fallait d'emblée dans ce préambule expliquer, même sommairement, la genèse et la teneur, est à l'origine du présent document.

Il s'agit en fait d'une septième version remaniée d'un document diffusé depuis quelques années auprès de futurs membres réguliers ou associés du GRIDEQ, de responsables de la recherche de notre institution, d'étudiants et étudiantes de notre programme de Maîtrise en développement régional, ainsi que plusieurs personnes et groupes intéressés par la problématique du développement régional. Au fil de ces échanges, comme de certains débats animés auxquels toutes ces discussions donnèrent lieu, cette problématique et programmation ont été revues, leur articulation repensée, la pertinence des axes retenus, discutée.

On trouvera plus loin une présentation détaillée de la problématique et programmation du GRIDEQ, de même que chacun des axes ou «chantiers» de recherche où nous entendons concentrer nos efforts au cours des prochaines années. Mais avant d'exposer nos vues sur ces questions, il a été estimé utile d'évoquer, à grands traits, l'histoire non seulement du groupe, mais par delà la démarche singulière qui fut la sienne depuis bientôt vingt ans, celle d'une thématique et d'une problématique de recherche dont l'importance ne cesse de croître, réclamant des efforts et surtout des résultats de recherche inédits.

Cette esquisse et la présentation de notre problématique forment les deux chapitres essentiels de cet ouvrage dont D. Lafontaine, directrice du GRIDEQ durant plusieurs années, signe la postface. Sept annexes ont en outre été réalisées et permettront d'obtenir une vue non seulement d'ensemble, mais aussi plus précise, des réalisations des membres du groupe au cours des vingt dernières années.

L'objectif premier de ce «portrait de groupe» est de dire publiquement ce que nous sommes et ce que nous voulons «faire», c'est-à-dire essentiellement ce à quoi nous estimons essentiel de réfléchir au cours des prochaines années.

Aussi un certain bilan des efforts passés, tout comme des traces qu'ils avaient laissées, s'imposait-il. Mais il importe de souligner tout ce que ces réalisations diverses doivent aux

collaborateurs et collaboratrices qui les ont rendu possibles soutenant ainsi de diverses manières, un essor de la recherche sur le développement régional qui sera l'oeuvre de plusieurs générations d'hommes et de femmes préoccupés par l'avenir de leurs communautés.

C'est avec l'espoir d'ainsi contribuer à l'animation d'un mouvement déjà fort actif que nous soumettons cet ouvrage à l'attention des lecteurs et lectrices.

MEMBRES DU GRIDEQ

(au 31 décembre 1992)

BRUNEAU, Pierre, géographe.

CÔTÉ, Serge, sociologue.

DIONNE, Hugues, sociologue.

JEAN, Bruno, sociologue.

LAFONTAINE, Danielle, sociologue.

LAROCQUE, Paul, historien.

SAUCIER, Carol, sociologue.

STANEK, Oleg, mathématicien

CHAPITRE 1

LE GRIDEQ

La fondation du GRIDEQ remonte à 1974 ; plusieurs professeurs de sciences humaines (histoire, sociologie, économie et géographie)¹ de l'Université du Québec à Rimouski (UQAR) voulaient se donner un lieu de réflexion concernant les problèmes socio-économiques des régions québécoises et canadiennes dites «marginales». Une telle intention semblait particulièrement adaptée à la situation de cette jeune institution universitaire sise au coeur d'une région, l'Est du Québec (Bas-Saint-Laurent et Gaspésie), qui se présentait comme un véritable laboratoire nord-américain d'expérimentation sociale en matière de développement régional (voir carte 1 page suivante).

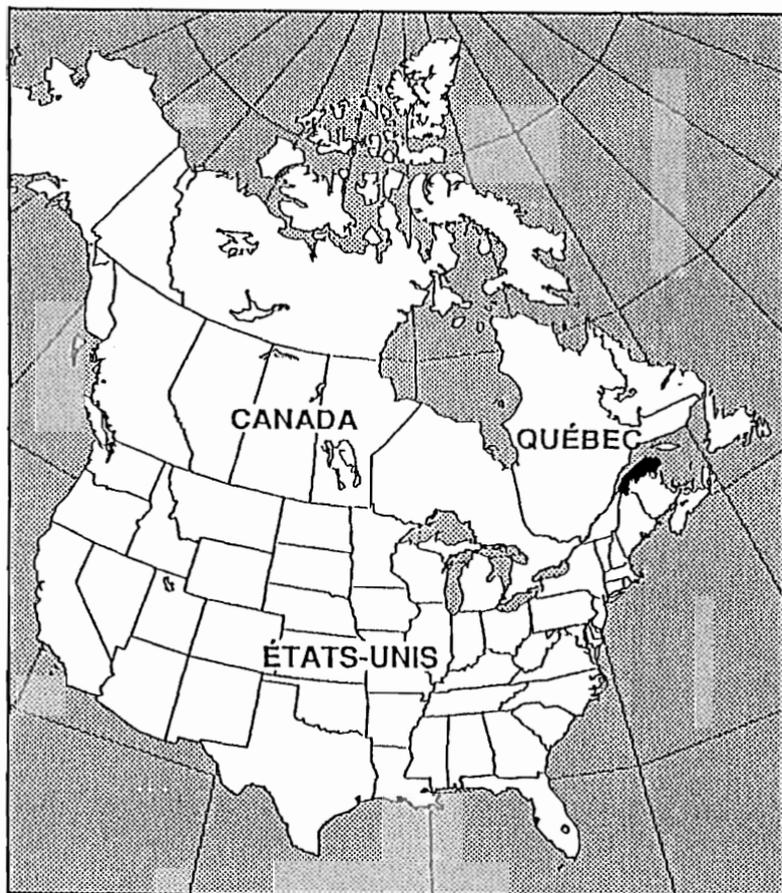
1.1 UN GROUPE, UNE INSTITUTION, UNE RÉGION

Cette région avait en effet connu la première grande expérience de planification étatique du développement régional au Québec avec les travaux du BAEQ (Bureau d'aménagement de l'Est du Québec) au début des années soixante. Une telle préoccupation intellectuelle rejoignait d'autre part la volonté de l'UQAR de se définir comme une université enracinée dans sa grande région.

Cette orientation devait se concrétiser davantage quelques années après la fondation du GRIDEQ lorsque l'UQAR, en tant qu'institution universitaire, se donnait deux grands axes de

1. Pour une liste complète des membres depuis la fondation du groupe, on consultera l'annexe 6.

L'EST DU QUÉBEC DANS LE CONTEXTE NORD-AMÉRICAIN



■ Est du Québec

Cette carte a été réalisée par Suzanne Gagnon,
technicienne en géographie au département des sciences humaines.

développement institutionnel, l'océanographie et le développement régional, lesquels ont été maintenus jusqu'à aujourd'hui.

Dans ce contexte, le GRIDEQ élabora et mit sur pied un programme interdisciplinaire de Maîtrise en développement régional faisant largement appel aux quatre disciplines en sciences humaines présentes dans le groupe de recherche et mentionnées plus haut. Le programme ouvrait ses portes à l'automne 1978. Il répond depuis à une demande qui ne s'est jamais démentie puisqu'il accueille chaque année une nouvelle cohorte d'une trentaine d'étudiants et étudiantes à partir de demandes d'admission qui approchent parfois la soixantaine.

Jusqu'en 1979, le GRIDEQ était un regroupement spontané et volontaire de chercheurs et chercheuses; à partir de ce moment, une certaine forme d'institutionnalisation s'est opérée à travers sa reconnaissance comme «groupe institutionnel de recherche». Le groupe a alors obtenu de l'Université certains moyens pour mieux assurer sa gestion et son développement : des locaux, un service de secrétariat, un poste d'agent de recherche professionnel, un dégageant d'une tâche d'enseignement par session au titre de la direction du groupe et un petit budget de fonctionnement permettant, entre autres, l'animation scientifique par des séminaires et des conférences.

Dès ses débuts, le GRIDEQ a mis sur pied un Centre de documentation réunissant des publications sur le développement régional dont plusieurs ne se trouvent pas dans les bibliothèques (rapports de recherche à petit tirage, dossiers ministériels, publications étrangères, etc...); ce Centre de documentation comportant aujourd'hui quelque 2 000 titres est ouvert au public pour la consultation sur place. Les documents se rapportant à la région de l'Est du Québec peuvent être repérés par le système de bibliographie informatisée BADADUQ.

Par ailleurs le GRIDEQ se donnait un outil de diffusion de ses travaux, *Les Cahiers du GRIDEQ*. Il s'est par la suite doté d'une collection intitulée *Actes et instruments de la recherche en développement régional* qui fait suite à celle lancée en 1975 sous le titre : *Documents généraux*. En 1990, la nouvelle collection *Témoignages et analyses* voyait le jour. Le nombre d'ouvrages

parus à ce jour dépasse la quarantaine². La plupart font désormais l'objet de recension dans les revues scientifiques québécoises.

De plus, en collaboration avec le programme de Maîtrise en développement régional, le GRIDEQ publie depuis 1989 un bulletin de liaison, le *Bulletin des sciences humaines du développement régional*, qui donne de nombreux renseignements sur ses activités, sur les acquisitions du Centre de documentation, sur les publications des membres, les mémoires de Maîtrise qui se terminent, etc. Chaque année, depuis 1975, le GRIDEQ publie en outre un *Rapport annuel* faisant état des activités de recherche des membres du groupe : publications d'ouvrages ou d'articles, communications, recherches subventionnées ou commanditées, etc...³

1.2 ÉLÉMENTS D'UNE HISTOIRE INTELLECTUELLE DU GRIDEQ

Le GRIDEQ a maintenant une histoire; après presque une vingtaine d'années d'existence, il s'agit même d'un âge respectable pour un groupe de recherche universitaire. Mais cette histoire, c'est aussi celle d'une réflexion permanente sur la question complexe du développement régional. Avec le temps, l'expérience issue des travaux réalisés et la réflexion, les perspectives du GRIDEQ ont évolué tout comme celles des sciences humaines sur lesquelles il prend appui, étant donné la formation de ses membres. À partir d'une analyse même sommaire du discours du GRIDEQ sur lui-même, on peut tracer quelques jalons de cette histoire intellectuelle du groupe avec ses

2. Près de treize mille volumes vendus sont actuellement en circulation. (Sur les titres parus on trouvera la liste des ouvrages édités par le GRIDEQ à l'annexe 4).
3. En 1988, le GRIDEQ s'était associé au Conseil régional de développement du Bas-Saint-Laurent (CRD, BSL) pour produire le *Bulletin de conjoncture* sur la situation de l'économie régionale. Cette publication constituait une réalisation du Projet «Initiative et Développement» du GRIDEQ, lequel visait, par un programme de conférences avec des personnalités politiques de premier plan, à offrir aux décideurs régionaux un lieu d'échanges et de réflexion dans une optique de formation et de concertation.

ruptures et ses constantes⁴.

Dès la fondation du GRIDEQ, en 1974, ses membres déclarent vouloir «sensibiliser le milieu universitaire au développement régional au moyen de colloques et conférences; élaborer, à l'intérieur de l'équipe, une problématique commune en matière de développement régional; entreprendre des recherches concernant les problèmes liés aux régions périphériques; collaborer aux expériences de développement avec les mouvements populaires»⁵.

À l'origine d'une telle orientation, il faut retenir quelques facteurs explicatifs. D'abord, la composition de l'équipe initiale : la plupart des premiers membres sont de jeunes chercheurs qui se retrouvent dans une université encore plus jeune et sans tradition de recherche. Elles et ils sentent le besoin de sortir de leur champ disciplinaire pour pratiquer une interdisciplinarité que réclame l'intelligence du phénomène complexe du **développement régional**. Aucun membre du groupe n'a fait siennes les approches issues de l'**urban and regional planning** ou des **sciences régionales**. Par ailleurs, tout ce qui paraît s'inspirer des théories économiques de la localisation, de la création des pôles de croissance, semble avoir montré ses limites ou ses échecs. En 1975, l'expérience de planification étatique du développement régional issue des travaux des chercheurs rattachés au BAEQ était critiquée de toute part; et cette critique avait favorisé

4. Certains éléments de réflexion sur l'histoire du groupe ont déjà été proposés par Bruno Jean, voir «L'expérience sur le développement régional du Groupe de recherche interdisciplinaire en développement de l'Est du Québec (GRIDEQ)», dans *Thèmes canadiens*, vol IX, 1988, p. 197-207. L'expérience du GRIDEQ est également brièvement commentée dans Guy Massicotte, «Les études régionales», *Recherches sociographiques*, 26 : 1-2, 1985, p. 155-173 ; et dans Danielle Lafontaine, «La recherche en développement régional : secteur ou champ de connaissance?», *Cahiers de recherche sociologique*, 3 : 1, 1985, p. 139-144, voir également D. Lafontaine «Le champ des études régionales québécoises : problèmes de spécificité et de délimitation», *Revue canadienne des sciences régionales*, XII : I, 1989, p. 111-139.
5. Voir GRIDEQ, *Problématique du développement en milieu rural* (1975), réédité en 1979. Ouvrage publié à la suite du colloque de 1975.

le développement d'un mouvement régionaliste très vivant, qui commençait à définir de nouvelles approches du développement régional plus autcentrées, participatives, etc... Il était alors tout naturel de vouloir répondre aux attentes de ces nouveaux acteurs sociaux régionaux d'autant plus que la conjoncture idéologique d'alors incitait à penser l'institution universitaire comme un outil privilégié d'émancipation sociale.

Au tournant des années 1980, le GRIDEQ spécifie ses orientations dans une brochure destinée à une large diffusion. Le discours du GRIDEQ y apparaît en continuité avec les précédents; les membres se disent «un groupe interdisciplinaire de type coopératif de professeurs-chercheurs-intervenants qui entend consacrer ses énergies et ses ressources à l'étude du développement des régions rurales et semi-rurales en situation de périphérie par rapport aux grands centres urbains et industriels»⁶. Plus loin on parle de l'analyse et de l'intervention en les présentant comme deux dimensions complémentaires de la recherche. Si les «régions périphériques», et notamment l'Est du Québec, sont retenues pour fin d'étude, les chercheurs du GRIDEQ souhaitent que le groupe élargisse ses préoccupations en prenant en considération la situation «... d'autres régions périphériques dans les pays en voie de développement pour fin de comparaison»⁷. Finalement, la volonté de répondre aux demandes de recherche des mouvements populaires est clairement réaffirmée.

Si cette définition du mandat du GRIDEQ met alors l'accent sur la recherche-action et le caractère rural des régions auxquelles le Groupe s'intéresse, les théories de la dépendance, du développement inégal et des relations centre-périphérie, inspirent par ailleurs plusieurs chercheurs.

Ces théories ne constituent pas un absolu; tout au plus, une fois dépouillées de leurs aspects proprement tiers-mondistes, stimulent-elles la réflexion théorique à la base d'un certain nombre de travaux du GRIDEQ. Cette piste de réflexion soulève des

6. Voir *Orientations générales, Statuts et règlements* du Groupe de recherche interdisciplinaire en développement régional de l'Est du Québec, septembre 1981. Le document avait été rédigé par F. Harvey.

7. *Ibid.*

interrogations et des débats à l'intérieur du groupe sans que ne s'atténue pour autant, selon les mots de Benoît Lévesque, membre-fondateur, la sympathie à l'égard des résistances du haut pays et des nouveaux mouvements sociaux. Lors d'un important colloque sur la situation de la recherche en sciences sociales organisé par la revue *Recherches sociographiques* en 1984, l'intérêt de ces travaux était mis en évidence; appelé à commenter cette évolution de la recherche en sciences sociales, le sociologue Hubert Guindon constatait : «le grand schéma de la dépendance a éclaté comme tous les autres» mais, rappelant notre expérience, «les morceaux les plus valables qui en sont sortis logent en province»⁸, conclut-il alors en parlant d'un «certain renouveau incertain» s'étant dégagé des travaux effectués sur ces bases.

Cette observation reflète bien le questionnement quant à l'objet d'études qui est le nôtre et qui s'est de plus en plus fortement manifesté à partir du début des années quatre-vingt. Cette situation a incité certains d'entre nous, dont Danielle Lafontaine, à élaborer une réflexion épistémologique sur la spécificité du champ de connaissances en développement régional. Dans le plan triennal de développement du GRIDEQ (1982-1985) élaboré en 1981-82 sous sa coordination⁹, les travaux du groupe sont resitués dans une perspective plus globale, trois chantiers de recherche sont identifiés.

Dans le premier chantier, sous la rubrique «Étiologie du développement des ensembles sociaux marginalisés ou dépendants», l'on retrouvait les études portant sur les facteurs

8. *Recherches Sociographiques*, 26 : 1-2, 1985.

9. Durant l'année 1981-1982, un comité spécial mandaté pour suggérer les premières esquisses du plan de développement s'était réuni à plusieurs reprises. À la suite de ces travaux, en février 1982, un document de travail était réalisé, revu par le comité puis, en avril 1982, soumis dans sa deuxième version à l'ensemble des membres du groupe qui en améliorèrent la facture et le contenu. Dans le document *Plan de développement du GRIDEQ 1982-1985* (UQAR, septembre 1982, 116 p.), on rappelle que «le premier souci était d'accroître la cohérence de la programmation scientifique des activités du GRIDEQ tout en tenant compte de la spécificité et de la diversité des orientations des chercheurs et des chercheuses sur lesquels repose en tout premier lieu le développement de la recherche» (p.10).

«...qui affectent les processus de structuration des ensembles sociaux en situation de marginalité ou de dépendance...»¹⁰. Le second chantier regroupait les études sur les **conséquences** des situations de marginalité ou de dépendance pour des individus, des groupes sociaux ou des collectivités. Finalement, le troisième chantier concernait l'étude des interventions ou **des initiatives** tant gouvernementales que populaires de développement et d'aménagement; c'est ici que se retrouvaient les études sur les mouvements ou les associations mettant de l'avant de nouvelles orientations ou pratiques de développement.

D'après ce document, l'objet d'étude du GRIDEQ concernait la question des «processus de structuration des ensembles sociaux». On y précisait que les notions de «région» et de «développement» n'étaient pas évacuées mais nécessitaient un travail de clarification théorique.

Si cette approche avait le mérite de tenter de mieux circonscrire l'objet d'étude du GRIDEQ, l'identification des frontières du «champ d'étude» restait difficile. L'inventaire de la recherche en développement régional à l'Université du Québec¹¹, que Danielle Lafontaine allait coordonner par la suite, fait état de plus de 200 projets de recherche rassemblant quelque 500 chercheuses et chercheurs. Toutefois, le rattachement, sur une base volontaire, de tous ces travaux à la thématique du «développement régional», et la brève description des «sujets traités», laissent dans l'ombre plusieurs questions théoriques et épistémologiques sur les «objets» visés par les études sur le développement régional. Aussi ce travail de clarification allait-il devoir se poursuivre tout au long de la seconde moitié des années quatre-vingt.

10. GRIDEQ, *Plan de développement 1982-85*, p. 5.

11. Voir *Répertoire de la recherche en développement régional à l'Université du Québec, 1980-83*, édition 1984, 475 p.

1.3 LA RÉGION ET LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL : DES NOTIONS À GÉOMÉTRIE VARIABLE

Les difficultés à circonscrire l'objet ou le champ d'étude tenaient notamment au fait que les notions communes de «région» et de «développement» étaient, et demeurent, équivoques. Elles prêtent à des utilisations de sens fort différentes, selon l'échelle spatiale à laquelle les chercheurs et les chercheuses se réfèrent, la *perspective* adoptée ou la discipline dont ils tirent leurs outils conceptuels.

Plus encore, l'évolution de la réflexion tant politique que savante sur le «développement», depuis ses premières évocations au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, jusqu'aux travaux récents sur le développement «endogène», «par la base» ou «humain», qu'il nous semble utile d'évoquer ici, laisse deviner des transformations importantes des schèmes de pensée et des valeurs occidentales¹².

1.3.1 L'émergence d'une thématique

Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, la stagnation économique de vastes régions du monde à la fois pauvres et dépendantes préoccupa fort peu le public des pays riches. Puis vint la décolonisation, la création d'un grand nombre d'États politiquement indépendants et l'émergence d'élites nouvelles exigeant leur part de «développement». Les écarts de revenus ou de richesse entre les groupes allaient dès lors apparaître comme un «problème» nécessitant des correctifs.

Durant les années cinquante et soixante, s'inspirant des travaux des économistes du «développement» (Lewis, Tinbergen¹³), les politiciens élaborent des plans d'action destinés

12. Comme le reconnaissent notamment les auteurs de *Development Studies : Critique and Renewal*, publié en 1986 sous la direction de Raymond Apthorpe et Andràs Kràhl, Leiden, E.J. Brill.
13. Voir Lewis W. A., *The Theory of Economic Growth*, Homewook, Ill., Irwin, 1955, Tinbergen, J., *The Design of Development*, Baltimore, Johns Hopkins, 1958.

aux pays «sous-développés» et plus tard aux zones retardées des pays riches, en mettant l'accent sur le rôle des «experts» et l'assistance financière, sans examiner de près les causes de pareilles situations stagnantes ou les valeurs estimées «archaïques» des populations. En 1960, l'Assemblée générale des Nations Unies inaugurait la «Décade du développement», John F. Kennedy proposait sa «guerre à la pauvreté», tandis qu'au Canada et au Québec on mettait sur pied un vaste programme d'aide aux régions rurales en difficultés (ARDA, auquel serait rattaché le BAEQ). La dynamique de la guerre froide incite par ailleurs les grandes puissances à lier ces préoccupations à l'égard des pays ou des régions pauvres, notamment dans le Sud-Est asiatique et en Amérique Latine, à des considérations géo-militaires et stratégiques.

Les politiques de développement régional élaborées au cours des années soixante par les gouvernements canadien et québécois se sont inscrites dans ces tendances que plusieurs analystes ont associées au «paradigme de la modernisation»¹⁴. On y envisage le développement essentiellement sous l'angle d'une industrialisation réussie parvenant à enclencher un autodynamisme dont la société américaine représenterait l'exemple parfait. Toutes les sociétés, même celles «en retard», seraient appelées à franchir les diverses «étapes de la croissance»¹⁵, pour peu qu'on leur fournisse des capitaux et des technologies ou des infrastructures de base.

14. La notion de «paradigme», d'après Kuhn (1962), dont le caractère vague est reconnu par les philosophes et sociologues de la science, est néanmoins souvent utilisée pour traiter du problème posé par l'existence de patterns théoriques «rivaux» du côté des théories du développement. Aidan Foster-Carter (1976) rattache les travaux sur le développement soit au paradigme de la modernisation, soit à celui de la dépendance, tandis que Javier Elguea (1985), s'intéresse lui aux paradigmes «substitutifs» ou «émergents». Voir Aidan Foster-Carter «From Rostow to Gunder Frank : Conflicting Paradigms in Analyses of Underdevelopment», *World Development*, 4:3, p. 167-180, Javier Elguea, «Paradigms and Scientific Revolutions in Development Theories», *Development and Change*, 16 : 2, p. 213-233. Voir également T. S. Kuhn, *The Structure of Scientific Revolution*, University of Chicago Press, 1962.
15. D'après W. Rostow, *Les étapes de la croissance économique* (1960).

La notion de «développement régional» s'est ainsi imposée avec l'élargissement de l'action des États occidentaux dans le processus de développement économique et social.

Toutefois, l'intervention des gouvernements ne sera pas toujours très cohérente. La panoplie des mesures utilisées est fort sensible aussi bien à la conjoncture électorale qu'aux modes intellectuelles du moment. Tantôt on misera sur la redistribution de la richesse collective dans une perspective keynésienne de stimulation de la demande, tantôt sur la modernisation des infrastructures et des services sociaux, ou encore sur l'aménagement des effets d'entraînement des pôles de croissance, et aussi sur des mesures incitatives au redéploiement industriel. Assez souvent d'ailleurs, le «saupoudrage» par des subventions ou des mini-programmes sans lendemain, tiendra lieu de «politique régionale».

Alors que la notion de «développement régional» vient peu à peu coiffer l'ensemble des politiques et programmes de l'État visant explicitement, soit la réduction des inégalités, soit la croissance économique de certaines portions de l'espace national, la recherche scientifique est quant à elle conviée à produire un ensemble de connaissances destinées à asseoir l'action étatique sur des fondements plus solides comme à la rendre plus efficace.

1.3.2 L'émergence d'une problématique

La distribution des phénomènes dans l'espace intéresse depuis longtemps les géographes et les sociologues. Ceux-ci ont été parmi les premiers à tenter de penser la notion de région. Cela a produit, par exemple dans la France de la fin du XIXe siècle, sous l'influence de chercheurs comme Vidal de la Blache (puis Jean Brunhes)¹⁶ en géographie et de Le Play (puis Tourville,

16. Voir à ce sujet l'excellent article de Paul Claval «La région : concept géographique, économique et culturel», dans «La science régionale, la théorie et les politiques», *Revue internationale des sciences sociales*, UNESCO, Erès, 112, mai 1987. La contribution de Vidal de la Blache est spécifiquement discutée dans Paul Claval et Jean-Pierre Nardy, «Pour le cinquantième de la mort de Paul Vidal de la Blache», *Cahiers de géographie de Besançon*, Paris, 1968, chapitre 2. On consultera également Anne Godlewska, «Traditions, Crises and New

Demolins)¹⁷ en sociologie, une tradition de travaux portant sur les phénomènes régionaux qui ne cesse de se renouveler. Parallèlement, les disciplines de l'aménagement (planning), à l'instigation de penseurs comme les sociologues Robert Park¹⁸ ou Geddes et Odum, ont, dans le monde anglo-saxon, adopté le cadre régional comme particulièrement propice à la planification socio-économique.

Dans une autre perspective, l'économie spatiale, sous la poussée de certains penseurs allemands, tels Von Thünen et Weber, s'est d'abord occupée des facteurs de localisation des activités économiques. Au cours des années trente, avec la contribution de l'économiste Lösch et du géographe Christaller, elle s'est intéressée à la distribution spatiale des phénomènes économiques. Ce courant d'analyse a conduit sous l'influence de chercheurs comme Walter Isard à l'émergence de la «science régionale» au cours des années cinquante¹⁹. Cette dernière veut

Paradigms in the Rise of the Modern French Discipline of Geography (1760-1850)», *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 79, no 2, juin 1989, p. 192-213.

17. L'oeuvre de Le Play (Tourville, Demolins) qui influença profondément celle du sociologue québécois Léon Gérin (lui-même maître de Jean-Charles Falardeau), est présentée et discutée dans le célèbre *Contemporary Sociological Theories* de Pitirim Sorokin publié en 1923.
18. Fondateur (avec E. W. Burgess, R. McKenzie et Louis Wirth) de l'écologie humaine américaine, Robert E. Park présente au début des années 1920 une approche de l'organisation sociale inspirée, suivant Malinowski, de la biologie et surtout de la botanique (d'après l'*oecologie* de E. H. Haeckel, du grec oikos, maison, habitat). La «société» est représentée comme un «super-organisme» possédant des «fonctions» et assurant l'équilibre entre les groupes. Si l'approche recoupe en grande partie celle de l'école sociologique française de Durkheim et celle de la géographie humaine (c'est Park qui, dans l'*American Journal of Sociology*, fera la recension des ouvrages de Vidal de la Blache et Jean Brunhes), l'idée de «totalité» sociale vient en fait de plus loin ; on la retrouve dans la métaphore du «corps social» chez Rousseau, Herbert Spencer et, plus tôt encore, chez Hobbes (Léviathan).
19. Ou «Regional Sciences» dont la première association américaine fut fondée par Walter Isard. Voir à ce sujet «retrospective et prospective

prendre en compte les «coûts de la distance», tels que médiatisés par les marchés, afin d'arriver à des solutions optimales quant à l'arrangement dans l'espace des diverses activités.

Dans l'après-guerre, la thématique du développement régional acquiert une nouvelle actualité dans les sciences humaines appelées à se pencher sur les inégalités économiques entre les pays industrialisés et les pays du tiers monde. Le développement a servi de concept utile pour véhiculer l'idée de la modernisation qui devait, selon les vues de Rostow²⁰, mener, par étapes, toutes les nations au décollage de leur économie. Cette vision du développement a été contestée par certains auteurs, dont Gunder Frank²¹, qui ont proposé la notion de développement du sous-développement: plutôt que d'avoir connu un simple retard dans les étapes qui devaient les mener à la croissance, les pays du tiers monde et les régions défavorisées des pays industrialisés, parce que dominés, auraient subi une insertion forcée dans des systèmes de production et des relations d'échange qui les défavorisent et désorganisent leurs structures spatiales. Au Québec, cette approche a notamment été mise de l'avant par l'historien Alfred Dubuc²².

sur la science régionale, une interview avec Walter Isard» dans *Revue internationale des sciences sociales*, 112, numéro spécial, La science régionale, UNESCO, mai 1987. Le premier grand ouvrage de W. Isard s'intitulait : *Location and Space Economy*, M.I.T., Cambridge, 1956. Ce dernier s'était notamment inspiré des travaux de Von Thünen. Alors que les «sciences régionales canadiennes» ou d'expression anglaise se rattachent principalement à cette tradition américaine, les études régionales ou sur le développement régional québécois ont quant à elles été surtout influencées par la sociologie, et les travaux de l'«École de Laval», dont ceux de Fernand Dumont, Yves Martin et Gérald Fortin.

20. Voir notes 13 et 15.

21. Voir André Gunder Frank, *Le développement du sous-développement: l'Amérique Latine*, Paris, Maspero, 1972. Voir aussi de Samir Amin, *L'accumulation à l'échelle mondiale*, Paris Anthopos, 1977 et surtout *Le développement inégal*, Paris, Minuit, 1973. Les travaux de Gunder Frank sont analysés dans Foster-Carter (1976), voir note 14.

22. Voir notamment *Le Devoir*, 3 mars 1973. Certaines interprétations ont été reprises et discutées dans N. Séguin, *La conquête du sol au*

D'autres influences ont marqué l'analyse régionale depuis l'après-guerre. On note d'abord le courant de la planification qui a eu ses heures de gloire dans les années cinquante et soixante. S'appuyant sur l'interventionnisme croissant des États durant ces deux décennies, cette approche a mobilisé une somme considérable d'énergies et a confirmé l'État comme acteur important du développement régional. En deuxième lieu, la théorie de la polarisation²³, dans les décennies soixante et soixante-dix, a inspiré plusieurs politiques régionales un peu partout dans le monde. Parmi les raisons qui ont provoqué sa perte d'actualité progressive, on peut évoquer un certain éclatement de la notion de «pôle» (glissement de l'espace économique à l'espace géographique, attribution du statut de pôle à des agglomérations fort hétérogènes) et aussi le fait que les effets d'entraînement attendus ont été bien souvent difficiles à repérer.

En troisième lieu, certains théoriciens au cours des années quatre-vingt, ont préconisé une valorisation de l'initiative locale et régionale comme moyen de soutenir le développement des régions²⁴.

Ce courant de pensée rencontre les vues de plusieurs mouvements régionalistes et traduit la volonté de nombreux groupes locaux et régionaux de s'impliquer dans le développement

XIXe siècle, Montréal, Boréal Express, 1977.

23. Proposée initialement par François Perroux, *L'économie du XXe siècle*, Paris, 1960. Les auteurs Higgins, Martin et Raynauld s'inspirèrent notamment des travaux de Perroux pour réaliser leur ouvrage sur *Les orientations du développement économique régional dans la province de Québec*, paru en 1970.
24. Sur les approches dites «ascendantes», endogènes ou par la base, voir W. B. Stöhr et D. R. Fraser Taylor, *Development from «Above» and from «Below»*, New York, J. Wiley and Sons, 1981. Sur le développement «ascendant» voir Michel Bassand et al., *Innovation et changement social*, Presses Polytechniques Romandes, coll. «Villes, régions et sociétés», 1981. Sur le développement «endogène» voir également W. Stöhr, «La crise économique demande-t-elle de nouvelles stratégies de développement régional ?», dans *Espace et localisation : la redécouverte de l'espace dans la pensée scientifique de langue française*, Paris, Economica, 1983.

de leur milieu. Il rejoint par ailleurs en même temps les préoccupations de penseurs et dirigeants qui ont remis en question, au cours de la dernière décennie, la place de l'État-providence et souhaitent une réduction de l'intervention gouvernementale dans toutes les sphères de la vie sociale, y compris en ce qui concerne le «développement régional».

En dernier lieu, l'émergence d'un courant environnementaliste a mis l'accent sur la nécessité d'exploiter les ressources de façon à ne pas mettre en péril la survie des générations futures. Le début des années soixante-dix fut ainsi marqué par un progrès des concepts et des prises de conscience décisives quant à la complexité et la gravité des problèmes sociaux et environnementaux. La réunion de Founex préparatoire à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de 1972, la déclaration de Cocoyoc de 1974 voient émerger la thématique du *développement équitable*, «autre». En avril 1974, une coalition des pays «sous-développés» proclamait à l'Assemblée générale des Nations Unies la nécessité non seulement d'une aide économique accrue, mais plus fondamentalement d'un «*Nouvel Ordre Économique Mondial*». Quelques mois plus tard un groupe de pays exportateurs de pétrole constituait un puissant cartel (OPEP) destiné à influencer à la hausse les prix mondiaux. D'autres pays producteurs de matières premières, caoutchouc, cuivre, bauxite, sucre, cacao, tentèrent de suivre la même voie. Mais ces actions, la hausse des prix du pétrole en particulier, contribuèrent à accroître les prix des fertilisants puis celui des denrées alimentaires, notamment dans un «tiers» monde déjà aux prises avec diverses catastrophes naturelles.

Près de vingt ans plus tard, à la suite du rapport Brundtland («Notre avenir à tous», 1987²⁵) sur le *développement durable* ou *soutenable* («sustainable development»), et surtout de la Conférence des Nations Unies (à Rio) sur l'environnement et le développement (CNUCED), ces thèmes sont maintenant largement discutés au sein de la communauté internationale.

25. CMED (Commission mondiale de l'environnement et du développement), *Notre avenir à tous* (Rapport Brundtland), Oxford, Oxford University Press, 1987.

Désormais, la croissance irréfléchie obtenue souvent au prix d'une pollution massive et axée sur la consommation de masse, n'a plus bonne presse. Contre l'«anti» ou le «mal» développement qui aggrave le sort des pauvres, chercheurs et intervenants tentent de définir les conditions d'un développement «authentique» défini sous l'angle d'une amélioration «qualitative» de la condition humaine impliquant certes la satisfaction de besoins dits «fondamentaux», ou l'acquisition de biens de subsistance, mais ne s'y limitant pas. La participation et l'autonomie politiques sont également valorisées, tout comme l'éducation, la diversité et la création culturelles, le respect des droits humains et la reconnaissance de droits sociaux ou collectifs.

Dans cette même foulée, les Nations Unies proposaient en 1990 pour la première fois un nouvel indicateur dit du «développement humain» témoignant d'une volonté de distinguer la croissance économique et la réalité d'un «développement» comportant plusieurs facettes, économique, culturelle, politique²⁶. Le développement humain, écrivent les auteurs du *Rapport sur le développement humain*, «est un processus conduisant à l'élargissement des choix humains». En principe, ces choix sont infinis et changeants. Toutefois trois souhaits apparaissent essentiels : vivre longtemps et en santé, acquérir des connaissances et avoir accès à des ressources garantissant des conditions de vie décentes. Si ces aspirations qui sont jusqu'à un certain point des conditions ne sont pas satisfaites, expriment les auteurs du *Rapport*, «beaucoup d'autres voies demeureront inaccessibles». Mais le «développement humain» que cherchent désormais à promouvoir certains grands organismes tels les conseils internationaux ne se limite pas à ces conditions. Il aurait à voir avec l'exercice effectif des capacités humaines de création à des fins personnelles ou sociales, exercice librement consenti.

26. Voir *Human Development Report 1990*, United Nations Development Programme (UNDP), New York, Oxford University Press, 1990, 189 p.

1.4 UNE PROBLÉMATIQUE MÉTADISCIPLINAIRE DU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

Si la problématique du développement régional que tendent à circonscrire les travaux des membres du GRIDEQ n'est étrangère à aucune des perspectives qui viennent d'être évoquées, elle ne peut non plus être identifiée pour autant à aucune d'entre elles en particulier.

Sans faire de la région un objet en soi que l'on puisse enfermer dans des critères formels immuables, le GRIDEQ se donne la mission d'étudier de façon privilégiée les processus sociaux qui donnent leur caractère particulier à ces portions du territoire - différenciées aux plans économique, social et culturel - que l'on appelle «régions».

Cette conception du développement régional exposée plus longuement dans le second chapitre de cet ouvrage s'est imposée comme une nécessité pour ceux et celles qui souhaitent surmonter les insuffisances des approches antérieures et, surtout, contrer les effets des facteurs qui produisent des inégalités de développement.

On remarque, aussi bien au Québec qu'à l'étranger, que la difficulté des questions en jeu, de même que la nécessité de les aborder en même temps, plutôt que séparément, poussent tout naturellement les chercheurs et chercheuses à utiliser des cadres de référence et d'analyse qui, tout en puisant plusieurs éléments dans les disciplines établies, les transcendent.

Dans cette perspective, l'interdisciplinarité consiste non en une addition de connaissances et de méthodes propres à des disciplines particulières, mais plutôt en un effort de saisie de l'objet d'étude qui se construit par un apport combiné d'éclairages complémentaires. Ces éclairages ont leur source dans les traditions des disciplines particulières des sciences humaines entendues au sens large (géographie, histoire, économie et multiples sciences de l'humain et du social). Ils s'ancrent également dans les problématiques générales qu'ont à traiter toutes les sciences sociales et humaines.

Ainsi, l'évolution tant des «sciences régionales» que des études sur le «développement régional» les a conduites à rechercher une approche qui aborde de front, et dans une réflexion cohérente, les aspects à la fois théoriques -économiques, politiques et culturels- et pratiques des problèmes régionaux, une approche qualifiée récemment, en 1987, de «métadisciplinaire» par un chercheur bien connu, Antoni Kuklinski²⁷. En conclusion de son bilan international de la recherche sur le développement régional, ce dernier écrit : «...nous avons besoin d'une approche métadisciplinaire du développement régional... qui intellectuellement et méthodologiquement se situe au-delà (meta) de la sphère classique de toutes les disciplines académiques conventionnelles» (p. 237).

Une telle nécessité de faire déboucher sur **une problématique métadisciplinaire du développement régional**, les produits de diverses **collaborations interdisciplinaires**, a depuis fort longtemps été explicitement reconnue par les membres du GRIDEQ. Déjà en 1975, dans le *Mémoire du GRIDEQ à la Commission Healy sur les études supérieures en sciences humaines au Canada*²⁸ on peut lire que les membres du Groupe «se proposent essentiellement d'élaborer à l'intérieur de l'équipe une **problématique interdisciplinaire commune** en matière de développement régional» (p. 14). Dans le premier document portant sur les *Orientations et statuts et règlements* du groupe de septembre 1981, au chapitre des objectifs du groupe on peut lire : «...développer une **réflexion cohérente** sur la question rurale et régionale **qui tienne compte des aspects multidimensionnels** des problèmes» (p. 9). Le premier *Plan triennal de développement 1982-85*²⁹ du groupe reprend, tout en les spécifiant, ces orientations. Les objectifs du GRIDEQ, peut-on y lire, sont de «Faire progresser l'étude des processus de structuration des ensembles sociaux en situation de marginalité ou de dépendance...», «l'analyse

27. Antoni Kuklinski, «Four Interpretations of Regional Development», Institute of Space Economy, UNESCO. Numéro spécial sur la science régionale, *Revue internationale des sciences sociales*, 112, mai 1987.
28. GRIDEQ, *Mémoire du GRIDEQ à la Commission Healy sur les études supérieures en sciences humaines au Canada*, UQAR, 1975.
29. GRIDEQ, *Plan triennal de développement 1982-85*, UQAR, 1983.

interdisciplinaire des facteurs et des problèmes de développement des ensembles sociaux [constituant] la préoccupation principale du GRIDEQ» (p. 18). Mais on envisage aussi comme objectif général «...l'élaboration de **nouveaux instruments conceptuels** et de nouvelles méthodologies de recherche», une idée déjà évoquée en 1975 dans le *Mémoire du GRIDEQ à la Commission Healy*. Dans ce rapport, on écrivait que «l'apport possible de l'UQAR en sciences humaines», pouvait dans les années futures se situer tant «au niveau de l'objet», par le progrès de «la connaissance de certains types de problèmes» estimés «généraux» et se rapportant essentiellement à l'étude spatiale de l'organisation sociale, qu'au «niveau de la méthode», par l'exercice effectif d'une interdisciplinarité facilitée par la taille réduite de l'institution. Cette contrainte, écrivent les membres, «est par ailleurs un avantage au niveau de l'exploration d'une voie d'approche intégrée à l'égard des multiples facettes des questions étudiées» (p. 20).

C'est une telle voie que les membres du GRIDEQ ont au fil des années tenté d'élaborer. Le prochain chapitre sera entièrement consacré à sa présentation.

CHAPITRE 2

UNE PROBLÉMATIQUE GÉNÉRALE ET CINQ CHANTIERS DE RECHERCHE

Les orientations de recherche des membres du GRIDEQ s'inscrivent tout à fait dans la perspective «métadisciplinaire» du développement régional schématiquement envisagée par Kuklinski¹ et estimée selon lui nécessaire à la compréhension des réalités socio-historiques territorialisées.

Kuklinski n'est d'ailleurs pas le seul chercheur à avoir évoqué le besoin d'outils conceptuels nouveaux², et les membres du GRIDEQ ont eux-mêmes depuis longtemps défendu ce point de vue³.

1. Antoni Kuklinski, *Four Interpretations of Regional Development*, (1987), voir chapitre 1, p. 26.
2. Le fondateur de l'Association (américaine) des Sciences Régionales, Walter Isard, dans une interview récente (1987) affirme que si désormais «la plupart» des chercheurs réunis au sein de cette association reconnaissent l'existence d'un «jeu complexe de diverses variables» économiques, politiques, environnementales et culturelles affectant la dynamique régionale, le débat entre les chercheurs partisans de l'approche descendante (ou par le haut) du développement et ceux partisans de l'approche ascendante (ou par le bas) est, selon lui, loin d'être réglé. Aucune de ces deux «méthodes», commente Isard, ne serait satisfaisante, «ne se justifie à elle seule». Ce serait plutôt en fait à une «judicieuse combinaison des deux» qu'il faudrait avoir recours. Si une telle synthèse voyait le jour, nous serions, selon lui, alors devant un «nouveau paradigme scientifique relatif à l'espace et au développement», un «paradigme» permettant de «traiter les contradictions entre objectifs nationaux et régionaux, et les contradictions entre secteurs nationaux et entre régions d'un même pays». Pour la référence complète de cet article, voir note 19 du chapitre 1.
3. On retrouve ce point de vue dans plusieurs documents collectifs du

En effet, *au-delà* des théories et des concepts spécifiques auxquels les sociologues, les géographes, les historiens, les économistes, les politicologues, les psychologues et les psychanalystes ont généralement recours pour analyser certaines réalités humaines, sociales ou territoriales, il y a des réalités humaines et sociales territorialisées dont les processus de structuration demeurent toujours *énigmatiques*, en dépit des efforts disciplinaires visant à en comprendre des aspects⁴. Subsistent également entre les groupes humains de graves problèmes de répartition des ressources, l'existence de ces disparités et inégalités alimentant des conflits à moyen terme dangereux pour l'humanité⁵.

Une visée de mise en commun à la fois des théories et des concepts disciplinaires, mais aussi des produits de recherche disciplinaires déjà accumulés, apparaît en conséquence indispensable. Dès sa fondation, le GRIDEQ reconnaissait cette urgente nécessité.

groupe ainsi que dans les travaux de plusieurs membres recensés dans l'annexe 1.

4. Sur les insuffisances des sciences régionales et des sciences sociales à expliquer de manière satisfaisante l'existence d'écart dans la répartition territoriale des activités productives, dont la localisation des entreprises de haute technologie, on lira notamment Scott, J. et M. Storper, «Industries de haute technologie et développement régional: revue critique et reformulation théorique», *Revue internationale des sciences sociales*, UNESCO, mai 1987. En 1985, dans son remarquable *Économie régionale et urbaine* (Paris, Economica), Philippe Aydalot analyse en profondeur et critique vivement les travaux des théoriciens de l'économie spatiale. «La théorie de la localisation est en crise. La réduction évidente du rôle des transports la prive de sa base essentielle, la conception implicite de l'espace sur laquelle elle s'appuie apparaît manifestement bien étroite, les bouleversements des localisations observés depuis les années 50 lui posent des problèmes qu'elle ne sait guère résoudre» (p.50), écrit Aydalot.
5. Comme le soulignait notamment Gunnar Myrdal en 1974 dans son discours de réception du prix Nobel d'économie, discours publié en 1989 par la revue *The American Economic Review* et intitulé «The Equality Issue in World Development».

Ceci étant, la multiplicité et la diversité des expériences de collaborations scientifiques des membres du GRIDEQ leur permettent aujourd'hui d'entrevoir plus clairement la nature de cette *métadiscipline* évoquée par Kuklinski et qu'il situait au-delà (meta) de «la sphère classique de toutes les disciplines académiques conventionnelles». Aux contacts répétés les uns des autres, plusieurs membres du GRIDEQ ont en effet non seulement été conduits à se familiariser avec plusieurs théories et modèles disciplinaires existants, mais encore à tenter de les intégrer dans des problématiques de recherche diverses. Ces formes particulières de mise en commun ont abouti pour plusieurs à un exercice poussé et quasi-constant d'**interdisciplinarité**, un souci ayant débouché sur des réalisations de nature **interdisciplinaire** très nombreuses.

Or au-delà de ces diverses recherches ou activités interdisciplinaires effectuées au fil des années, **une problématique générale des processus de structuration des réalités humaines et sociales territorialisées et des dynamiques de développement régional** peut aujourd'hui être envisagée.

2.1 UNE PROBLÉMATIQUE GÉNÉRALE DES PROCESSUS DE STRUCTURATION DES RÉALITÉS HUMAINES ET SOCIALES TERRITORIALISÉES

On peut concevoir cette problématique dite ici générale à la fois sous l'angle d'une théorie et sous l'angle d'une «nouvelle» discipline.

Sous l'angle d'une théorie, elle vise à moyen terme l'élaboration d'une théorie générale⁶ des processus de

6. Au sens de la «grand theory» de tradition parsonnienne (T. Parsons, écrits de 1937-1968) ou marxienne (K. Marx, écrits de 1854-1859). Il y a d'autres tentatives moins étendues, dont celles de B. Malinowski (écrits de 1924-1942), M. Freitag (écrits de 1986-1990), E. Morin (écrits de 1975-1990), A. Touraine (écrits de 1973-1990), et, encore plus récente, celle de James S. Coleman. Dans son

structuration des réalités humaines et sociales territorialisées. Sous l'angle disciplinaire, il s'agirait d'une discipline «nouvelle» non pas au sens où elle incorpore des éléments unidisciplinaires existants, mais plutôt en tant qu'elle s'unifie précisément autour du projet de constitution d'une théorie explicative générale des processus de structuration des réalités humaines et sociales territorialisées.

La saisie et l'explication des processus de structuration qui façonnent les réalités humaines et sociales territorialisées, ou dit autrement, des dynamiques qui soutiennent le développement ou maintiennent des inégalités de développement, tel est l'objectif de fond des travaux poursuivis par les membres du GRIDEQ. Tout en privilégiant l'étude des dynamiques passées ou actuelles du développement, les membres du GRIDEQ s'emploient aussi à identifier de nouveaux modèles de développement. Ces objectifs, tout en délimitant *un champ de problèmes et de connaissances* très vaste, confèrent une spécificité aux objets d'étude que le GRIDEQ peut embrasser.

Sans exclure la possibilité de divergences dans la conception des processus constitutifs du développement, une *problématique générale*, nourrie par les travaux de recherche déjà existants en sciences sociales et humaines mais ne s'y limitant pas, oriente la conduite de réflexions et d'analyses sur les phénomènes du développement régional. Il s'agit en conséquence autant d'une *perspective sur le monde historique*, que d'un cadre théorique général fixant des objets théoriques centraux, *entités* ou *processus*, dont la connaissance est recherchée.

Ce cadre général est essentiel parce qu'aucune explication tant soit peu pertinente d'un aspect ou l'autre des réalités socio-économiques ou historiques régionales n'est possible sans que l'on ne les rapporte à une série de structures et de processus sous-jacents desquels elles tirent leur raison d'être, les conditions de leur fonctionnement ou de leur changement.

À son niveau le plus général, cette perspective stipule que

Foundations of Social Theory (Harvard University Press, 1990), Coleman parle quant à lui d'une «Métathéorie» des systèmes sociaux dont il tente d'identifier les principaux paramètres.

les réalités sociales et humaines territorialisées dans leur ensemble résultent d'une **action**, d'une construction, d'une production, d'un travail **humain**, *symbolique, langagier et social* de mise en forme plus ou moins sophistiquée de la matière, de la nature et du social.

Les manières dont les êtres humains façonnent la matière, la nature et le social, les idées et les institutions qu'ils élaborent dans le cadre de ces échanges et surtout **les configurations variables que ces activités prennent spécifiquement dans le temps et dans l'espace**, constituent des objets centraux des analyses poursuivies.

On retrouve ici formulé en termes théoriques le problème fondamental des écarts, des différences, des **inégalités**, des disparités quant à la répartition, la localisation, la concentration, la dispersion des ressources ou de l'activité économique et sociale, ou plus simplement du «développement».

Cette perspective contient en creux une ontologie reconnaissant l'existence en soi de la matière et de la nature, avec leurs lois propres. On met toutefois l'accent sur le rôle moteur ou dynamique des êtres humains en regard de la construction active des réalités historiques, *ce monde second*, dont les «lois»⁷ pourraient elles aussi être progressivement connues, ceci via l'élaboration de schèmes de pensée eux-mêmes de type symbolique et langagier.

On s'intéresse particulièrement aux formes et structures (ou «configurations») de ces échanges induits par :

- **des acteurs humains;**

ou encore,

7. Ces «lois» dont l'existence et la recherche demeurent en sciences sociales et humaines l'objet de débats épistémologiques intenses, pourraient par exemple prendre la forme d'affirmations concernant l'apparition conditionnelle de régularités du type «si A, alors B», ou de régularités structurelles du type «A,B,C,D apparaissent la plupart du temps ensemble».

- ces **agents collectifs** particuliers que sont :
 - les **ménages et familles**,
 - les **entreprises**
 - les **groupements**
 - les **gouvernements**⁸.

Si l'on se préoccupe autant de l'étude des **relations interindividuelles** que de celle des **interrelations** ou **rapports intergroupes**, les conditions sous lesquelles des agents collectifs parviennent à agir dans le temps et l'espace, ceci par l'intermédiaire d'acteurs humains, demeurent encore mal connues. À plus long terme, nous comptons clarifier ces questions qui concernent le statut théorique de l'acteur humain («individué»), «homme» ou «femme»⁹, appartenant donc à des groupes sexuels distincts mais aussi à des classes d'âge distinctes, capable de se mouvoir dans l'espace, de se déplacer sur le territoire, d'agir sur la matière et la nature¹⁰.

Si l'acteur territorialisé est lié à d'autres acteurs avec

8. Ces catégories d'acteurs collectifs auxquelles l'on devrait peut-être ajouter celle de «mouvements sociaux» sont provisoires et devront faire l'objet d'une théorisation plus précise des **organisations** sociales. Ce qui doit être clarifié, c'est le statut théorique et les modes d'existence empirique de ces acteurs dits «collectifs», leurs rapports aux acteurs humains (individus et individuels). Ces acteurs sont-ils mus par une «logique» particulière, celle-ci résulte-t-elle de l'aggrégation des volontés individuelles des membres ? La réflexion sur ces questions se poursuivra au cours des prochaines années.
9. Nous considérons que cette question de la différence des acteurs humains suivant leurs caractéristiques anatomiques ou biologiques et leur appartenance socio-sexuelle fait partie de la problématique même des acteurs socio-territoriaux que nous élaborons.
10. Nous évoquons ici l'acteur dit «naturel», humain, et non ces agents artificiels comme lui capables d'effectuer certaines opérations. Nous considérons ces agents comme des objets techniques, des «machines». Toutefois avec l'essor des nouvelles technologies de l'information et de la communication, l'extension de plus en plus importante de leurs possibilités d'action autonome nous oblige à tenir compte de leur présence et des rapports de plus en plus cruciaux qu'ils entretiennent avec les acteurs «naturels».

lesquels il échange des objets (signes, informations, biens et services, énergies, capitaux), ce dernier constitue, seul ou en groupe, le pôle central de la production et de la circulation des objets échangés. Si l'étude de certains réseaux est possible, ces réseaux sont animés par les acteurs sociaux. Ce sont des hommes et des femmes qui produisent et échangent et ces activités forment des réseaux complexes, plus ou moins stabilisés et territorialisés, ramifiés aux quatre coins de la planète. Ce sont aussi les acteurs qui non seulement **communiquent**, mais exercent une influence, formulent des enjeux, prennent des décisions, élaborent des normes, établissent des consensus, résolvent des problèmes ou des conflits.

Si ces réseaux d'échanges n'ont pas de frontières, les acteurs humains occupent quant à eux telle ou telle portion de territoire sous juridiction nationale et donc gouvernementale particulière. Une part de leurs activités et de leurs échanges est donc soumise à des mécanismes nationaux de régulation et une autre non. Certaines activités débouchent sur une production et une consommation de biens effectuées dans des temps réduits et des espaces de proximité, d'autres non. Certaines activités ou échanges rejoignent des acteurs partageant un même territoire national, d'autres non.

Ces activités et échanges circonscrivent donc **des réseaux aux caractéristiques et aux formes socio-spatiales fort complexes** qu'il s'avère selon nous de la première importance de concevoir et d'étudier.

Il faudra en effet parvenir à mieux circonscrire les modalités passées et actuelles d'existence et de transformation des configurations socio-spatiales plus ou moins stables formées par les générations successives d'acteurs sociaux. En quoi l'époque présente dominée par la rapidité des échanges se différencie-t-elle des époques révolues ? Les nouvelles caractéristiques des systèmes d'échange (intégration, utilisation de langages numériques, vitesse) sont-elles en train de modifier l'espace-temps des collectivités humaines et surtout avec quel impact ?

La problématique que nous mettons de l'avant renvoie à un questionnement général sur les principaux traits du monde actuel et donc sur la *modernité*, les impacts et la portée socio-spatiale de certains changements techniques. Par exemple, ces

changements contemporains souvent associés à ce qu'on appelle la *tertiarisation* de l'économie (production d'informations et de services destinés aux personnes et aux entreprises), tendent-ils à renforcer le rôle de certains types d'entreprises concentrées dans les très grandes métropoles ? Que deviennent dans ce cadre les réseaux d'échanges existants, **les villes et les campagnes d'hier**, comment se caractérisent les nouvelles configurations ou armatures socio-spatiales ? Comment les acteurs sociaux s'inscrivent-ils dans ces nouveaux réseaux ou s'en trouvent-ils exclus ? Comment tentent-ils, sinon de contrôler ces changements, à tout le moins de leur conférer une signification ?

Voilà pour l'essentiel circonscrites tant notre *perspective* d'ensemble que nos grandes préoccupations. Selon cette approche, les «régions» que l'on retrouve au Québec et ailleurs dans le monde, ne sont pas simplement des découpages commodes aux fins de l'analyse statistique ou de la gestion publique d'espaces jugés équivalents malgré leurs spécificités; elles sont plutôt **le produit structuré et changeant des actions et des rapports d'échanges entre les acteurs sociaux**. Ces actions et rapports expliquent que certaines portions plus ou moins importantes de territoires sous juridiction nationale particulière, puissent être dites «marginalisées» ou «dépendantes» par rapport à d'autres. Les processus sous-tendant de telles situations sont toutefois fort complexes et doivent encore être en grande partie élucidés.

C'est dire que nous ne présumons absolument pas de l'existence d'un prétendu «système social» ou économique régional. Les connaissances que nous avons jusqu'ici rassemblées sur les réseaux d'échange et leurs ramifications mondiales nous incitent plutôt à mettre en doute l'existence de tels «microcosmes» tant régionaux que locaux. Cela dit nous ne disons pas que les réalités régionales ne sont pas structurées, tout au contraire. Toutefois, nous nous démarquons entièrement d'approches assumant au départ l'existence de «totalités sociales» régionales ou locales, de «système», régional ou local, en mesure de contrôler leur fonctionnement et leur changement. Plus encore, il n'est pas certain que cette manière d'envisager la «société nationale» elle-même, soit aujourd'hui scientifiquement acceptable. En somme, l'existence de «communautés politiques» soumises à une autorité politique spécifique ne constitue en rien une garantie de l'existence de «communautés économiques» ou

même culturelles coïncidant avec les premières.

Telle est aujourd'hui en ses jalons fondamentaux la *problématique générale* du GRIDEQ.

En continuité avec les orientations générales exprimées depuis 1974, le «problème des disparités régionales» et la question des divers aspects spatiaux de «l'organisation sociale» (1975) sont toujours considérés centraux. Depuis 1986 toutefois, on parle plutôt du problème des «inégalités spatiales de développement» et de la question des «acteurs sociaux territoriaux produisant des espaces régionaux», ceci ne dénotant pas simplement un changement de vocabulaire, mais reflétant surtout un travail de clarification conceptuelle important.

Si ces questions et problèmes constituant notre problématique générale laissent entrevoir une série d'objets fondamentaux, un véritable **champ** de questions ou de problèmes qu'on peut par ailleurs aussi considérer comme un **champ de connaissances**, cette problématique générale peut elle-même faire l'objet d'un nouveau découpage autour d'un petit nombre de questions ou d'axes importants.

Présentons maintenant, d'abord de manière globale et succincte, puis plus en profondeur, les cinq axes ou chantiers de recherche retenus par les membres du GRIDEQ. Pour une vue d'ensemble des cinq axes, on consultera le schéma à la page suivante.

LES CINQ AXES DE RECHERCHE

Les travaux effectués au GRIDEQ concernent
**L'ANALYSE DES PROCESSUS DE STRUCTURATION DES RÉALITÉS HUMAINES ET SOCIALES
TERRITORIALISÉES ET DES DYNAMIQUES DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL**
· la question des différences quant à la répartition ou la localisation
territoriales des ressources et de l'activité économique et sociale
· le problème des inégalités socio-spatiales de développement

Ces travaux sont essentiellement dirigés sur les thèmes suivants :

1) STRUCTURES PRODUCTIVES ET SOCIALES DES RÉGIONS

- 1.1 Analyses des systèmes d'échange
et des interrelations économiques
régionales
- 1.2 Portée socio-spatiale du chan-
gement technologique
- 1.3 Ruralité et développement rural
et urbain
- 1.4 Mise en valeur des ressources
naturelles

3) MOUVEMENT SOCIAUX ET DÉVELOPPEMENT ENDOGÈNE

4) ANALYSES DES POLITIQUES ET PROGRAMMES PUBLICS CONCERNANT LE DÉVELOPPEMENT LOCAL ET RÉGIONAL

5) ÉPISTÉMOLOGIE DES THÉORIES ET MÉTHODES DE CONSTRUCTION DES CONNAISSANCES PORTANT SUR LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

2) CULTURE, IDENTITES ET RÉGIONALISMES

- 2.1 Culture matérielle,
adaptations et modes de vie
- 2.2 Systèmes culturels,
régionalismes et innovation
- 2.3 Dimensions locales et
régionales des mass-media

2.2 CINQ CHANTIERS OU AXES DE RECHERCHE

Les *échanges* que les êtres humains effectuent avec la matière et la nature, les manières dont ils façonnent activement cette matière et cette nature, les idées et les institutions qu'ils élaborent dans ces échanges, **les configurations variables que ces activités, ces échanges et leurs résultats prennent spécifiquement dans le temps et dans l'espace**, constituent, avons-nous dit plus haut, les objets centraux des analyses poursuivies au GRIDEQ. Le problème des écarts, des différences, des **inégalités**, des disparités quant à la répartition, la localisation, la concentration, la dispersion des ressources ou de l'activité économique, ou plus simplement du «développement», occupe dans cet ensemble de préoccupations une place décisive.

Si ces questions et problèmes laissent entrevoir une série d'objets fondamentaux, le champ de questions ou le champ de connaissances ainsi délimité peut faire l'objet d'un autre découpage autour d'un petit nombre de questions importantes dont la clarification est considérée prioritaire.

Il va sans dire que la détermination de ces questions appelées à former des **axes ou chantiers** de travail particuliers, demeure étroitement liée à la **problématique générale dont les grands jalons ont été énoncés plus haut**. C'est elle qui donne un sens au découpage subséquent de questions plus spécifiques, d'objectifs mieux circonscrits mais aussi fondamentalement interdépendants, faisant en sorte que les perspectives de recherche ouvertes par chaque chantier ne soient pas mutuellement exclusives.

La problématique générale laisse, de fait, apparaître deux questions de fond relatives d'abord aux **types d'activités et échanges** que les acteurs sociaux entretiennent entre eux, puis **aux représentations ou idées d'eux-mêmes**, des autres ou du monde, qui les guident. Quels sont ces activités et ces réseaux d'échanges et comment s'y nouent des systèmes d'idées ou de valeurs particuliers ? Voilà au moins deux vastes questions liées à clarifier. Celles-ci délimiteront deux axes de recherche fondamentaux au GRIDEQ, l'un portant sur les **Structures productives et sociales** (1), l'autre sur les **Identités** (2).

Nous les présentons plus loin.

À ces deux questions de fond, on peut aisément en ajouter deux autres portant sur les **aspects dynamiques** de ces processus à la fois économiques (au sens large) et identitaires. On s'intéressera dans ce cas d'abord aux conduites collectives et aux mouvements sociaux, au changement et à l'expérimentation sociale dite «endogène» (due à l'initiative des acteurs), ces questions formant un troisième axe de la recherche poursuivie au sein du GRIDEQ: **Mouvements sociaux et développement endogène (3)**. Puis, en quatrième lieu, on accordera une grande attention aux interventions de cet acteur particulier qu'est l'État, à son rôle quant à la détermination des grandes orientations de la vie collective, au maintien ou à la transformation des rapports d'échanges et de répartition des ressources prévalant au sein d'ensembles sociaux plus ou moins vastes. Ces questions délimitent un quatrième chantier: **Analyse des politiques et des programmes publics concernant le développement local et régional (4)**. Ces deux axes font chacun l'objet d'une présentation détaillée plus loin.

Enfin, comment s'assurer qu'à travers l'ensemble des travaux réalisés et associés aux quatre chantiers de recherche, la clarification des questions délimitant notre problématique générale puisse elle aussi progresser? Comment évaluer aussi la pertinence et dégager la portée des activités de recherche accomplies au fil des années par les membres du groupe et les autres chercheuses et chercheurs québécois ou étrangers? Comment *faire le tri* de toutes les connaissances accumulées pour y avoir accès autant que pour rendre compte de ce que l'on sait ou non au juste sur les phénomènes qui nous préoccupent? Étant donné les orientations résolument métadisciplinaires mises de l'avant, ces questions sont estimées suffisamment importantes pour constituer à elles seules un cinquième axe de recherche au GRIDEQ : **Épistémologie des théories et méthodes de construction des connaissances portant sur le développement régional (5)**. On trouvera plus loin une présentation plus complète des travaux associés à ce chantier de travail.

Conceptuellement liés à la **problématique générale** dont les grands jalons ont été énoncés plus haut, ces **cinq axes** ou chantiers de travail particuliers demeurent fondamentalement

par rapport aux autres. Ceci dit, chaque chantier de travail comporte aussi ses questions centrales auxquelles nous consacrerons les pages qui suivent.

2.2.1 Premier chantier: Structures productives et sociales des régions.

Un premier chantier de recherche que nous intituleons **Structures productives et sociales des régions** vise à mieux cerner les types d'activités et d'échanges **récurrents et structurés** que des **acteurs sociaux** effectuent avec une matière et une nature, un «environnement» *naturel* considéré essentiel à leur propre survie, essentiel aussi au maintien d'environnements sociaux et culturels construits ou *artificiels*. Il est ici question du travail humain créateur de biens et services divers, des moyens du travail, des techniques et capitaux, des processus par lesquels les résultats du travail sont échangés, distribués aux quatre coins du monde.

On s'intéressera toutefois particulièrement aux **configurations variables, mais néanmoins structurées** que ces activités et ces rapports d'échanges, et leurs résultats, **prennent spécifiquement dans le temps et dans l'espace.**

C'est dire qu'à ce niveau des structures productives, on ne prendra pas pour acquise et donnée au départ l'existence de la «région», non plus que celle d'un sous-système économique régional agissant de manière unitaire comme une composante structurelle d'un «système social régional». En effet, suivant la problématique que nous mettons de l'avant, ce n'est pas la «région» qui produit ou échange des biens et des services, mais plutôt les acteurs et les entreprises. Cette perspective introduit une profonde démarcation par rapport aux analyses visant à établir la comptabilité régionale globale, ou même à cerner l'intensité des flux d'échange de biens ou services entre «régions» objets d'un découpage préalable.

Par ailleurs, le problème des écarts, des différences, des **inégalités**, des disparités quant à la répartition, la localisation, la concentration, la dispersion des **ressources** accumulées ou de l'activité économique, ou plus simplement du «développement»,

occupe dans ce chantier une place décisive. Ces inégalités d'ampleur variable accompagnent en effet une hiérarchisation des groupes et des individus dotés de ressources et conséquemment de **pouvoirs** inégaux, de même que des luttes et des conflits qui marquent le fonctionnement et la transformation des communautés territorialisées.

L'histoire de plusieurs régions québécoises (depuis leur ouverture au peuplement) est aussi souvent celle du processus de leur intégration dans un **système économique global**, de plus en plus vaste et contraignant. Les mécanismes de cette intégration n'ont pas été suffisamment étudiés de sorte que plusieurs questions qu'ils posent restent sans réponses. Non seulement devons-nous réaliser et constamment mettre à jour d'indispensables études descriptives portant sur les structures productives et les échanges inter-régionaux, mais, dans une perspective plus fondamentale, nous devons essayer de répondre aux questions plus générales suivantes : quelles sont la nature et l'évolution de la division spatiale du travail ? Quelles forces concourent à la localisation des activités productives et à l'allocation des facteurs de production ? Quels types de structures territoriales caractérisent les espaces régionaux, quelles externalités secrètent-elles ? Par quels canaux les innovations se diffusent-elles, quelle est la dynamique socio-économique qui en accélère ou en freine l'adoption ? Cette liste n'est certes pas exhaustive; elle balise toutefois un champ d'investigation où nos connaissances actuelles sont nettement insuffisantes.

Concevoir la problématique du développement régional à partir d'une perspective globale, comme composante d'une dynamique se jouant à différentes échelles apparaît aujourd'hui indispensable. En effet, l'extension des procédés et processus de production, l'industrialisation et le rôle dominant dans l'économie globale des grandes entreprises multinationales, ne se sont pas toujours traduits, dans les espaces régionaux, par la disparition des formes plus anciennes de production et donc de vie sociale. Au contraire, cette extension les a parfois - et dans certains secteurs - confortées. En témoignent l'extension du peuplement permise par les différentes variantes du système agro-forestier, ainsi que les autres formes de pluri-activité qui, jusqu'à ce jour, ont conservé leur importance dans certaines régions québécoises. Les formes de vie sociale ou de sociabilité propres à la paroisse et au village ont, à leur tour, encadré et favorisé l'insertion des

travailleurs dans de nombreuses activités des grandes entreprises. L'interdépendance entre les structures sociales et la structuration de l'espace économique recouvre bien d'autres phénomènes : conflits dont l'enjeu est l'accès aussi bien aux diverses ressources naturelles qu'aux marchés, mouvements associationnistes visant à modifier les rapports de force entre les agents économiques et sociaux, constitution de groupements d'intérêt et de pression divers. Voilà autant d'exemples d'acteurs sociaux qui n'obéissent pas passivement aux injonctions de l'économie globale mais tentent au contraire d'en infléchir les caractéristiques en fonction de leurs propres objectifs et intérêts.

C'est cette perspective d'interdépendance des structures économiques et sociales qui marquera les travaux poursuivis au sein de ce premier chantier de recherche.

Quatre sous-thèmes prioritaires de recherche ont ici été identifiés. Dans le cadre d'un premier volet intitulé : **Analyses des systèmes d'échange et des interrelations économiques régionales**, on étudie la question des modes d'insertion des entreprises des régions québécoises dans le système économique global et leurs interrelations avec celles d'autres régions. On s'intéresse également aux formes de structuration urbaine caractérisant les régions. Dans le cadre du second volet on se préoccupera également de la **portée socio-spatiale du changement technologique**. Un troisième volet intitulé : **Ruralité et développement rural et urbain** traite de la «ruralité» qui semble caractériser plusieurs régions québécoises présentant des problèmes de développement. Enfin, un quatrième volet traitera de la **mise en valeur des ressources naturelles**.

Présentons succinctement les grandes orientations inspirant d'abord les deux premiers volets puis les troisième et quatrième.

Analyse des systèmes d'échange et des interrelations économiques régionales et de la portée socio-spatiale du changement technologique

Il s'agit d'examiner, tant en amont qu'en aval, l'insertion des entreprises oeuvrant dans les régions québécoises dans le système d'échange économique global. Nous accordons une

attention particulière aux relations qui lient les entreprises montréalaises et non métropolitaines. Presque vingt ans après le célèbre et controversé rapport Higgins-Martin-Raynauld (HMR, 1970), il nous semble utile de revoir et de discuter, sur une base empirique plus solide, un certain nombre d'hypothèses qui le sous-tendaient. L'intérêt d'un axe de recherche de cette nature est sans doute plus grand encore au moment où se négocient divers accords de libre-échange entre le Canada, les États-Unis, le Mexique, et d'autres pays, accords qu'il importe aussi d'analyser.

On s'intéresse d'autre part aux caractéristiques actuelles du système d'échange économique global en relation avec divers phénomènes associés à la tertiarisation de l'économie ou à l'émergence des nouvelles technologies de l'information et de la communication. L'impact de ces transformations sur les structures économiques régionales et leur armature urbaine est également questionné.

Ruralité et développement rural et urbain; mise en valeur des ressources naturelles

Au Québec, comme dans la plupart des pays industriels avancés, les mutations de ce que nous appellerons ici *le monde rural* ont, au cours du dernier siècle, été considérables. Sous la poussée du changement technique, le travail agricole, qui en maints endroits en avait constitué l'assise économique et sociale la plus importante, s'est transformé; des fonctions et des activités nouvelles ont émergé, remodelant du même coup sa physionomie et ses relations avec *le monde urbain*. L'ensemble de ces mutations s'est, au Québec comme ailleurs, accompagné de changements profonds dans les rythmes démographiques et migratoires. Certaines régions ont connu, et connaissent encore, un exode rural important.

Si dans plusieurs pays nous assistons depuis une dizaine d'années à un regain d'intérêt pour *le monde rural*, celui-ci fut longtemps considéré comme une survivance un peu dépassée d'une époque révolue, survivance que le mouvement d'urbanisation et de modernisation ferait bientôt disparaître. Or non seulement les *campagnes* n'ont pas disparu, mais on tend de plus en plus à leur assigner des fonctions économiques et sociales nouvelles: garantir l'autosuffisance alimentaire, préserver le patrimoine naturel, etc.

Ce renouveau a provoqué au Québec aussi bien une relecture de l'histoire du Québec rural qu'un effort pour comprendre davantage l'évolution passée et récente du *monde rural*, ses caractéristiques, ses modes d'insertion progressive dans l'économie globale. C'est ici la «ruralité» qui est problématisée, ses rapports à l'agriculture, mais aussi aux autres occupations non agricoles (travail en forêt, pêche, artisanat, tourisme, villégiature, industrie, etc.) qui peuvent caractériser les *campagnes* d'hier ou d'aujourd'hui. Les modes d'occupation du territoire et les modes vie impliquant des familles entières sont également pris en considération.

L'intérêt de cette question pour les membres du GRIDEQ n'est pas sans rapport avec l'importance que l'exploitation des ressources naturelles, agricoles, forestières, maritimes (ou halieutiques), minières, conserve dans certaines régions, dont elle constitue souvent le trait dominant.

Les questions abordées plus particulièrement au cours des prochaines années toucheront du reste les transformations de la «petite production autonome» (surtout en agriculture), en sylviculture et dans le domaine des pêcheries) et son rôle dans l'économie régionale. Les mutations des structures sociales locales, l'évolution de l'armature urbaine régionale dans ses relations avec, entre autres, les changements de la base économique des espaces régionaux, constitueront un autre volet de ces interrogations. À travers l'analyse de la ruralité contemporaine, nous tenterons également de poser un diagnostic concernant le sens et l'orientation des transformations de ces formes de production.

Bien que les membres du GRIDEQ continuent de mener des recherches sur les différentes dimensions du monde rural en partant de leur terrain de prédilection traditionnel, l'Est du Québec, la collaboration avec d'autres chercheurs et chercheuses les a conduits à s'intéresser également aux problèmes de développement rural des régions situées ailleurs au Canada, en Europe ou dans les pays dits en voie de développement. Cet élargissement de perspectives par le déplacement et la reformulation des problèmes à la lumière des expériences et de situations socio-culturelles diversifiées, s'est avéré fructueux et va sans doute s'intensifier dans l'avenir.

2.2.2 Deuxième chantier: culture, identités et régionalismes

Les processus de structuration des réalités humaines et sociales territorialisées comportent une importante mais encore *énigmatique* dimension symbolique (signes et symboles) et langagière ou discursive; celle-ci nous renvoie à l'histoire, et notamment au processus de formation, dans la durée, pour les individus et les groupes, de divers schèmes de représentation à propos de soi et des *autres*, d'appartenances et de différenciations, d'enjeux ou de visions du monde partagés ou non. Mais que sont au juste ces «schèmes», comment sont-ils acquis, comment forment-ils des assemblages plus complexes constituant peut-être cette «**identité**» dont les contours sont encore à vrai dire très imprécis? Quels rapports entrevoir entre **identité** et **identification**, identification d'un acteur à d'autres acteurs dont il entend partager telles ou telles caractéristiques? Ces identités sont-elles multiples, hiérarchisées, permanentes? Autant de questions à clarifier, certes, mais que l'on présume essentielles à la compréhension des mécanismes de participation sociale.

Ces schèmes de représentations joueraient en effet un rôle fondamental dans la **constitution des liens** humains et sociaux et des finalités de l'action sociale. Ils sous-tendraient des *manières* d'occuper et d'habiter tel ou tel territoire et de s'y attacher ou non: architectures, pièces de mobilier, manière de se vêtir ou de s'alimenter, chansons et légendes, inventions, etc. Bref des **modes de vie** qui sont, on s'en doute, liés plus ou moins étroitement aux conditions du travail et des échanges. Toutefois les rapports entre les **modes de vie** et les **identités** sont encore mal connus. On rejoint ici notamment la thématique de la «*mémoire collective*» (M. Halbwachs¹¹) qui serait progressivement construite par la collectivité suivant des mécanismes d'**appropriation** d'un environnement naturel et social. Mais on admettra que ces idées doivent être davantage élaborées et testées.

De ces représentations dépendraient aussi, du moins en

11. *La mémoire collective*, Presses universitaires de France, Paris, 1950.

partie, les **découpages** «naturels», administratifs ou historiques, de portions plus ou moins étendues et équivalentes de territoires, les **échelles** plus ou moins changeantes qui servent à distinguer la «centralité» et la «périphérie», la centration et la décentration, à marquer aussi des limites entre l'*ici* et l'*ailleurs*, la partie et l'ensemble. Si ces découpages et échelles servent à fixer et à amplifier des rapports de hiérarchisation ou d'englobement, ils indiquent aussi l'inclusion ou l'exclusion, l'interférence, l'ordonnement.

Sont ici en cause les systèmes de connaissances, (dimension cognitive), mais aussi les systèmes de jugements (dimension cathectique) et d'évaluations (dimension évaluative) par lesquels les acteurs sociaux s'échangent des informations à propos d'eux-mêmes ou de certaines réalités, en d'autres mots, **communiquent**. Ces systèmes (ou assemblages de schèmes) servent à nommer, qualifier, situer et juger des portions de réalité. Ils orientent l'action, sous-tendent les échanges, permettent aussi aux acteurs de conférer un sens à ce qui survient ou ce qu'on voudrait changer. Ces systèmes culturels sont aussi au cœur de toute pratique de légitimation de certaines actions ou conduites.

Ces schèmes et systèmes culturels marquent les arts et les sciences ou dit autrement, la culture savante, mais aussi la culture courante, quotidienne et toutes les actions et créations individuelles et collectives. D'ailleurs les divers champs culturels sont loin d'être étrangers les uns aux autres et on peut penser que les discours savants sur les phénomènes régionaux ont influencé les discours des acteurs sociaux et ont été influencés par eux.

Si la culture est au cœur de toute l'activité humaine, le **régionalisme**, qu'il demeure implicite et s'exprime dans l'organisation et les manifestations courantes de la vie collective, ou qu'il s'explique dans un programme d'action, est aussi un phénomène culturel qu'on ne peut ignorer. Partagé par divers groupes d'acteurs sociaux différenciés sur d'autres plans - économique, sexuel ou générationnel - l'attachement plus ou moins marqué au territoire local et régional peut en effet être source importante de **motivation**, de création culturelle et d'action sociale. Encore faut-il que les découpages savants ou administratifs, en d'autres mots les échelles institutionnalisées proposées, soit reconnus et valorisés par les acteurs, compatibles avec leurs propres pratiques. Or en quoi ces pratiques sont-elles

justement marquées par le lieu singulier, l'ici, le territoire propre ? L'identité et la culture locales et régionales existent-elles, et si oui, comment poser la question de leur existence et de leur transformation ?

Alors que s'implantent les nouvelles technologies de communication et d'information et les nouvelles industries des biens et des services culturels, quels sont les impacts de ces changements sur les pratiques culturelles des acteurs locaux et régionaux ? Que deviennent, dans ce contexte, **les médias**, régionaux et locaux (presse écrite, radio, télévision) ?

Sont ici évoquées les principales questions traitées dans notre deuxième chantier : **Culture, identités et régionalismes**.

2.2.3 Troisième chantier: **Mouvements sociaux et développement endogène**

Nous avons jusqu'ici abordé les questions relatives aux rapports d'échange à la fois pratiques et symboliques entre les groupes sociaux. Mais le rappel de l'existence des structures productives «économiques» et «culturelles», s'il circonscrit un environnement social doté d'une relative intégration et stabilité, ne doit pas conduire à minimiser l'existence de conflits et de tensions découlant notamment du partage inégal des ressources entre des groupes sociaux aux **intérêts et aux besoins** souvent distincts. Cette conflictualité tire par ailleurs son origine, tout comme les mécanismes d'attachement mentionnés plus haut, de certains processus symboliques et langagiers. Ceci dit, c'est aux rapports sociaux conflictuels que l'on s'intéressera surtout, ceux dans lesquels l'acteur est avec d'autres engagé dans le but de s'assurer une plus grande **autonomie** ou un plus grand **contrôle** sur les ressources accumulées. À travers ces dialogues tendus ou même ces affrontements, les acteurs sociaux se produisent eux-mêmes en même temps qu'ils poursuivent des projets. Ici l'identité sera non seulement fonctionnelle, mais se fera aussi parfois défensive et offensive lorsque certains groupes prendront appui sur une conception de leur passé pour s'opposer à des changements ou critiqueront, au nom d'une conception de l'avenir, certains projets privés ou gouvernementaux mis de l'avant.

Dans cette perspective le milieu de vie est plus qu'un substrat matériel avec ses déterminismes écologiques ou même sociaux: les acteurs sociaux ne font pas que produire des biens et des services, ou **porter les structures ou les cultures**. Ainsi, ils **s'adaptent** à des changements, ils élaborent aussi des visions et des projets plus ou moins précis concernant leur environnement naturel et social, c'est-à-dire ces territoires où ils se sont fixés, où ont été accumulés des ressources et un patrimoine. Bref, ils ont la capacité de **créer du neuf** ou de renouveler les structures.

Réunis sous cet axe de recherche, nous retrouvons donc principalement les travaux portant sur les luttes et les initiatives des individus et des groupes cherchant à contrôler et orienter la structuration et le devenir des ensembles sociaux. Ce sont du reste ces conduites, qu'à la suite des travaux d'Alain Touraine¹², nous désignons par le terme de «**mouvements sociaux**».

Mais les interventions des pouvoirs publics (voir chantier 4, plus loin) y sont également abordées sous l'angle de la question d'une gestion territoriale **négociée**, de ses formes, de ses modalités et des rapports entre l'État et les populations locales et régionales.

Le processus de la territorialisation opère en effet à la jonction de deux forces de structuration des espaces de développement. D'une part, l'intervention de l'État qui définit des politiques de régionalisation et des espaces institutionnels, c'est-à-dire un quadrillage fonctionnel du territoire national, et d'autre part, les actions des individus et des groupes qui définissent à leur tour des projets d'occupation et d'utilisation du territoire.

12. La théorie des mouvements sociaux élaborée par A. Touraine est présentée et discutée à fond dans son ouvrage central *Production de la société*, publié en 1973 (Seuil, Paris). Elle a fait depuis l'objet de nouvelles présentations dans plusieurs autres livres d'A. Touraine.

2.2.4 Quatrième chantier: Analyses des politiques et programmes publics concernant le développement local et régional

Parmi toutes les initiatives de développement régional, celles de l'État occupent toujours une place très importante parce qu'elles servent souvent de cadre à l'action d'autres agents sociaux.

Avec la montée de l'État-providence après la Seconde Guerre mondiale, s'est répandue l'idée que l'État devait veiller, par une certaine redistribution des instruments de la prospérité générale, à intégrer tous les éléments de la société à la dynamique de la croissance économique et au partage des bienfaits qui en découlaient. Le but recherché était souvent de voir à ce que les groupes sociaux les plus démunis ne tombent pas en dessous d'un certain seuil national de consommation. La croissance économique trouvait alors dans la régularisation de la consommation un de ses aiguillons les plus puissants.

L'intervention régionale de l'État a pris des formes variées selon les circonstances. Si l'évolution des connaissances dans le champ du développement régional a influencé la formulation des politiques en ce domaine, plusieurs autres facteurs ont également modelé les choix de l'État, qu'il s'agisse des modes intellectuelles, des contraintes électorales, des demandes des acteurs sociaux ou des pressions internes de l'appareil administratif.

Durant la période d'après-guerre, la **planification**, sans être une réalité tout à fait nouvelle, a constitué la première intervention largement répandue de développement régional que les gouvernements des pays développés ont cherché à appliquer de façon systématique. Par cette démarche, l'État affirmait sa responsabilité particulière dans le développement des régions et entendait y assumer un rôle de premier plan. Cette politique visait une certaine harmonisation du développement des différentes parties du territoire national où régnaient des disparités parfois criantes. L'application en a été particulièrement difficile dans un contexte économique où les mécanismes de marché gardaient toute leur vigueur. Même lorsque la planification a été abandonnée dans la plupart des États, la réduction des disparités régionales est demeurée un objectif politique qu'aucun gouvernement ne pouvait

ignorer.

Durant les années soixante et soixante-dix, la politique des **pôles de croissance** a suscité un intérêt considérable comme outil de développement régional. Bien que la notion de pôle ait été assez variable selon les pays et les écoles de pensée, elle traduisait dans tous les contextes une tendance des gouvernements à investir dans des activités économiques, concentrées en des points déterminés susceptibles d'avoir des effets d'entraînement sur des territoires donnés. Parmi les facteurs qui ont amené les gouvernements à délaisser la politique des pôles comme voie principale du développement des régions, mentionnons la difficulté quasi insurmontable de créer de toutes pièces ces fameux pôles. Avec la baisse des revenus des gouvernements qui a accompagné le ralentissement économique du début des années quatre-vingt, on vit apparaître tout un ensemble d'initiatives misant sur le **soutien aux dynamismes du milieu**, lesquelles sont devenues la politique plus ou moins officielle de développement régional dans bon nombre de pays.

Planification, pôles de croissance, soutien aux dynamismes du milieu, quoique désignant des orientations majeures des dernières décennies, n'épuisent pas toute la diversité des politiques de développement régional qui ont pu être mises en œuvre au fil des ans. D'autres exemples pourraient être apportés. À propos de chaque politique qu'il serait possible d'évoquer, des questions identiques quant aux circonstances de son adoption, quant aux intérêts des groupes sociaux et des forces politiques en ayant fait la promotion, quant aux effets de sa mise en vigueur, etc, pourraient être soulevées. Toute mise en œuvre de politiques régionales peut devenir un terrain privilégié d'observation et d'analyse des stratégies d'acteurs se disputant le contrôle et l'orientation du devenir social.

L'étude de l'évolution des politiques et programmes publics concernant le développement régional, tout comme l'élaboration d'instruments d'évaluation de ces politiques et de leurs impacts, sont indissociables de la connaissance des mécanismes susceptibles de réduire ou augmenter les inégalités de développement. Les questions traitées dans ce quatrième chantier rejoignent donc les préoccupations de recherche évoquées lors de la présentation des trois premiers chantiers.

2.2.5 Cinquième chantier: Épistémologie des théories et méthodes de construction des connaissances portant sur le développement régional

Au moment où la recherche scientifique se voit conférer une signification sociale et économique plus lourde que jamais, on conçoit sans peine l'importance que revêt sa délicate et difficile «évaluation». Cette entreprise est depuis longtemps du reste au centre des préoccupations de l'épistémologie, même si cette tâche suppose la clarification de problèmes très complexes : la nature des connaissances ou des schèmes de représentations, le rôle des acteurs ou agents humains qui les produisent, la correspondance entre les connaissances ainsi élaborées, les modèles, les théories, et le monde «réel» que l'on cherche à comprendre, les phénomènes que l'on voudrait expliquer, changer, prédire.

Sensibles à ces préoccupations, on s'intéressera explicitement ici aux «contenus» - objets et méthodes - véhiculés par les sciences humaines du développement au Québec et ailleurs.

D'autres types de connaissances relatives aux phénomènes de développement régional et produites en contexte gouvernemental, privé ou communautaire pourront également donner lieu à des analyses.

Ces connaissances produites et employées pour expliquer, et parfois prédire, les conditions du développement socio-économique régional, doivent en effet être examinées de près, de même que leur portée et leurs limites analysées.

Ces «contenus» constituent les bases des grands modèles d'explication et d'interprétation des phénomènes régionaux, modèles (on dit aussi «paradigmes») qu'il serait probablement utile de pouvoir démarquer les uns des autres, modèles dont il apparaîtrait également utile de pouvoir suivre les transformations dans le temps à travers les reformulations successives de ceux et celles qui en font usage.

Les travaux portant sur les conditions du développement socio-économique ainsi que les aspects locaux et régionaux ou plus largement spatiaux et territoriaux du développement ont connu depuis le début des années soixante, au Québec comme dans plusieurs pays industriels, une expansion très importante. La

plupart de ces travaux, malgré la variété des thèses défendues, témoignent d'un effort pour penser la nature et les causes des différences de développement régional à partir de bases conceptuelles plus explicites.

Au-delà des différents types de raisonnement et des divers horizons théoriques, il est possible de dégager des assemblages de questions ou de «problèmes» de recherche qui sont partagés par les chercheurs et chercheuses. Quelles questions ou quels «problèmes»? Essentiellement ceux des écarts, des différences, quant à la répartition, la localisation, la concentration, la dispersion des ressources, de l'activité économique, de la croissance ou du développement. Si la variation des choix lexicaux demeure révélatrice d'un rattachement à de grands cadres théoriques distincts (par exemple, l'économie néo-classique ou le marxisme), elle n'en révèle pas moins que les chercheurs et chercheuses travaillent - quoique différemment - à l'élaboration de questions générales communes. Ce sont ces questions générales et leurs traitements différentiels ainsi que leurs raisons d'être à la fois sociales et épistémologiques qu'il est important de pouvoir connaître, cela afin de tirer un meilleur parti des connaissances déjà produites ou d'en produire de nouvelles, notamment par intégration ou réappropriation de schèmes de connaissances issus de théories distinctes.

Les notions de «région» et de «développement», utilisées très différemment par un très grand nombre de chercheurs et chercheuses, occupent dans ces théories ou modèles, une place importante. Des analyses plus attentives des usages de ces deux notions centrales et quelques autres -songeons à celle de la «dépendance» - pourront permettre une critique des interprétations plus générales dans lesquelles ces notions trouvent leur emploi et une partie de leurs significations. Si certaines analyses de concepts spécifiques peuvent s'avérer intéressantes, des analyses de structures conceptuelles plus vastes, ou de grands schèmes d'analyse et d'interprétation apparaissent tout aussi nécessaires.

Coexistent en effet des interprétations souvent très différentes, sinon carrément opposées, au sujet des causes des disparités ou différences de développement. Dans quelle mesure

ces divergences recourent-elles, comme le suggèrent plusieurs auteurs, des orientations disciplinaires distinctes chez les sociologues, les économistes «orthodoxes», les géographes ou historiens par exemple ? Dans quelle mesure le choix de ces options théoriques est-il lui-même fonction d'orientations à proprement parler «politiques» ? Dans quelle mesure ces orientations vont-elles accroître ou limiter la portée des connaissances produites ? Ici encore le questionnement épistémologique s'impose dans sa difficulté en même temps que dans son incontournableité.

Enfin, si elles préoccupent les chercheurs et les chercheuses, les questions relatives au développement régional inquiètent tout autant les décideurs et les décideuses que les acteurs et actrices individuels et collectifs du développement. Les discours des uns et des autres peuvent être interrogés dans une perspective épistémologique, tout en sachant que les usages des mêmes mots dissimulent parfois des significations et des réalités profondément distinctes et que les non-dits produisent souvent autant de sens que les assertions explicitement proposées.

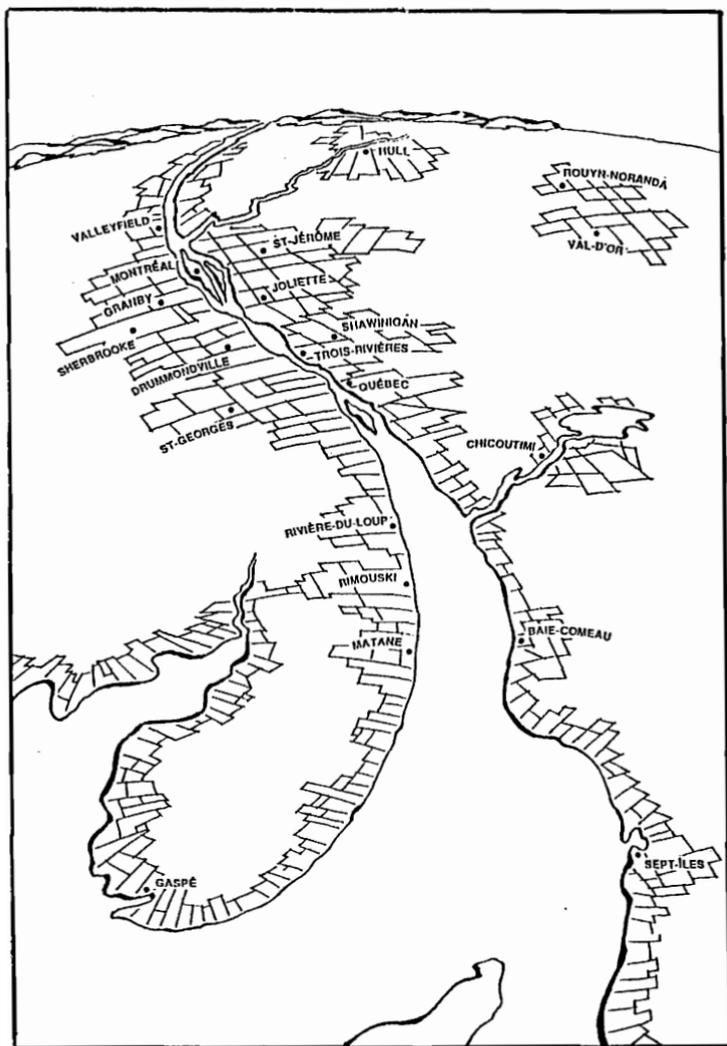
Au-delà des interrogations épistémologiques traditionnelles sur la teneur, la valeur et la portée des connaissances et des méthodes relatives au développement régional, c'est plus globalement les règles et processus de construction des représentations du réel qui doivent être mieux cernés; des processus certes sociaux, mais aussi largement symboliques et langagiers alimentant autant les discours savants que la culture régionale elle-même et la production des espaces et des acteurs territorialisés.

Ces préoccupations formant un cinquième chantier de recherche rejoignent et recourent donc en partie celles véhiculées par les quatre autres axes de recherche, en particulier le deuxième portant sur les identités et les cultures. Des axes qui, rappelons-le, servent bien davantage à baliser un terrain qu'à marquer des frontières ou à instaurer des préséances.

Cette présentation détaillée des orientations de notre cinquième et dernier chantier de recherche complète celle du champ de problèmes auquel s'intéresseront les membres du

GRIDEQ au cours des prochaines années. Il s'agit essentiellement de considérer des questions anciennes sous un angle inédit. Bref d'offrir une perspective sinon entièrement nouvelle, du moins renouvelée en profondeur et susceptible de déboucher sur des voies d'action plus soucieuses tant des réalités existantes que des aspirations des populations.

LE QUÉBEC VU DEPUIS L'EMBOUCHURE DU FLEUVE SAINT-LAURENT



POSTFACE

À l'aube du XXI^e siècle, un peu partout dans le monde, le difficile problème du partage des ressources, des territoires et des pouvoirs entre de nombreux groupes sociaux est à l'ordre du jour.

Plus encore, on cherche des voies d'action rationnelles et concrètes susceptibles de garantir notre survie sur la planète tout en nous permettant de lutter contre les grands fléaux de cette fin de XX^e siècle: la misère, le chômage, la violence, l'exode rural et l'explosion urbaine, la détérioration de l'environnement, les risques d'accidents nucléaire ou chimique.

Mais les questions sont loin d'être simples.

La complexité et la gravité des défis de notre temps

Ainsi, tandis que la défense ou la volonté d'appropriation ou d'occupation des territoires se confond de plus en plus avec celle des cultures, la poursuite de semblables revendications n'échappe pas à la nécessité d'inscrire les *droits* des uns et des autres dans des constitutions ou chartes programmatiques censées en assurer la pérennité. Toujours difficiles, ces négociations servent de révélateur aux multiples difficultés à parvenir à concilier l'exercice effectif de droits identiques ou contradictoires reconnus à divers groupes, à fortiori lorsque ceux-ci occupent ou visent le même territoire. Dans plusieurs pays ces débats s'enlisent, donnent lieu à des affrontements violents, sans déboucher sur des solutions durables; au mieux, lorsque les voies démocratiques du débat politique sont accessibles et respectées par les protagonistes, ils aboutissent à des considérations de plus en plus étendues sur la nature et le sens possible du *contrat ou du projet social* lui-même.

Qu'est-ce qu'une «société», se demande-t-on de plus en plus explicitement et surtout qu'est-ce qui pourrait en assurer l'intégration ? L'adhésion libre des membres, la force de la loi ou de la Constitution ? C'est de fait toute l'articulation entre l'individu et la collectivité qui est de plus en plus partout questionnée.

C'est dans ce contexte incertain que sont aussi entendus les appels à une plus grande *souveraineté* ou *autonomie* nationale, régionale ou locale, souveraineté entendue plus ou moins comme capacité d'imposition d'un ordre et de priorités socio-politiques aux *habitants* de tel ou tel territoire précis.

Mais voilà qu'à la fin du XXe siècle, l'unité du politique et de l'économique a depuis longtemps volé en éclats. Des réseaux d'échange lient des partenaires situés aux quatre coins du monde; les matières premières sont ici, les industries là, la science ailleurs. Tout le processus de production jusqu'à la consommation finale des produits est disloqué, éparpillé. À cette interdépendance économique de fait (qu'on appelle parfois «mondialisation») ne correspond cependant encore aucune structure politique internationale définie, aucune *Société des Nations* proprement dite. À peine quelques lois et conventions internationales que seules les Etats-nations disposant d'armements sophistiqués auront souvent la capacité de faire respecter.

Mais si ces débats intellectuels et politiques sont importants, si le progrès des concepts et des connaissances demeure central, on cherche du même souffle, les moyens de passer des idées à l'action concrète.

Aussi pendant que les catégories politiques centrales de la modernité, «peuple», «nation», «état de droit», sont questionnées, on s'interroge par ailleurs sur les capacités réelles des collectivités à faire face aux nombreux problèmes auxquels elles sont confrontées.

Faire face comment ? La quête québécoise de stratégies de relance

Au Québec, ces interrogations sont sous-jacentes à l'apparition du nouveau thème fort complexe de l'*imputabilité* des décideurs, élus ou non, appelés à effectuer des choix collectifs.

Mais derrière le souci de plus en plus marqué d'identifier très précisément les responsables précis de telle ou telle décision, se profilent tout un ensemble de préoccupations quant à la capacité des acteurs et surtout des dirigeants politiques à définir les situations et les priorités, diriger l'organisation en vue de l'action, effectuer aussi le suivi des dossiers en corrigeant au besoin des trajectoires.

Les discussions sur la «transparence» des appareils de gestion ne sont pas quant à elles étrangères à cette nouvelle problématique de l'imputabilité. Devant la menace d'érosion des acquis, alors que se généralisent aussi l'appel à l'expertise, le recours aux arguments, on s'intéresse, et même on se soucie de plus en plus de la compétence cognitive des personnes appelées à fixer les finalités et les moyens. De leur compétence, mais aussi de leurs *valeurs*, de leurs orientations que l'on reconnaît peu à peu sous-jacentes à la définition même des grands objectifs à poursuivre. Ce sont ces valeurs que l'on cherche précisément à rendre plus explicites dans ce que beaucoup d'intervenants et d'intervenantes du Québec appellent le «*projet de société*».

C'est également dans ce contexte que s'imposent de plus en plus des revendications en faveur d'une plus grande autonomie locale ou régionale. On met alors de l'avant la nécessité pour les citoyens d'intervenir plus directement dans les affaires de l'État *central*, on suggère même de réduire les interventions de ce dernier à l'égard de comportements qu'il vaudrait mieux orienter à partir de la base. Ces demandes en rejoignent d'autres concernant la «débureaucratisation» ou préconisant l'allègement des procédures, la **décentralisation** de processus de décisions qu'on voudrait rendre plus efficaces. Se profile ici une quête de nouveaux mécanismes de régulation sociale compatibles avec les idéaux d'une époque centrés sur *la liberté, l'autonomie, la tolérance du pluralisme idéologique, la reconnaissance de la diversité des intérêts* ; mais on y verra aussi une recherche de nouveaux modes de gestion des conflits, modes axés sur la négociation, le recours systématique à l'arbitrage, la médiation, la conciliation.

Des problèmes persistants

Au Québec comme dans plusieurs pays du monde où les débats politiques occupent le devant de la scène, les questions relatives au droit des peuples à l'autodétermination, «y compris à la sécession et à l'association» sont débattues. Jamais elles ne sont toutefois dissociées d'une recherche de règlement de problèmes économiques et sociaux aigus auxquels les groupes sont confrontés. Des problèmes que les États, les appareils ou les grandes doctrines politiques ne sont pas parvenus à résoudre, à commencer par ceux de l'emploi, du chômage, du déclin industriel et de l'exode rural.

Si ces difficultés affligent à des degrés divers tous les pays du monde, certaines localités, zones ou régions plus ou moins vastes en sont beaucoup plus affectées que d'autres. C'est notamment le cas des régions orientales du Québec dont les structures productives -et donc les emplois- sont encore largement centrées sur l'exploitation séculaire des ressources naturelles. Mais on dénombrait au Québec en 1986, 338 localités marginales dispersées dans l'ensemble du territoire dont le revenu moyen, composé de 34% de revenus de transferts, atteignait moins de 70% de la moyenne québécoise. Une situation affligeant donc, mais à des degrés divers, toutes les régions québécoises. Une situation appelée aussi à se dégrader étant donné les difficultés des industries liées à la transformation des ressources, des ressources dont les prix internationaux tendent inexorablement à baisser. Or le phénomène du sous-emploi, dont celui des jeunes et des femmes, est lié à d'autres problèmes: la dépendance économique, l'isolement social, la maladie, l'alcoolisme, la violence... d'où l'importance de plus en plus admise de s'y attaquer au moyen de politiques économiques, sociales et même culturelles ou scientifiques *appropriées*.

Toutefois les problèmes de précarité de l'emploi, de chômage chronique et de bas revenus qui affligent depuis des décennies de nombreuses communautés du monde, voire des pays et des continents entiers, sont loin d'être faciles à résoudre car ils concernent bel et bien l'*architecture*, ou dit autrement, la structuration même du monde actuel.

Pourrait-on changer les choses ?

L'évolution de la réflexion tant politique que savante sur le «développement», depuis ses premières évocations au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, jusqu'aux travaux récents sur le développement «endogène», «par la base» ou «humain», évoqués dans cet ouvrage laisse deviner des transformations importantes des schèmes de pensée et des valeurs occidentales. Toutefois, si de nouvelles manières d'envisager le développement sont au fil des années apparues, les anciennes, elles, survivent toujours dans le tissu même des réalités et processus qu'elles ont contribué à façonner. La pesanteur des héritages apparaît en conséquence bien lourde. Plusieurs doutent des possibilités de changer les choses, d'opérer *de nécessaires recadrages* de plusieurs réalités étroitement liées les unes aux autres. Certains mettent en question toute possibilité d'élaborer et surtout d'appliquer des stratégies de transition rationnelles.

Si les risques de découragement sont importants, on conçoit toutefois beaucoup mieux qu'avant le rapport essentiel qui lie toutes les productions humaines aux idées et aux valeurs qui les ont permises. Si les *rhétoriques* savantes ou politiques deviennent à travers le temps et l'espace, et surtout l'activité humaine, la substance même du monde, leurs transformations –le changement des perspectives, la «révolution du regard»– seraient également de nature à soutenir certains processus de changement.

Si de telles réflexions nourrissent l'espoir intellectuel et *moral* d'une transformabilité des systèmes sociaux actuels, elles incitent aussi à s'intéresser de près aux théories et modèles du «développement» élaborées par des générations successives de penseurs ou aux interventions qu'ils ont inspirés. Elles conduisent aussi à tenter d'en concevoir de nouveaux offrant davantage de prise sur un monde où sévissent le chômage, la misère et la violence. Elles portent par ailleurs à accorder la plus grande attention aux grands débats publics à travers lesquels sont souvent formulées des voies d'action inédites, de même qu'aux initiatives des populations certes confrontées dans leur vie quotidienne au *maldéveloppement*, mais aspirant à une vie meilleure.

L'expérience du GRIDEQ

On aura ici circonscrit un ensemble de préoccupations que les membres du GRIDEQ font leurs depuis maintenant près de vingt ans.

Ces préoccupations ont alimenté l'élaboration successive mais ininterrompue de plusieurs programmations scientifiques peu à peu redéfinies alors que s'accumulaient les projets et les résultats de recherche. Celle présentée tout au long de ces pages s'inscrit du reste en continuité avec les préoccupations des premiers membres regroupés le 6 septembre 1974, ainsi que le rappelait en septembre 1981 Fernand Harvey dans sa présentation d'un premier document portant sur les *Orientations et statuts et règlements*¹ du groupe, afin de «poser les bases d'une problématique du développement régional» (p.2). Ce travail de clarification a résulté, rappelons-le, d'une prise en charge scientifique et institutionnelle croissante et continue du groupe par lui-même. Ces efforts ont toujours visé non pas à imposer des encadrements artificiels aux activités du groupe, mais plutôt à dégager d'une production déjà existante et relativement abondante, des lignes directrices susceptibles d'orienter les travaux à venir tout en donnant encore plus de sens à ceux qui existaient déjà. Des lignes directrices que les membres n'ont pas hésité non plus à soumettre régulièrement à l'attention de plusieurs chercheuses et chercheurs québécois préoccupés par l'avancement des connaissances sur le développement régional. Ceci afin d'alimenter un véritable débat scientifique à propos du «développement régional» et plus spécifiquement à propos des théories et modèles existants ou émergents en mesure d'éclairer les processus et conditions du développement des communautés humaines.

Au fil des années les objectifs des premiers membres se sont incarnés dans ces centaines, voire des milliers d'activités, gagnant en profondeur, sans pour autant disparaître. Le *développement régional*, en partie du reste grâce aux efforts du groupe, s'est par ailleurs imposé à la fois comme objectif et outil de toute planification politico-économique.

1. GRIDEQ, *Orientations générales et statuts et règlements*, UQAR, 1981.

Si une telle situation s'avère fort stimulante, elle génère également son poids de difficultés lorsque vient le temps de répondre adéquatement à des sollicitations toujours pressantes mais impliquant la plupart du temps des opérations de recherche assez complexes. Qui plus est, les connaissances ainsi produites ne débouchent pas nécessairement, du moins directement, sur des solutions politiques ou économiques aux divers problèmes longuement évoqués plus haut. Ce n'est souvent que par l'entremise d'entrepreneurs ou de décideurs publics que telles ou telles voies d'action apparaissant conceptuellement prometteuses pourraient être *réellement* expérimentées, que tels ou tels obstacles identifiés grâce à la recherche, pourraient être *effectivement* levés. D'où la nécessité parfois de cheminer à proximité, sinon avec, tel ou tel intervenant ou intervenante, sans pour autant renoncer à certains objectifs de connaissance estimés essentiels, une situation qui peut, on le devine, devenir très délicate mais aussi très féconde.

Tout en expérimentant diverses situations d'*arrimage* avec des intervenants économiques, politiques ou sociaux préoccupés, tout comme eux, par le développement régional, les membres du GRIDEQ auront trouvé le temps de préparer ou poursuivre de nombreux projets de recherche, d'organiser des colloques et conférences et rédiger de nombreux ouvrages ou articles. Le GRIDEQ édite annuellement plusieurs nouveaux ouvrages trois ou quatre en moyenne, la collection complète comportant une quarantaine de titres. De nouveaux exemplaires vendus s'ajouteront ainsi graduellement à la dizaine de milliers déjà vendus aux quatre coins du monde.

Plusieurs recherches poursuivies ont par ailleurs nécessité de longues, mais incontournables, négociations quant à leurs aspects tant financiers et administratifs (frais directs ou indirects, contributions raisonnables des uns et des autres, etc.), que scientifiques (liberté académique, contrôle intellectuel des opérations de recherche, droits d'auteurs et de diffusion, propriété des résultats et utilisations futures). Chaque convention, contrat ou protocole comporte toujours des éléments spécifiques ou inédits à prendre soigneusement en considération, de même que des éléments communs à un certain nombre de contrats déjà effectués. L'élaboration de chaque contrat doit jusqu'à un certain point concerner ses principaux protagonistes immédiats ainsi que les responsables institutionnels de la recherche. La conclusion

d'un contrat engage à vrai dire la responsabilité, quand ce n'est pas la réputation, de beaucoup de monde, depuis celle des chercheurs, mais aussi dans le cas d'un groupe universitaire et institutionnel comme le GRIDEQ, le groupe tout entier. D'où l'importance de s'y engager dans les meilleures conditions. L'expérience nous a à cet égard montré l'importance des protocoles satisfaisants auxquels on peut au besoin se référer.

D'autre part, le caractère limité des ressources humaines et techniques dont dispose le GRIDEQ, oblige ses membres à des choix d'investissement, quand ce n'est pas à des arbitrages de priorités entre différentes demandes d'expertises qui peuvent lui être directement adressées ou être adressées à l'un ou l'autre de ses membres. Si ces choix doivent d'abord être ceux des chercheurs, les arbitrages se feront souvent en tenant compte de plusieurs considérations à portée collective. En tout état de cause, au moins un membre devra accepter la direction scientifique et ou administrative du projet agréé, quitte à se voir explicitement assurer la collaboration d'un ou plusieurs autres membres lors de certaines opérations de recherche par exemple. Si la recherche en équipe, subventionnée et commanditée, s'avère le plus souvent laborieuse parce qu'elle implique généralement un grand nombre de partenaires dont certains rattachés à différents milieux, elle offre par ailleurs d'irremplaçables occasions d'échanger des connaissances, voire de conférer davantage de profondeur, de richesse et parfois même de largeur de vue, à des savoirs qui doivent en permanence être vivifiés. Par ces contacts et transferts, qu'il faut cependant convenablement *aménager*, des liens entre les membres et la communauté sont noués, une tension, une *articulation*, espérons-le productrice, maintenue.

Dans tous les cas les chercheurs auront accepté librement d'investir leur temps et leurs énergies dans une activité de recherche parce la thématique les intéressait, rejoignait leurs préoccupations ou leur permettait dans bien des cas d'avoir accès à du matériel de recherche intéressant et inédit.

Au cours des quelque vingt dernières années, aucun effort n'aura été ménagé par les membres du groupe pour cerner de plus près le problème fort complexe des écarts dans la répartition territoriale des emplois et des revenus, et les conséquences souvent dramatiques d'un tel état de fait pour les populations.

Il reste cependant encore beaucoup à *comprendre*. Les processus et conditions du développement des collectivités humaines demeurent encore en partie *énigmatiques* et leur compréhension exigera de profonds réaménagements des théories et modèles disciplinaires existants, une mission fondamentale de renouvellement des connaissances que le GRIDEQ a cru devoir et pouvoir s'assigner, et à laquelle le groupe n'a jamais renoncé. De fait, pour tenter de comprendre le réel et repérer des lignes de forces, échapper à l'emprise de l'événement, il faut la plupart du temps se servir d'outils généraux, mettre à contribution divers modèles et approches qui constituent autant de *prismes* donnant à voir des dimensions des phénomènes que l'on cherche à expliquer. On ne peut donc jamais se passer de cette *réflexivité* sans laquelle la recherche tant appliquée que fondamentale risque de se perdre dans les écueils d'une politisation ou d'un pragmatisme aveugles, du formalisme ou du scientisme. Cette réflexivité nous est nécessaire autant pour affronter la situation de crise généralisée qui est nôtre, que pour élaborer de nouvelles approches théoriques et pratiques de la vie sociale. Cette réflexivité c'est sans doute notre seule chance.

Il reste beaucoup à comprendre mais plus encore à *faire* pour parvenir d'ici quelques décennies à transformer en profondeur des situations aujourd'hui reconnues néfastes: celles qui conduisent encore trop souvent à la détérioration irréversible de l'environnement, au gaspillage des ressources humaines, au sous-emploi de capacités productives qui pourraient contribuer *partout* à l'amélioration de la condition humaine.

Le problème économique et social mais aussi moral de l'égalité constitue ainsi toujours une question tout à fait centrale². Égalité et équité, le problème de la *juste part* devant être abordé, les contributions et obligations des uns et des autres discutées. Égalité et sécurité, car il faut désormais aussi collectivement, *solidairement*, faire face aux risques de plus en plus importants de rupture des stocks alimentaires ou

2. Comme l'affirmait Gunnar Myrdal dans le texte de réception du prix Nobel d'économie en 1974 publié en 1989 dans *The American Economic Review* sous le titre «The Equality Issue in World Development».

énergétiques, aux risques d'accidents nucléaires ou technologiques, de perturbation des climats ou du système financier international. Idéaux hier de quelques-uns, *égalité, sécurité, solidarité* mais aussi *liberté* sont maintenant des objectifs revendiqués par beaucoup. La liberté qui garantit à chaque être humain l'exercice de la libre pensée, de la libre parole, lui assure d'abord et avant tout cette libre disposition de lui-même est de plus en plus considérée à la fois comme une base et une condition de la démocratie politique.

Du fait de l'ensemble des mutations, voire des *dangers* évoqués ici à grand traits, rien n'est aujourd'hui plus difficile que d'indiquer les voies véritablement porteuses de renouveau. Il y a bien sûre la tentation de trouver refuge dans des «modèles» que l'on pourrait se contenter de suivre: l'exemple américain ou suédois, britannique, allemand ou autre. Mais aucun groupe humain n'échappe à la nécessité d'élaborer ses stratégies pour faire face aux grands problèmes les condamnant tous à brève échéance si des voies de transition vers un autre développement ne sont pas rapidement et solidairement mises de l'avant.

Personne ne peut désormais croire que l'histoire de l'humanité s'inscrit dans un grand mouvement ascendant vers le progrès emportant tous les groupes. Celle-ci est au contraire largement imprévisible et rivée aux efforts des humains transformant la nature en tentant de satisfaire leurs besoins. De même la modernisation qu'on a appelé aussi «développement» à partir des années cinquante ne peut plus être pensée en terme d'«étapes» successivement franchies par toutes les sociétés, ou encore simplement envisagée sous l'angle de la diffusion des techniques. Si l'idée de développement peut encore être conservée, ce sera désormais en référence à une construction du monde à laquelle contribuent, sans en avoir toujours pleinement conscience, les êtres humains.

La compréhension, cruciale, des conditions générales et spécifiques de «l'état de société» ainsi que des profondes transformations socio-économiques du monde contemporain, à commencer par celui qui nous est le plus proche, a constitué l'objectif de fond des travaux poursuivis au sein du GRIDEQ depuis près de vingt ans.

Derrière les bilans, mentions ou listes d'indicateurs divers dont on aura pu prendre connaissance ici, il y a d'abord les membres réguliers du GRIDEQ qui au fil des années ont joint leurs efforts pour *ensemble* penser le développement régional. Leur travail souvent acharné, leur engagement personnel profond à assurer l'essor des études et des connaissances relatives au développement régional, ont garanti la continuité et la constance des efforts et, croyons-nous pouvoir le dire, la qualité générale du travail accompli. Un travail dont la pertinence scientifique et sociale, la valeur et la portée restent encore à jauger. Non que les nombreuses activités des membres n'aient régulièrement fait l'objet des coutumières évaluations des *pairs*. Non que les jugements formulés en ces occasions aient toujours été positifs. Des manuscrits furent repris, des travaux abandonnés; certaines activités furent mal accueillies, d'autres reçues très, parfois trop, positivement. Au fil du temps nos membres sont parvenus à prendre part aux activités des grands réseaux scientifiques internationaux, à commencer par un réseau québécois dont les moyens étaient généralement concentrés à Montréal ou Québec. Ceci ne se fit pas sans heurts et exigea beaucoup d'efforts face à des préjugés possibles concernant la pertinence et la qualité des travaux de recherche produits en contexte régional. En dépit de ces difficultés bien réelles, l'*aventure du GRIDEQ*, là-bas, au bord du fleuve, en bordure duquel s'est construit le Québec, s'est poursuivie.

Ces réalisations doivent également beaucoup à nos collaborateurs et collaboratrices de l'Université du Québec à Rimouski, et d'ailleurs, du Bas-Saint-Laurent et de l'Est du Québec, du Québec, du Canada, des Etats-Unis, de France, d'Europe, d'Afrique et d'Amérique latine. Chercheurs et chercheuses d'autres universités qui ont accepté nos invitations ou nous ont reçus chez-eux. Les générations d'étudiants et étudiantes inscrites au programme de Maîtrise en développement régional de l'UQAR ayant participé à nos équipes de recherche, nos administrateurs et administratrices universitaires qui toujours nous ont fait confiance en respectant notre farouche mais respectueuse et responsable *indépendance*, ces organismes divers qui ont sollicité ou rendu possibles nos travaux, toutes et tous trouveront ici l'expression de notre gratitude.

Mais ces efforts n'auraient pas donné tous leurs fruits sans le travail inlassable et inlassablement créateur de Madame Lise Blanchette, responsable du secrétariat du GRIDEQ depuis 1982, ou celui assidu et combien patient de Jean Larrivée, historien, secrétaire exécutif du GRIDEQ et responsable du Centre de documentation sur le développement régional depuis la fondation du groupe en 1974.

En cette aube du XXI^e siècle, à tous et toutes, merci.

Danielle Lafontaine,
Directrice du GRIDEQ,
1981-83 et 1989-92

ELECTRE

Où nous en sommes ?

LA FEMME NARSÈS

Oui, explique! Je ne saisis jamais bien vite. Je sens évidemment qu'il se passe quelque chose, mais je me rends mal compte. Comment cela s'appelle-t-il, quand le jour se lève, comme aujourd'hui, et que tout est gâché, que tout est saccagé, et que l'air pourtant se respire, et qu'on a tout perdu, que la ville brûle, que les innocents s'entretuent, mais que les coupables agonisent, dans un coin du jour qui se lève ?

ELECTRE

Demande au mendiant. Il le sait.

LE MENDIANT

Cela a un très beau nom, femme Narsès. Cela s'appelle l'aurore.

Jean Giraudoux. *Electre*, Acte deux.
Grasset, Livre de poche, no 1030,
Paris, 1937, p. 178-179.

ANNEXES

ANNEXE 1

ARTICLES, LIVRES ET RAPPORTS DES MEMBRES PAR CHANTIERS THÉMATIQUES

LES OUVRAGES ÉDITÉS PAR LE GRIDEQ SONT ÉGALEMENT RÉPERTORIÉS. TOUS LES TITRES N'ONT ÉTÉ RÉPERTORIÉS QU'UNE SEULE FOIS, MÊME SI CERTAINS TRAITENT DE QUESTIONS REJOIGNANT LES PRÉOCCUPATIONS DE PLUSIEURS CHANTIERS.

1. Structures productives et sociales des régions

BRUNEAU, Pierre et al. Atlas urbain de Rimouski, capitale et ville moyenne du Bas-Saint-Laurent. Université du Québec à Rimouski, module de Géographie, 1991. 125 p.

BRUNEAU, Pierre. «L'impact urbain du redéploiement spatial de l'activité sociale au Québec : l'exemple des villes moyennes». Revue de géographie sociale. Centre de publication de l'Université de Caen, France, Actes du colloque sur les Dynamiques urbaines des années 1980, no 10, 1990. 15 p.

BRUNEAU, Pierre. «Bas-Saint-Laurent-Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine. Essai de géographie urbaine» in l'Est-du-Québec. Études géographiques. Rimouski, module de Géographie, UQAR, 1990. Pages 37-51.

BRUNEAU, Pierre. «Le rôle d'une ville moyenne périphérique dans la production d'espace. L'appropriation foncière d'origine rimouskoise et de nature absentéiste dans le Haut-Pays de la MRC Rimouski-Neigette». Cahiers de géographie du Québec, vol. 24, no 91 (1990) : 21-32.

BRUNEAU, Pierre. «La question des villes moyennes», dans Réseau, vol. 21, no 7 (mars 1990) : 12-16

BRUNEAU, Pierre. Les villes moyennes au Québec. Leur place dans le système socio-spatial. Québec, Presses de l'Université du Québec, 1989. 192 pages.

BRUNEAU, Pierre. «Problématique d'aménagement de l'espace dans la municipalité rurale du Bic». Série de cinq articles parus dans Le Routhier. Bic, 1983. 15 p.

BRUNEAU, Pierre, Yves DION et Fernand HARVEY. Rapport de la mission d'exploration en France sur les questions rurales. Rimouski, GRIDEQ, 1977. 94 p.

BRUNEAU, Pierre. Étude de la qualité de l'environnement dans l'Est du Québec. Rimouski, CRDEQ, UQAR, 1976. 40 p.

BRUNEAU, Pierre. Élaboration d'un concept d'aménagement pour la définition et la mise en place des équipements du parc provincial du Bic et de sa zone limitrophe. Rimouski, Comité de développement du Parc du Bic, 1975. 40 p.

BRUNEAU, Pierre, Yves DION et Fernand HARVEY. Impacts socio-économique du Centre de Plein-Air de Saint-Damase. Rimouski, ministère de l'Expansion économique régionale, 1975. 117 pages.

BRUNEAU, Pierre. «Rimouski, métropole économique régionale?» Quotidien Le Jour. 15 décembre 1974.

BRUNEAU, Pierre. Essai de typologie des villes moyennes situées le long du Rhône entre Lyon et Marseille. Thèse de doctorat soutenue à Aix-en-Provence, France, 1971. 240 p.

CÔTÉ, Serge et Robert LAVERTUE. Régions et interrelations économiques au Québec. Québec, Office de planification et de développement du Québec. Coll. «Dossiers de développement régional», 1992. 216 p.

CÔTÉ, Serge et Marièle CANTIN. Portrait social et économique de treize villes québécoises, Rapport de recherche remis au Comité de coordination des négociations dans le secteur public, juin 1989. 94 p.

CÔTÉ, Serge et Oleg STANEK. «Libre-échange et structures socio-économiques locales» dans l'ouvrage collectif Un marché, deux sociétés, 2e partie Libre-échange: aspects socio-économiques. Coll. «Cahiers scientifiques», no 51. Montréal ACFAS, 1987. Pages 42-57.

CÔTÉ, Serge et al. «Une typologie des régions» dans l'ouvrage de Gérard Boismenu, Laurent Mailhot et Jacques Rouillard, dir. Le Québec en textes. Anthologie 1940-1986. Montréal, Boréal, 1986. Pages 317-321.

CÔTÉ, Serge. «Petite production et capitalisme dans l'Est-du-Québec», Réseau, (avril 1986) : 14-18.

CÔTÉ, Serge. «La pénétration du capitalisme dans l'Est-du-Québec», dans l'ouvrage collectif Région, régionalisme et développement régional: le cas de l'Est-du-Québec. Coll. «Cahiers du GRIDEQ», no 14. Rimouski, UQAR-GRIDEQ, 1984. Pages 29-54.

CÔTÉ, Serge, Paul LAROCQUE, Oleg STANEK et al. Les structures productives d'une région périphérique. l'Est-du-Québec. (1896-1980). Coll. «Documents généraux», no 11. Rimouski, UQAR-GRIDEQ, 1984. 713 p.

CÔTÉ, Serge, Juan-Luis KLEIN et Benoit LÉVESQUE et collaborateurs. Industrie manufacturière et développement inégal des régions du Québec. Coll. «Cahiers du GRIDEQ», no 9. Rimouski, UQAR-GRIDEQ, 1982. 124 p.

CÔTÉ, Serge et al. «L'envers de la médaille: le sous-développement régional», Interventions économiques pour une alternative sociale, numéro spécial sur la question régionale, no 8, (printemps 1982) : 55-78.

CÔTÉ, Serge. «Utilisation différentielle de la main-d'oeuvre régionale» dans l'ouvrage collectif Travailler au Québec. Montréal, Éditions Albert Saint-Martin, 1981. Pages 377-385.

CÔTÉ, Serge, Hugues DIONNE, Oleg STANEK et al. Monographie sur l'école en milieu rural: Lac-des-Aigles, Lejeune, Saint-Guy. Rimouski, UQAR-GRIDEQ, 1981. 288 p.

CÔTÉ, Serge. «Les obstacles structurels au développement en Acadie». La Revue de l'Université de Moncton, vol. 13, nos 1-2, (janvier-mai 1980) : 61-73.

GRIDEQ, éd. La problématique du développement en milieu rural. Rimouski, GRIDEQ, 1976. 279 p. Annexes.

GRIDEQ, éd. Les interrelations entre les industries des pâtes et papiers et du sciage et le développement économique de l'Est du Québec 1950 à 1980. Par Jean SAINTONGE. Coll. «Cahiers du GRIDEQ», no 10. Rimouski, UQAR, 1982. 167 p.

GRIDEQ, éd. Région, régionalisme et développement régional. Le cas de l'Est du Québec. Sous la direction de Bruno JEAN et Danielle LAFONTAINE. Coll. «Cahiers du GRIDEQ», no 14. Rimouski, UQAR, 1984. 358 p.

GRIDEQ, éd. Les chantiers forestiers de la Rimouski (1930-1940). Techniques traditionnelles et culture matérielle. Par Louise PROULX. Coll. «Cahiers du GRIDEQ», no 16. Rimouski, UQAR, 1985. 105 p.

GRIDEQ, éd. Enjeux forestiers. Sous la direction de Paul LAROCQUE et Jean LARRIVÉE. Coll. «Cahiers du GRIDEQ», no 20. Rimouski, UQAR, 1991. 220 p.

GRIDEQ, éd. Agriculture collective et développement régional. Le JAL et les Maraîchers de la Mitis. Par Martin HARRISSON. Coll. «Actes et instruments de la recherche en développement régional», no 4. Rimouski, UQAR, 1979. 279 p.

GRIDEQ, éd. Une forêt pour vivre. Par Léonard OTIS en collaboration avec Augustine Lavoie, Paul Larocque et Jean Larrivée. Coll. «Témoignages et analyses», no 1. Rimouski, UQAR, 1989. 124 p.

GRIDEQ, éd. D'hier à demain : la pêche maritime au Québec. Par Armand LACHANCE, O. CLOUTIER et G. LELIÈVRE en collaboration avec Paul Larocque et Jean Larrivée. Coll. «Témoignages et analyses», no 3. Rimouski, UQAR, 1991. 116 p.

JEAN, Bruno, «La ruralité québécoise contemporaine: principaux éléments de spécificité et de différenciation» dans VACHON, Bernard dir., Le Québec rural dans tous ses états : Textes produits aux États généraux du monde rural. Montréal, Éditions du Boréal, 1991. Pages 81-105.

JEAN, Bruno et Bernard VACHON, «Le développement rural et le modèle agricole productiviste» dans VACHON, Bernard dir. , Le Québec rural dans tous ses états. Montréal, Éditions du Boréal, 1991. Pages 149-166.

JEAN, B., J. CHEVALIER, J-L. KLEIN et N. SZTOKMAN, De la Loire au Saint-Laurent. Des régions rurales face aux recompositions socio-territoriales. Rimouski-Chicoutimi-Nantes, Co-édition GRIDEQ / GRIR / CNRS (URA 915), 1991. 354 p.

JEAN, B., «La France de l'Ouest et le Québec de l'Est: divergences et convergences dans l'évolution de l'agriculture et du monde rural» dans De la Loire au Saint-Laurent. *Op. cit.* Pages 181-198.

JEAN, Bruno, «Producteurs, consommateurs et rentabilité coopérative. Enseignements d'une comparaison Nord-Sud» dans Les rentabilités coopératives et associatives comme vecteurs de développement. Coll. «Cahiers de l'UCI», no 14. Kigali (Rwanda) et Paris, Centre de formation et de recherche coopératives IWACU et Université Coopérative Internationale, 1990. Pages 92-101.

JEAN, Bruno, «L'avènement d'une région rurale marginalisée: le cas du Bas-Saint-Laurent au Québec» dans Jacques FRANQUEN, dir. Agriculture et politiques agricoles au Québec et en France. Paris et Québec, Éditions L'Harmattan et PUQ, 1990. Pages 271-281.

JEAN, Bruno, «La gestion des terres agricoles au Québec. Rationalité et irrationalité» dans «France et Québec. Espaces ruraux en mutation», numéro thématique de Géographie sociale no 8 , (1989) : 71-80 (revue publiée en France par le Centre de publications de l'Université de Caen).

JEAN, Bruno. «Les entreprises agricoles communautaires dans le Bas-Saint-Laurent: émergence, essor et déclin», dans la revue Coopératives et Développement, vol. 19, no 1, Montréal, Éditions Saint-Martin, (1987-88) : 69-82.

JEAN, Bruno. «La ruralité bas-laurentienne: développement agricole et sous-développement rural» dans Recherches sociographiques vol. 29, nos 2-3, (1988) : 239-263.

JEAN, Bruno, Oleg STANEK dir. et Marie-Christine GIORDANO. Les fermes familiales dans le Bas-Saint-Laurent : analyse de l'évolution récente à partir d'une enquête longitudinale 1977-1987. Rapport d'une recherche subventionnée par la Fondation de l'Université du Québec à Rimouski, FUQAR-GRIDEQ, 1988. 123 p.

JEAN, Bruno. «Forêt et société au Québec: la colonisation agro-forestière dans les régions périphériques» dans Revue de l'Institut d'économie régionale Bourgogne-Franche-Comté, Dijon, Université de Bourgogne, Faculté de science économique et de gestion, 29e année, no 1, (1987) : 45-58.

JEAN, Bruno et Serge MARQUIS. «L'agriculture dans les MRC de Rimouski-Neigette et des Basques: transformations économiques et sociales récentes», Les Cahiers nantais, revue de géographie de l'Université de Nantes, 1987.

JEAN, Bruno et Oleg STANEK. «Exploitation familiale agricole au Québec» dans Hugues LAMARCHE dir., Les capacités d'adaptation de l'exploitation agricole: comparaison internationale. Paris, CNRS, Université de Paris X, Nanterre, 1987.

JEAN, Bruno, «Le système de production agricole à l'île Maurice: contradictions et alternatives de développement» dans Vincent de REYNAL dir. Les systèmes de production agricoles caraïbéens. Fort-de-France, Université des Antilles - Guyanne, Développement agricole Caraïbes, 1986. Pages 631-641.

JEAN, Bruno et al. Projet Bateys du Bon Samaritain en République dominicaine. Québec, Oxfam Québec, OCSD et EUMC, mai 1986. 91 p. Annexes.

JEAN, Bruno. «L'essor des entreprises agricoles communautaires» dans Autogestions nos 20-21, Toulouse, Privat, (1985) : 157-160.

JEAN, Bruno, «Une agriculture à repenser: agriculture régionale et développement rural» dans Réseau (le magazine de l'Université du Québec), (avril 1985) : 13-17.

JEAN, Bruno, dir.. La ruralité en question: réalité rurale et théorie sociologique. Coll. «Actes et instruments de la recherche en développement régional», no 1. Rimouski, UQAR-GRIDEQ, 1985. 82 pages.

JEAN, Bruno. Agriculture et développement dans l'Est-du-Québec. Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1985. 431 p.

JEAN, Bruno. «Les formes sociales de la production dans une région périphérique: le cas de l'Est-du-Québec» dans Les politiques agro-alimentaires et leurs conséquences sur le monde rural. Paris, CNRS - INRA - FNSP, avril 1984. Pages 341-364.

JEAN, Bruno. «La déprise agricole: notes sur le développement inégal d'une agriculture régionale» dans Région, régionalisme et développement régional. Le cas de l'Est du Québec. Coll. «Cahiers du GRIDEQ», no 14. Rimouski, UQAR, 1984. Pages 55-76.

JEAN, Bruno, Kishore MUNDIL et al. Programme de recherche sur la problématique du développement rural à l'Île Maurice 1985-1988. Reduit, University of Mauritius, juin 1984.

JEAN, Bruno. «La dualité de la production agricole en région périphérique: le cas de l'Est-du-Québec» dans Interventions économiques no 9, (1982) : 131-141.

JEAN, Bruno. L'agriculture périphérique dans l'Est du Québec. Thèse de doctorat en sociologie, Paris, École des Hautes Études en sciences sociales, juin 1982. 494 p.

JEAN, Bruno. Sociologie rurale. Direction générale de l'éducation des adultes, formation sociale et économique, Québec, ministère de l'Éducation, octobre 1974. 83 p.

LAFONTAINE, Danielle et Jean-Pierre BOYER. «Nouvelles technologies communicationnelles et quête d'un nouveau contrat social», (réédité) dans Roger TESSIER et Yvan TELLIER dir. Changement planifié et développement des organisations. Tome 2. «Priorités actuelles et futures» Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1990. Pages 203-225.

LAFONTAINE, Danielle. «Exode de population et disparités socio-économiques inter et intra-régionales», dans Les villages ruraux menacés : le pari du développement. Coll. «Actes et instruments de la recherche en développement régional», no 7. UQAR, GRIDEQ, 1989. Pages 37-47.

LAFONTAINE, Danielle et Jean-Pierre Boyer. «Nouvelles technologies communicationnelles et quête d'un nouveau contrat social». Loisir et société. Numéro thématique «Culture et communication», vol. XI, no 2, (hiver 1988) : 217-239.

LAFONTAINE, Danielle. Présentation sommaire et analyse préliminaire de l'Accord de Libre-Echange (ALE) Canada-États-Unis. UQAR, GRIDEQ, novembre 1988. 16 p.

LAFONTAINE, Danielle en coll. avec M. COLLIN. Résumé de la conférence «Les impacts sociaux des nouvelles technologies de l'information». Colloque sur l'information et les nouvelles technologies. Rapport du colloque. Club de Presse de Rimouski, Rimouski, 1985. Pages 60-67.

LAROCQUE, Paul. «La Fédération des Pêcheurs-Unis du Québec : les dernières années (1969-1983)», Coopératives et développement, vol. 23, no 1, (1991-1992) : 7-38.

LAROCQUE, Paul. «L'évolution récente des pêcheries québécoises: un mouvement centrifuge?», Coopératives et développement, vol. 19, no 2, (1987-88) : 15-25.

LAROCQUE, Paul. «La pêche commerciale au Québec depuis vingt ans», Coopératives et développement, vol. 19, no 2, (1987-88) : 145-149.

MASSICOTTE, Guy. «Jules Brillant et l'Université rurale du Bas-Saint-Laurent», Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent, V, no 2 (juin 1978) : 3-6.

MASSICOTTE, Guy. «Entre le rêve et la réalité. Les transports et le développement de l'Est-du-Québec au début du siècle», Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent, 1 (décembre 1974) : 12-16.

MASSICOTTE, Guy. «L'exploitation forestière et le peuplement du Bas-Saint-Laurent», Bulletin RCHTQ, 1, no 3 (1974) : 15-24.

SAUCIER, Carol et France BERNIER. «Papier Cascades Cabano : modernisation sociale d'une entreprise et développement local» dans Actes du colloque du réseau travail de l'ACFAS (1991). Montréal, PUM, automne, 1992.

STANEK, Oleg. «L'exploitation familiale au Canada» dans Hugues Lamarche, dir. L'agriculture familiale : une réalité polymorphe. Paris, L'Harmattan, 1992. Pages 31 à 84.

STANEK, Oleg, Martine DELAUNAY et Michèle-Andrée LÉVESQUE. Gestion de la qualité dans les entreprises manufacturières du Bas-Saint-Laurent. Québec, MICT, 1991. 39 p.

STANEK, Oleg. Intégration sociale des agriculteurs au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Rapport soumis à l'UPA-Saguenay-Lac-Saint-Jean, Rimouski, UQAR-GRIDEQ, décembre 1990. 235 p.

STANEK, Oleg. Intégration sociale des agriculteurs dans la région de la Côte-du-Sud. Rapport soumis à l'UPA-Côte-du-Sud, Rimouski, UQAR-GRIDEQ, octobre 1990. 192 p.

STANEK, Oleg. Intégration sociale des agriculteurs dans le Bas-St-Laurent. Rapport soumis à l'UPA-BSL. Rimouski, UQAR-GRIDEQ, septembre 1990. 160 p.

STANEK, Oleg. Qualité dans les entreprises manufacturières du Bas-St-Laurent. Rapport de recherche au MICT. UQAR-GRIDEQ, septembre 1990. 220 p.

STANEK, Oleg. «Crise et colonisation dans l'Est-du-Québec», Recherches sociographiques, vol. XXIX, no 2-3, (1988) : 201-238.

STANEK, Oleg. «Dynamique de la structuration de l'espace agricole: l'exemple de l'Est-du-Québec des années trente», Histoire sociale, vol. XX, no 39, (mai 1987) : 101-128.

STANEK, Oleg et Jean SAINTONGE. «L'évolution de la structure industrielle dans l'Est-du-Québec», dans Michel Boisvert et Pierre Hamel dir., Redéploiement industriel et planification régionale, Montréal, Faculté de l'aménagement de l'Université de Montréal, 1985. Pages 235-262.

2. Cultures, identités et régionalismes

CÔTÉ, Serge et al. «Évolutions asymétriques : le cas des Conseils régionaux d'aménagement francophones et anglophones au Nouveau-Brunswick», La revue de l'Université de Moncton, vol. 10, no 1, (1977) : 63-86.

CÔTÉ, Serge. «La Gaspésie en 1836», Revue d'histoire de la Gaspésie, vol. 2, no 3, (juillet-septembre 1964) : 35-140.

DIONNE, Hugues et al. Album d'un village : Saint-Denis-de-la-Bouteillerie (1841-1991). Comité du centenaire, 1991. 110 p.

DIONNE, Hugues. «Localités rurales en mutation : un village québécois (Saint-Denis) et une commune française (Fercé)» dans J. Chevalier et al. De la Loire au Saint-Laurent. Des régions rurales face aux recompositions socio-territoriales. Rimouski, GRIDEQ-GRIR-URA 915, 1991. Pages 157-175.

DIONNE, Hugues et Serge LAPOINTE. La formation populaire comme support en développement communal au Rwanda. Rapport de mission. La Pocatière, IDNS, 1990. 241 p.

DIONNE, Hugues et Serge LAPOINTE. Pédagogie de l'action et apprentissages par micro-projets : séquence d'un scénario d'éducation permanente. Rapport de mission. La Pocatière, IDNS, 1990. 245 p.

DIONNE, Hugues. «Le développement local villageois comme projet de société» dans de Christiane Gagnon et al. Le local en mouvement. Chicoutimi, GRIR-UQAC, 1989. Pages 333-349.

DIONNE, Hugues et Danielle LAFONTAINE. «Développement et transfert sur mesure» dans IDNS, Formation et savoir-faire (échanges Nord-Sud : pour des transferts sur mesure). Rimouski, UQAR, GRIDEQ, 1989. Pages XI à XV.

DIONNE, Hugues. «Le maintien nécessaire des communautés villageoises» dans Les villages ruraux menacés : le pari du développement. Actes du colloque. Coll. «Actes et instruments de la recherche en développement régional», no 7. Rimouski, UQAR-GRIDEQ, 1989. Pages 1-10.

DIONNE, Hugues. «Stratégie territoriale de développement et système d'action local et communautaire» dans la revue Géographie sociale, France, no 8, (septembre 1989) : 129-137.

DIONNE, Hugues et al. Vers de nouveaux territoires intermédiaires? Rimouski - Chicoutimi, GRIDEQ et GRIR, octobre 1986. 230 p.

DIONNE, Hugues, Bruno JEAN, Danielle LAFONTAINE, Rita GIGUERE, Benoit LÉVESQUE et al. Consommation des mass média et information. Câblodistribution et consommation différentielle au centre et à la périphérie: études des cas de Longueuil et Rimouski. Rimouski, UQAR-GRIDEQ, décembre 1981. 614 p.

DIONNE, Hugues et al. Le tourisme dans l'Est du Québec comme phénomène de loisir. Rimouski, UQAR, 1981. 64 p.

GRIDEQ, éd. Les entreprises de mass média de l'Est-du-Québec et leur personnel (enquête auprès des patrons). Par Benoît LÉVESQUE, Jean LARRIVÉE, Claude MORIN. Coll. «Cahiers du GRIDEQ», no 2. Rimouski, UQAR, 1978. 147 p.

GRIDEQ, éd. La câblodistribution dans l'Est du Québec (Les entreprises). Par Hugues DIONNE et al. Coll. «Cahiers du GRIDEQ», no 3. Rimouski, UQAR, 1978. 201 p.

GRIDEQ, éd. Sociographie du personnel spécialisé des mass média de l'Est du Québec. Par Benoît LÉVESQUE et Jean LARRIVÉE. Coll. «Cahiers du GRIDEQ», no 5. Rimouski, UQAR, 1979. 212 p.

GRIDEQ, éd. L'idéologie du BAEQ et les relocalisés de l'Est du Québec. Par Pauline CÔTÉ. Coll. «Cahiers du GRIDEQ», no 7. Rimouski, UQAR, 1981. 193 p.

GRIDEQ, éd. Consommation des mass média, régions et classes sociales. Par Bruno JEAN et Danielle LAFONTAINE. Coll. «Cahiers du GRIDEQ», no 15. Rimouski, UQAR, 1985. 375 p.

GRIDEQ, éd. Formation et savoir faire. Actes du colloque de l'IDNS (12-15 octobre 1987). Coll. «Actes et instruments de la recherche en développement régional», no 6. Rimouski, UQAR, 1989. 113 p.

GRIDEQ, éd. L'identité territoriale : la dualité rurale-urbaine dans la municipalité régionale de comté Les Basques. Par Claude PAGEON. Coll. «Actes et instruments de la recherche en développement régional», no 8. Rimouski, UQAR, 1991. 186 p.

GRIDEQ, éd. L'utopie en acte : la commune de la plaine. Par Marc CORBEIL. Coll. «Témoignages et analyses», no 2. Rimouski, UQAR, 1990. 110 p.

GRIDEQ, éd. Femmes violentées. Derrière le masque du silence. Par Raymonde GRATTON et Suzelle LAMBERT en collaboration avec Danielle LAFONTAINE et Nicole THIVIERGE. Coll. «Témoignages et analyses», no 4. Rimouski, UQAR, 1991. 120 p.

JEAN, Bruno, «L'agriculture, le développement et les régions. Un véritable projet de société» entrevue avec Michel BÉLAIR dans La Terre de chez nous vol. 62, no 35, (17 au 23 octobre 1991) : 16 (hebdomadaire édité par l'Union des producteurs agricoles).

JEAN, Bruno, «Un monde rural en mutation. 1) L'interdépendance entre la campagne et la ville est plus forte que jamais», dans Le Devoir, (1er février 1991) : B-8. «2) Le phénomène le plus marquant, c'est la croissance des disparités de revenu à l'intérieur des régions elles-mêmes», dans Le Devoir, (2 février 1991) : B-10.

JEAN, Bruno, «Qualité de la vie et milieu rural» dans OPDQ, La qualité de vie: prérequis au développement régional ? Québec, OPDQ, 1990. Pages 17-20.

JEAN, Bruno. «Les 'marges' de la périphérie: de la relocalisation à l'innovation». Possibles 2, 2, (hiver 1978) : 123-139.

LAFONTAINE, Danielle. «L'enracinement culturel à l'heure de la déterritorialisation des systèmes d'échanges», dans C. Gagnon, J.-L. Klein, M. Tremblay et P.-A. Tremblay, Le local en mouvements, «Coll. développement régional», no 7. Chicoutimi, UQAC, GRIR, 1989. Pages 37-70.

LAFONTAINE, Danielle. et Andrew COOPER. «Introduction» de «Culture et développement régional» numéro thématique de Thèmes canadiens, vol 9. (1988) : 1-14 . (Français et anglais).

LAFONTAINE, Danielle. «Identité et créativité», dans M. Zavalloni dir., L'émergence d'une culture au féminin. Montréal, Éditions Albert Saint-Martin, 1988. Pages 41-48.

LAFONTAINE, Danielle. «Éthopée : d'une autre historiographie pour une autre histoire sans sujet». Urgences, no 21 (1988) : 77-90.

LAFONTAINE, Danielle. «Une théorie non positiviste du développement 1 : l'individuation psycho-sociale et 2: l'organisation Psychique-Langagière comme mécanisme génératif central» dans Psychanalyse et changement social. Réflexions épistémologiques sur le développement, Coll. «Actes et instruments de la recherche en développement régional» no 2. Rimouski, UQAR-GRIDEQ, 1986. Pages 183-333.

LAFONTAINE, D., dir., O. STANEK et al. Psychanalyse et changement social. Réflexions épistémologiques sur le développement. Coll. «Actes et instruments de la recherche», no 2. Rimouski, UQAR-GRIDEQ, 1986. 386 p.

LAFONTAINE, D. «Réceptivité des Québécois et des Québécoises aux informations socio-politiques véhiculées par les mass médias» dans Bruno Jean et al., Consommation des mass médias, régions et classes sociales. Coll. «Cahiers du GRIDEQ», no 15. Rimouski, UQAR-GRIDEQ, 1985. Pages 259-346.

LAFONTAINE, D. «Culture populaire, pratiques scientifiques en mutations sociales» dans Gilles Pronovost, dir., Cultures populaires et société contemporaine. Québec, PUQ, 1982. Pages 43-50.

LAROCQUE, Paul. «Dévitalisation rurale et créativité sociale : la coalition Urgence rurale dans l'Est du Québec». De la Loire au Saint-Laurent : des régions rurales face aux recompositions territoriales. Co-édition URA-915, GRIR, GRIDEQ, 1991. Pages 125-133.

MASSICOTTE, Guy. «De la promotion régionale aux conflits sociaux. Un débat sur la question de l'heure», Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent, 11, no 1 (avril 1975): 14-18.

MASSICOTTE, Guy. «Au début des années quarante. Gabrielle Roy et les deux visages de la Gaspésie». Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent, 11, no 2, (octobre 1975) : 17-21.

MASSICOTTE, Guy. «Rimouski et le Bas-Saint-Laurent: Identité culturelle et développement régional». Les régions culturelles. Québec, IQRC, 1983. Pages 35-60.

MASSICOTTE, Guy. «Identité et territoire. Les nouveaux enjeux de la recherche en développement régional». Réseau, XIX, no 7, (mars 1988): 13-17.

MASSICOTTE, Guy et Marielle CANTIN. «Identité culturelle et stratégie de développement d'une image touristique de marque. Un cas, la Vallée de la Matapédia». Téoros, no 1, (mars 1988) : 11-13.

SAUCIER, Carol. «Le quotidien pluriel. Les dimensions politique et affective de l'identité sociale dans des coopératives d'habitation du Québec». Les cahiers de la coopération, no 6. Sherbrooke. Institut de recherche sur les coopératives de l'Université de Sherbrooke (IRECUS), 1991. Pages 491-533.

SAUCIER, Carol et Clément MERCIER dir. «Nouveaux enjeux et pratiques alternatives de développement». Coopératives et développement, Montréal, vol. 21, no 2, (1990) : 167 p.

SAUCIER, Carol, France BERNIER et Hugues DIONNE. «Le défi et l'isolement d'une expérience d'autogestion : le cas d'une coopérative en région». Coopératives et développement, Montréal, vol. 21, no 2, (1990) : 83-98.

SAUCIER, Carol. «Le coopératisme en habitation : qu'une question d'entraide et de solidarité?» Question de culture, no 15. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1990. Pages 131-150.

SAUCIER, Carol. «Le politique et le culturel au quotidien : les coopératives d'habitation». Possibles, Montréal, vol. 10, nos 3 et 4, (1986) : 207-223.

STANEK, Oleg. «Complexe d'Oedipe et culture : critique de la notion de développement» dans, D. Lafontaine dir. Psychanalyse et changement social : réflexions épistémologiques sur la question du développement. Coll. «Actes et instruments de la recherche», no 2. Rimouski, UQAR, GRIDEQ, 1986. Pages 75-181.

3. Mouvements sociaux et développement endogène

BRUNEAU, Pierre. La salle de spectacle de Rimouski : choix du site d'implantation. Mémoire soumis au Comité mis sur pied par la municipalité de Rimouski pour la localisation de la salle de spectacle. Rimouski, 26 mai 1990. 7 p.

CÔTÉ, Serge. «Enjeux régionaux et luttes pour le pouvoir» dans l'ouvrage collectif La transformation du pouvoir au Québec. Montréal, Editions coopératives Albert Saint-Martin, 1980. Pages 137-143. Aussi publié dans Les Cahiers du socialisme, no 4, (automne 1979) : 202-211.

CÔTÉ, Serge et al. «Du pouvoir local au pouvoir régional en passant par les mouvements sociaux régionaux: le cas du Nouveau-Brunswick» dans l'ouvrage collectif Aménagement et développement vers de nouvelles pratiques? Montréal, ACFAS, Coll. «Cahiers de l'ACFAS» no 38, 1986. Pages 29-53.

COLLECTIF GRIDEQ. Animation sociale et entreprises communautaires et coopératives, dir. Benoît Lévesque. Montréal, Editions coopératives Albert Saint-Martin, 1979. 380 p.

DIONNE, Hugues. «De la région-ressources à la région milieu de vie : à la recherche de nouveaux partenaires» dans Les partenaires du développement face au défi local. Chicoutimi, UQAC, GRIR, 1992. 401p.

DIONNE, Hugues et Serge LAPOINTE. Dynamique d'appropriation d'un processus de formation permanente : enjeux de continuité. Rapport de mission. La Pocatière, IDNS, 1991. 228 p.

DIONNE, Hugues. «Les expériences communautaires de gestion collective en milieu rural de l'Est du Québec. Constat d'échec?» dans Colette Fourcade, dir. Petite entreprise et développement local. Paris, Éditions ESKA, 1991. Pages 300-312.

DIONNE, Hugues. «Solidarité, proximité et développement local» dans Collectif, Les rentabilités coopératives et associatives comme vecteurs de développement. Coll. «Cahiers de l'UCI» no 14. Paris, Centre de formation et de recherche coopérative (Kigali), 1990. Pages 102-110.

DIONNE, Hugues, Carol SAUCIER et France BERNIER. «Le défi et l'isolement d'une expérience d'autogestion : le cas d'une coopérative de travail en région» dans Coopératives et développement, vol. 21, no 2, (1990) : 83-98.

DIONNE, Hugues. «Développement autonome du territoire local et planification décentralisée», dans Revue canadienne des sciences régionales, vol. XII, no 7, (printemps 1989) : 61-73.

DIONNE, Hugues. «Les sociétés d'aménagement des ressources et la difficile gestion collective» dans Coopératives et développement, vol. 19, no 1, (1987-88) : 83-94.

DIONNE, Hugues. «Efforts de convergence entre développement local et développement autonome: l'Est-du-Québec» dans Archives des sciences sociales de la coopération et du développement, Paris, no 81, (juillet-septembre 1987) : 119-121.

DIONNE, Hugues. «Le mouvement populaire en milieu rural: un certain parcours» dans B. JEAN et D. LAFONTAINE dir., Région, régionalisme et développement régional, Coll. «Cahiers du GRIDEQ» no 14. Rimouski, UQAR, 1984. Pages 291 à 300.

DIONNE, Hugues. «Les organismes de développement communautaire ou la continuité du mouvement populaire» dans La dynamique régionale du Tiers secteur: le cas du Québec. Paris, CICRA, 1984. Pages 133-144.

DIONNE, Hugues. «Les Opérations-Dignité: deuxième génération» dans Possibles, (mars 1978) : 111-122.

DIONNE, Hugues et al. Développement régional et autonomie locale: le territoire intermédiaire des municipalités régionales de comté (MRC). Rapport de recherche, FCAR, GRIDEQ-UQAR, décembre 1987. 143 p.

DIONNE, Hugues et al. Aménagement intégré des ressources et luttes en milieu rural. Coll. «Cahiers du GRIDEQ», no 11. Rimouski, UQAR, 1983. 351 p.

DIONNE, Hugues et Serge CÔTÉ. Les associations villageoises de développement. Rapport de mission. Colloque Université coopérative internationale/École nationale d'économie appliquée, Dakar, Rimouski, février 1987. 18 p.

DIONNE, Hugues et M. GENDRON. «Le JAL ou la ressource de la Dignité» dans Autogestions. Toulouse nos 20-21, Privat, (1985) : 170-176.

DIONNE, Hugues et M. GENDRON. L'autre développement: le mouvement populaire en milieu rural. Rapport collectif à l'OCDE Robert Laplante, dir., janvier 1985. 32 p.

DIONNE, Hugues et M. GENDRON. «Le JAL à la recherche d'un second souffle» dans La dynamique régionale du Tiers-secteur: le cas du Québec. Paris, CICRA, 1984. Pages 118-126.

DIONNE, Hugues et J.-L. KLEIN. «L'aménagement intégré des ressources: une alternative à la marginalité rurale» dans Interventions économiques pour une alternative sociale, no 8, (printemps 1982) : 85-89.

GRIDEQ, éd., La Coopérative agricole du Bas-Saint-Laurent : un agent de développement. Par Alain CÔTÉ. Coll. «Cahiers du GRIDEQ», no 12. Rimouski, UQAR, 1983. 120 p.

GRIDEQ, éd., Le Témiscouata en toute justice. Par Pierre BÉRUBÉ. Coll. «Cahiers du GRIDEQ», no 13. Rimouski, UQAR, 1983. 120 p.

GRIDEQ, éd., La papeterie de la Matapédia : du projet à la lutte. Par Jean Bonneville. Coll. «Cahiers du GRIDEQ», no 17. Rimouski, UQAR, 1986. 245 p.

GRIDEQ, éd., Organisations populaires et transformation sociale. Le R.O.C.C.R. Par Marie BLANCHARD. Coll. «Cahiers du GRIDEQ», no 18. Rimouski, UQAR, 1986. 374 p.

GRIDEQ, éd., Vers de nouveaux territoires intermédiaires ? Par Hugues DIONNE et al. (Co-édition). Coll. «Actes et instruments de la recherche en développement régional», no 3. Rimouski, UQAR, 1986. 230 p.

GRIDEQ, éd., Pouvoir local et développement dans la Vallée de la Matapédia, 1974-1983. Par Linda ROULEAU. Coll. «Actes et instruments de la recherche en développement régional», no 5. Rimouski, UQAR, 1988. 382 p.

GRIDEQ, éd., Les villages ruraux menacés : le pari du développement. Actes du colloque GRIDEQ-IDNS. Coll. «Actes et instruments de la recherche en développement régional», no 7. Rimouski, UQAR, 1989. 253 p.

JEAN, Bruno, «La question rurale: les mutations récentes de la ruralité québécoise», dans L'Action Nationale, vol. 81, no 5, Montréal, (mai 1991) : 596-609.

JEAN, Bruno, «La dévitalisation et la revitalisation des espaces ruraux: des ruralités menacées au développement rural durable» dans De la Loire au Saint-Laurent... Op. cit. Pages 71-93.

JEAN, Bruno, «Le développement à sa place: la problématique du développement local/Development in Its Place: Issues in Local Development», dans Canadian Journal of Regional Science/Revue canadienne des sciences régionales, vol. 12, no 1, (1989) : 1-8.

JEAN, Bruno. Dévitilisation et revitalisation des espaces ruraux: perspectives comparatives. Pays de la Loire - Est du Québec. Rapport de mission de recherche en France (Projet intégré franco-québécois), GRIDEQ, Rimouski/Nantes, 1988. 69 p.

JEAN, Bruno. «L'autogestion sans frontières: les luttes régionales au Québec». Revue Possibles, vol. 10, nos 3-4, (1986).

JEAN, Bruno, «Aménageur-aménagé: un couple bien le fun» dans Autogestions, Toulouse, Privat, nos 20-21, (1985) : 147-153.

JEAN, Bruno et Bernard EME (dir.). La dynamique régionale du Tiers-secteur. Le cas du Québec, Paris, CICRA et les Alternatives du Centre-Est de Dijon, juin 1984. 175 p.

JEAN, Bruno et Danielle LAFONTAINE dir.. Région, régionalisme et développement régional. Le cas de l'Est-du-Québec, Coll. «Cahiers du GRIDEQ», no 14. Rimouski, UQAR, 1984. 358 p.

JEAN, Bruno. «Animation et entreprises familiales agricoles: le rôle des agronomes», dans Animation sociale, entreprises communautaires et coopératives. Montréal, Éd. Coopératives A. St-Martin, 1979. Pages 225-236.

JEAN, Bruno. «Le développement endogène en région périphérique: l'exemple de l'Est-du-Québec». Archives des sciences sociales de la coopération et du développement, no 49, (septembre 1979) : 49-63.

JEAN, Bruno. «Les marges de la périphérie: de la relocalisation à l'innovation». Possibles, 2, 2 (hiver 1978) : 123-139.

LAFONTAINE, Danielle. «Profondeur historique et dimension politique de la cause des femmes» dans Monique Dumais dir., Devenir de femmes, Montréal, Fidès, 1981. Pages 21-38.

LAFONTAINE, D. et J. BOISJOLY. «Mutations des sphères publiques et privées: l'arrivée aux limites d'un régime», ACSALF, Colloque 1982, Les enjeux sociaux de la décroissance, Montréal, Albert Saint-Martin, 1982. Pages 149-173.

LAROCQUE, Paul. «Animation et coopération: les coopératives de pêche en Gaspésie» dans Animation sociale, entreprises communautaires et coopératives, Montréal, Albert Saint-Martin, 1980. Pages 236-243.

LAROCQUE, Paul. «Capitalisme et régionalisme en milieu rural: réflexions sur l'Est-du-Québec (1900-1950)» dans Région, régionalisme et développement régional, Coll. «Cahiers du GRIDEQ», no 14. Rimouski, UQAR, 1984. Pages 77-93.

LAROCQUE, Paul. «Associations coopératives chez les petits producteurs ruraux de l'Est-du-Québec (1920-1950)», Coopératives et développement, vol. 19, no 1, (1987-1988) : 51-67.

LAROCQUE, Paul. Pêche et coopération au Québec. Montréal, Editions du Jour , 1978. 379 p .

LAROCQUE, Paul. «Les pêcheurs gaspésiens et le mouvement coopératif (1939-1948)», Histoire sociale, vol. VIII, no 16, (novembre 1975) : 294-313.

MASSICOTTE, Guy. «À l'orée de la conception actuelle du développement régional. Les chambres de commerce de Rimouski, 1908-1945» dans Mosaïque rimouskoise. une histoire de Rimouski. Rimouski, Comité des fêtes du 150e anniversaire de la paroisse Saint-Germain-de-Rimouski, 1979. Pages 459-471.

SAUCIER, Carol. Le quotidien pluriel. Analyse de coopératives d'habitation du Québec. Montréal, CIRIEC, Presses HEC, 1992. 194 p.

SAUCIER, Carol. «Les coopératives d'habitation et le changement social». Coopératives et développement. Montréal, vol. 16, no 2. (1983-84) : 161-195.

SAUCIER, Carol, Sylvie BERNARD, Michèle FAFARD et Louis MAHEU. Coopératives d'habitation et intellectuels des groupes de ressources techniques. Le rapport à l'espace : un problème de solidarité et de changement social. Rapport de recherche. Université de Montréal, Département de sociologie 1980. 333 p.

SAUCIER, Carol, Michèle FAFARD et Louis MAHEU. Rapport synthèse de l'évaluation du Groupe de ressources techniques en habitation de Montréal. Montréal, Les Presses Solidaires, 1980. 63 p.

4. Analyse des politiques et programmes publics concernant le développement local et régional

BRUNEAU, Pierre. «Le rôle de l'État et des Bourgeoisies urbaines dans la production d'espaces de loisirs au Québec». Cahiers de géographie du Québec, vol 29, no 76, (1985) : 67-78.

BRUNEAU, Pierre. «Du discours sur les disparités régionales au discours sur l'espace». Cahiers de géographie du Québec, vol. 29, no 76, (1985) : 97-100.

BRUNEAU, Pierre et al. Rapport sur la planification régionale en Gaspésie et dans le Bas Saint-Laurent. Rimouski, CRD, 1972. 20 p.

CÔTÉ, Serge. «Conjonctions et oppositions : sur quelques rapports entre les théories et les politiques de développement régional», Revue canadienne des sciences régionales, vol. 12, no 1, (printemps 1989) : 93-100.

CÔTÉ, Serge et al. «Le développement régional, l'État et la participation de la population : la vie courte et mouvementée des conseils régionaux d'aménagement du Nouveau-Brunswick». Numéro spécial intitulé «Développement socio-économique» d'Égalité, revue acadienne d'analyse politique, nos 13-14, (automne 1984 - hiver 1985) : 187-215.

CÔTÉ, Serge et al. Évaluation des Conseils régionaux d'aménagement du Nouveau-Brunswick. Moncton, Ecole des sciences sociales et du comportement, 1978. 296 p.

CÔTÉ, Serge et al. «L'État et les organismes régionaux de participation au Québec et au Nouveau-Brunswick» dans l'ouvrage collectif Région, régionalisme et développement régional: le cas de l'Est du Québec. Coll. «Cahiers du GRIDEQ», no 14. Rimouski, UQAR-GRIDEQ, 1984. Pages 171-207.

DIONNE, Hugues. «La manipulation des territoires comme stratégie dominante de l'État régulateur: le cas des MRC» dans Du local à l'État: les territorialités du développement, Rimouski-Chicoutimi, GRIDEQ-GRIR, mai 1986. Pages 123-134.

DIONNE, Hugues. «Le nouveau maillage géo-politique de l'État québécois: les municipalités régionales de comté» dans Les Cahiers nantais de géographie, Nantes, France, no 28, (automne 1986) : 13-20.

DIONNE, Hugues. Animation sociale, participation populaire et développement régional: le cas du B.A.E.O. (1963-1966). (Thèse de doctorat). Université Laval, 1985. 551 p.

DIONNE, Hugues. «Du développement communautaire au développement régional: le cas du Québec» dans B. JEAN et D. LAFONTAINE dir., Région, régionalisme et développement régional, Coll. «Cahiers du GRIDEQ», no 14. Rimouski, UQAR-GRIDEQ, 1984. Pages 291-300.

DIONNE, Hugues. «Le zonage agricole (loi 90), l'aménagement du territoire (loi 125) et le développement régional» dans Colloque sur l'impact des lois 90 et 125, Coll. «Documents généraux», no 10. Rimouski, UQAR-GRIDEQ, 1981. Pages 1 à 8.

DIONNE, Hugues. «Animation et recherche en vue du développement régional» dans B. LÉVESQUE dir., Animation sociale et entreprises communautaires. Montréal, Ed. coopératives Albert Saint-Martin, septembre 1979. Pages 49 à 54.

DIONNE, Hugues et al. Décentralisation et urbanisation en France et au Québec: étude comparative. Rapport de mission (Pays de la Loire), juin 1985. 26 p.

DIONNE, Hugues et al. «Projets alternatifs ou infiltration: la stratégie spatiale de l'État» dans J.-L. KLEIN dir., Aménagement et développement. Vers de nouvelles pratiques ? Montréal, «Cahiers de l'ACFAS», no 38, 1986. Pages 105-112.

GRIDEQ, éd. Le Conseil régional de développement de l'Est du Québec. Par Johanne JUTRAS. Coll. «Cahiers du GRIDEQ», no 8. Rimouski, UQAR, 1981. 144 p.

GRIDEQ, éd. La régionalisation de Radio-Québec : l'histoire d'un prétexte. Par Laura CHOUINARD et Michel POMERLEAU. Coll. «Cahiers du GRIDEQ», no 19. Rimouski, UQAR, 1987. 205 p.

JEAN, Bruno, «Le développement des régions rurales menacées: vers une nouvelle politique de développement rural durable au Québec» dans les Actes du Colloque du Canadian Agricultural and Rural Restructuring Group, Restructuration mondiale de la production primaire, développement des régions rurales et monoindustrielles. Coaticook, 17-19 avril 1991.

JEAN, Bruno, «Le développement à sa place. Aspects de la problématique du développement local au Québec» dans Michel BASSAND et Laurent BRIDEL dir., La dynamique locale et sa gestion (Actes du Colloque européen de Lausanne les 10-11 octobre 1988), Berne, Commission nationale suisse pour l'UNESCO, 1989. Pages 125-142.

JEAN, Bruno, éd., «Les études régionales face au développement local. Perspectives québécoises», numéro thématique de la Revue canadienne des sciences régionales 12 vol. 1, (1989).

JEAN, Bruno. «L'aménagement du territoire face à la revendication régionaliste: de l'État aménageur à l'État aménagé» in J.-L. Klein éd., Aménagement et développement. Vers de nouvelles pratiques ? Coll. «Cahiers de l'ACFAS», no 38. Montréal, 1986. Pages 165-175.

JEAN, Bruno. «Les régions périphériques: du développement régional à la régionalisation du développement» dans Protée, 8, no 2, (1980) : 21-30.

JEAN, Bruno. «Pour une régionalisation du développement», dans Le Devoir, (28 mai 1980) : 13.

LAFONTAINE, Danielle. «L'arbitrage raisonné des droits d'action en vue d'ententes sur des décisions partagées : le contractualisme du siècle à venir». Cahiers de recherche éthique, no 16, «Vers de nouveaux rapports entre l'éthique et le droit». Montréal, Fides. Pages 225-251. (Synthèse du numéro).

LAFONTAINE, Danielle. «Droits territoriaux : Danger!». Le Soleil. (9 janvier 1991).

LAFONTAINE, Danielle (Rédactrice). Les conférences socio-économiques et le pouvoir régional. Problématique pour le Congrès de l'AQORCD de novembre 1990. 25 p.

MASSICOTTE, Guy, dir.. Financement du développement régional. Rimouski, UQAR-GRIDEQ, 1988. 274 p.

STANEK, Oleg. Résumé de l'enquête sur les opinions des membres des Conseils d'administration des ORCD. Rapport au 1er congrès de l'AQORCD. Québec, AQORCD, 1990. 12 p.

STANEK, Oleg. Développement régional et conférences socio-économiques. Québec, AQORCD, 1990. 212 p.

5. Épistémologie des théories et méthodes de construction des connaissances portant sur le développement régional

BRUNEAU, Pierre. «Observations d'un géographe québécois relativement à la pratique de la discipline». Revue de géographie sociale. Centre de publication de l'Université de Caen. France. «Actes du colloque sur les dynamiques urbaines des années 1980», no 10, (1990).

BRUNEAU, Pierre. «Réflexion sur la notion de développement» dans Revue de l'Organisation universitaire interaméricaine (OUI). 1989. 6 p.

CÔTÉ, Serge et al. «Méthode d'évaluation des Conseils régionaux d'aménagement du Nouveau-Brunswick», Annales de l'ACFAS, vol. 45, no 5, (1977) : 83-85 (numéro spécial consacré à la méthodologie de l'aménagement et du développement).

DIONNE, Hugues et al. «La trilogie action-recherche-formation et le parcours d'apprentissage par l'action» dans Collectif, L'éducation et le développement un défi pour nos communautés. La Pocatière, IDNS, 1991. Pages 55-66.

DIONNE, Hugues. «L'action de recherche et la recherche-action» dans J. P. Deslauriers et C. Gagnon. Entre le savoir et l'action : choix éthiques et méthodologiques. Chicoutimi, UQAC-GRIR, 1987. Pages 27 à 46.

DIONNE, Hugues. «Animation et recherche en vue du développement régional» dans B. LÉVESQUE dir., Animation sociale et entreprises communautaires et coopératives. Montréal, Albert Saint-Martin, 1979. Pages 212-223.

GRIDEQ, éd. Bibliographie : les inégalités de développement régional, au Québec et au Canada. Par Pierre BRUNEAU et Jean LARRIVÉE. Coll. «Cahiers du GRIDEQ», no 1. Rimouski, UQAR, 1977. 157 p.

GRIDEQ, éd. L'animation sociale au Québec : bibliographie. Par Serge LAPOINTE et al. Coll. «Cahiers du GRIDEQ», no 4. Rimouski, UQAR, 1978. 91 p.

GRIDEQ, éd. Le modèle centre-périphérie appliqué à l'Est du Québec. Par Alain GAGNON. Coll. «Cahiers du GRIDEQ», no 6. Rimouski, UQAR, 1979. 156 p.

GRIDEQ, éd. Psychanalyse et changement social : réflexions épistémologiques sur la question du développement. Sous la direction de Danielle LAFONTAINE. Coll. «Actes et instruments de la recherche en développement régional», no 2. Rimouski, UQAR, 1986. 386 p.

JEAN, Bruno, «Le développement régional à l'heure du développement local: le temps des incertitudes» dans la Canadian Journal of Regional Science/Revue canadienne des sciences régionales, vol. 12, no 1, (1989) : 9-24.

JEAN, Bruno, «La question rurale: la ruralité et sa sociologie», dans Recherches Sociologiques vol. 20, no 3, (1989) : 287-309, Louvain la Neuve, Centre de sociologie rurale et urbaine, Université Catholique de Louvain, numéro thématique intitulé «Sociologie rurale ou sociologie du rural ?»

JEAN, Bruno. «L'expérience de recherche sur le développement régional du Groupe de recherche interdisciplinaire en développement de l'Est du Québec», dans Canadian Issues/Thèmes canadiens, no 9, (1988) : 197-207 (revue publiée par l'Association des Études canadiennes).

JEAN, Bruno, «Le Tiers-Monde à l'heure du développement rural. Trois décennies d'aide au sous-développement» dans Le Devoir, (29 avril 1985) : 7.

JEAN, Bruno, Marcel JUNEAU et David MILLAR dans Jean HAMELIN et Nicole GAGNON, dir., L'histoire orale. Coll. «Méthodologie des Sciences humaines» no 1, St-Hyacinthe, Édisem, 1978. 100 p.

LAFONTAINE, Danielle. «Le champ des 'études régionales' québécoises : problèmes de spécificité et de délimitation». Revue canadienne des sciences régionales. XII 1, (printemps 1989) : 111-139.

LAFONTAINE, Danielle. «Enjeux et spécificité culturelle des études régionales : RÉGIONAL, un système de représentation des connaissances en développement régional». Thèmes canadiens, vol. 9, (1988) : 33-45.

LAFONTAINE, Danielle. «Représenter nos connaissances pour mieux connaître le réel? Quatre entreprises métascientifiques contemporaines et les nouveaux enjeux d'un langage théorique et procédural de présentation des connaissances en sciences sociales et humaines». Alternances et récurrences, nouveaux savoirs, nouvelles pratiques. «Les Cahiers scientifiques de l'ACFAS», no 53, 1987. Pages 251-273.

LAFONTAINE, Danielle. «Les sociologues sans 'la société'», dans La sociologie et l'anthropologie au Québec. «Les cahiers scientifiques de l'ACFAS», no 33, 1985. Pages 69-84.

LAFONTAINE, Danielle. «La recherche 'en' développement régional : secteur ou champ de connaissance?». Cahiers de recherche sociologique, vol. 3, no 1, (avril 1985) : 139-144.

LAFONTAINE, Danielle. «Pour une théorie non positiviste de l'espace» dans Bruno JEAN et D. LAFONTAINE, dir., Régions, régionalisme et développement régional, Coll. «Cahiers du GRIDEQ» no 14. Rimouski, UQAR-GRIDEQ, 1984. Pages 11-27.

LAFONTAINE, Danielle. «La recherche scientifique et la cause des femmes» dans Y. Cohen dir., Femmes et politique, Montréal, Editions du jour, 1981. Pages 119-135.

LAFONTAINE, Danielle, dir.. La recherche en développement régional à l'Université du Québec. Répertoire 1980-83, Rimouski, UQAR-GRIDEQ, 1984. 475 p.

MASSICOTTE, Guy. «Les études régionales au Québec», Recherches sociographiques, XXVI, no 1-2, (1985) : 155-173.

MASSICOTTE, Guy. «Les études régionales au Québec», Bulletin des études canadiennes, VI, no 4, (1985) : 18-20.

ANNEXE 2

PRINCIPAUX COLLOQUES ET SÉMINAIRES (1974-1992)

COLLOQUES, SÉMINAIRES ET ÉCHANGES SCIENTIFIQUES

Dès sa fondation en 1974, le GRIDEQ a senti le besoin de nouer des liens avec d'autres chercheurs et chercheuses universitaires intéressés aux phénomènes régionaux et/ou de développement partageant les mêmes préoccupations. Sans proposer une analyse exhaustive des activités d'échanges scientifiques dont on trouvera une liste dans les pages qui suivent, signalons quelques initiatives aux niveaux québécois, canadien ou international.

Sur le plan québécois, c'est surtout avec les chercheurs de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) regroupés dans le GRIR (Groupe de recherche et d'intervention régionales, un groupe de recherche proche du GRIDEQ par ses orientations) que les relations les plus suivies se sont établies. À titre d'exemple, nous organisons régulièrement des forums d'échange avec des collègues auxquels participent aussi bien les étudiants et les étudiantes de la Maîtrise en développement régional de l'UQAR que ceux et celles de la Maîtrise en études régionales de l'UQAC. Les professeurs et professeures de l'UQAR et de l'UQAC qui oeuvrent au niveau des maîtrises existantes en études régionales ou en développement régional ont élaboré conjointement un projet de Doctorat en développement régional. À la suite de recherches et de colloques conjoints, plusieurs publications en co-édition ont été réalisées. Les relations avec l'INRS-Urbanisation ont été plus ponctuelles; il y a quelques années, nous avons réalisé une étude conjointe sur la question de la pauvreté en milieu rural. Nous avons aussi participé à une réflexion commune sur le développement des études avancées dans le champ des études en développement et aménagement urbain et régional, réflexion à laquelle se sont associés d'autres partenaires du réseau de l'Université du Québec. Les chercheurs et chercheuses du GRIDEQ maintiennent aussi une présence significative sur la scène scientifique québécoise en participant régulièrement aux colloques de la section «Aménagement et urbanisme» de l'ACFAS ou à ceux organisés par d'autres sections disciplinaires. Pour

l'avenir, la création d'une section de «développement régional» au sein de l'ACFAS contribuera à soutenir et dynamiser les efforts de recherche.

Nous avons aussi ressenti la nécessité de répertorier les travaux de recherche sur le développement régional au Québec. Danielle Lafontaine a ainsi coordonné une vaste enquête menée avec l'aide des chercheurs et chercheuses de l'INRS-Urbanisation, de l'UQAC et de l'UQTR, qui a donné lieu à une publication et à un colloque qui réunissait à l'UQAR au printemps 1984 une centaine de chercheurs et chercheuses québécois préoccupés à divers titres par le développement régional.

À la même époque, s'est fait également ressentir la nécessité d'établir des relations avec les chercheurs et chercheuses d'autres régions au Canada. Nous savions que la question du sous-développement des petites régions marginalisées se posait dans d'autres provinces canadiennes, que ce soit dans le nord de la Saskatchewan ou le nord-est du Nouveau-Brunswick. Par les publications, nous avons pris connaissance d'un certain nombre de travaux, surtout ceux en provenance des instituts de recherche des Maritimes. Pour faciliter l'établissement de liens avec les chercheurs et chercheuses canadiens qui partagent nos intérêts de recherche sur le développement régional, nous avons opté pour une présence plus significative dans des associations scientifiques comme l'Association des études canadiennes (AEC) et l'Association canadienne des sciences régionales (ACSR).

Sur le plan international, c'est probablement l'existence de programmes de coopération universitaire entre le Québec et la France qui a suscité l'une des premières activités d'échanges scientifiques du GRIDEQ alors naissant, soit un «projet intégré» d'échanges avec l'Université de Pau. Dans le jargon de l'Accord culturel franco-québécois, cela signifie l'octroi d'un certain nombre de missions de recherche de part et d'autre pour une période de trois ans. Avec l'Université de Pau, nous nous retrouvons sur un même terrain, celui d'une nouvelle université qui cherche à devenir un lieu autonome et dynamique de

production de nouvelles connaissances. Les échanges scientifiques avec la France se sont poursuivis sous différentes formes (congrès sabbatiques ou de perfectionnement, participation à d'autres projets de recherche comparative, publication d'articles dans des revues françaises, etc...). Au milieu des années quatre-vingt, le GRIDEQ participait activement à la mise au point d'un autre «projet intégré» de recherche comparative sur les questions de la décentralisation régionale et de la revitalisation des espaces ruraux; ces échanges qui ont d'ailleurs abouti à la publication d'un ouvrage collectif réunissaient des chercheurs et chercheuses du GRIDEQ, du GRIR et du Département de géographie de l'Université du Québec à Trois-Rivières et des homologues des trois universités des Pays de la Loire : Nantes, Angers et Le Mans. Au fil des années, de nombreux échanges avec diverses institutions françaises, notamment l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS, Paris), ont eu lieu.

Le GRIDEQ s'est d'autre part associé à l'Université coopérative internationale (UCI), une université itinérante, saisonnière et sans murs lancée par le professeur Henri DESROCHE du Collège coopératif de Paris en 1977. Dans ce cadre, nous avons organisé en 1978 une importante session de l'UCI sur le thème de l'animation sociale et des entreprises communautaires et coopératives. Le livre des actes de ce colloque est paru peu après aux Éditions coopératives Albert Saint-Martin; il s'agit encore aujourd'hui d'un document de première main pour une histoire récente des mouvements populaires régionaux au Québec. La philosophie de l'UCI étant celle de la recherche-action, celle-ci s'accordait bien avec nos orientations, favorisant la collaboration avec les acteurs sociaux du milieu régional en vue du soutien de leurs actions. Cette association avec l'UCI nous mettait en contact avec la problématique du développement régional dans le Tiers-monde où il apparaissait que les luttes régionales des uns et des autres n'étaient pas éloignées des nôtres et participaient à des visions communes du développement économique et social. Sous l'égide de l'UCI, quelques chercheurs du GRIDEQ se sont rendus au Sénégal pour participer à des colloques sur le développement local ou sur le développement

rural dans les pays de l'Afrique de l'Ouest. Un nouveau colloque UCI avait lieu à Trinité-des-Monts en 1988. Il portait sur l'avenir des villages ruraux menacés par la dévitalisation socio-démographique et économique. Par ailleurs, en collaboration étroite avec les responsables du programme de Maîtrise en développement régional, le GRIDEQ participe à l'encadrement de stagiaires africains qui viennent au Québec découvrir nos modèles et nos techniques d'animation communautaire et participative. Ces dernières années, le GRIDEQ participait à l'exécution d'un programme de formation sur mesure financé par l'ACDI via le Programme d'assistance technique de la communication pour le développement (ATCD). Ces contacts avec des intervenants africains ont été très profitables et ont contribué à nous donner une meilleure connaissance des réalités du développement régional en Afrique.

Dans l'avenir, nous pensons qu'il nous faudra renforcer nos liens avec des instituts de recherche universitaire en Amérique latine et en Asie.

GRIDEQ : COLLOQUES ET SÉMINAIRES 1974-1992

Année	Titre de l'activité	Institution hôte	Collaboration(s) à l'organisation	Provenance des conférenciers(ères)
1975	Colloque «La problématique du développement en milieu rural» (25 intervenants (es), publication)	UOAR (GRIDEQ) Rimouski		Université Laval, Université Western (Ontario), Université Carleton (Ontario), Université du Maine à Orono, Nouveau-Brunswick
1976	Séminaire «Coopération, décentralisation et développement régional»	UOAR (GRIDEQ) Rimouski		Montréal
1976	Séminaire «L'organisation coopérative»	UOAR (GRIDEQ)		Paris (Ecole des hautes études en sciences sociales)
1978	Colloque «Animation sociale et entreprises coopératives et communautaires» (25 intervenants (es), publication)	UOAR (GRIDEQ) Rimouski		Université Laval, Fédération des caisses populaires, Lévis, Université de Sherbrooke, Collège coopératif de Paris, Laval, Lotbinière, Université de Montréal, Nice, Outremont, Université Fédérale de Paraíba, Rouyn Noranda, Poitiers, France, Israël
1980	Séminaire-débat : «Les élites et le mouvement autonomiste breton»	UOAR (GRIDEQ) Rimouski		Paris (EHESS)
1980	Séminaire «L'apport disciplinaire à l'étude du développement régional»	UOAR (GRIDEQ) Rimouski	UOAC (GRIF) Chicoutimi	Chicoutimi (UOAC)
1980	Séminaire «La consommation différentielle des mass média à Longueuil et à Rimouski»	UOAR (GRIDEQ) Rimouski		Montréal (UOAM)
1981	Colloque «L'impact des lois 90 (zonage agricole) et 125 (aménagement-urbanisme) dans l'Est du Québec» (7 intervenants, publication)	UOAR (GRIDEQ) Rimouski		UOAM, UPA, APCHQ
1981	Dîner-causeries «L'avenir des CRD»	UOAR (GRIDEQ) Rimouski		CRD-Québec
1981	Séminaire «Formations sociales, paradigmes et régions : essai d'épistémologie»	UOAR (GRIDEQ) Rimouski		Université Laval UOAM
1981	Séminaire «Luttes de l'espace, les perspectives d'aménagement et d'occupation des espaces périphériques»	UOAR (GRIDEQ) Rimouski		Université Laval
1982	Séminaire «L'aménagement des écosystèmes ruraux et les changements sociaux globaux»	UOAR (GRIDEQ) Rimouski		CRNS de Marseille
1982	Séminaire «Les aspects politiques du développement national et régional»	UOAR (GRIDEQ) Rimouski		Paris (EHESS)
1982	Séminaire «Problèmes méthodologiques liés à l'étude des mouvements sociaux»	UOAR (GRIDEQ) Rimouski		Paris (EHESS)
1982	Séminaire «Relations villes-campagne»	UOAR (GRIDEQ/ Géographie) Rimouski		Université de Sherbrooke, Pau (BEARN en France)

GRIDEQ : COLLOQUES ET SÉMINAIRES 1974-1992

Année	Titre de l'activité	Institution hôte	Collaboration(s) à l'organisation	Provenance des conférenciers(ares)
1983	Colloque «Le plaisir et la contrainte : contribution de la psychanalyse à l'étude du développement individuel et social» (8 intervenants, publication)	UOAR (GRIDEQ) Rimouski		Cégep Garneau, Université de Montréal, U. de Djibouti
1983	Séminaire «La ruralité en question : réalité sociale et théorie sociologique»	UOAR (GRIDEQ) Rimouski		CRNS, Université Laval
1983	Séminaire «Les rapports entre la biologie, l'éducation, la politique et l'éthique»	UOAR (GRIDEQ) Rimouski		U. de Djibouti
1983	Séminaire «Portrait d'ensemble de la région de l'Est du Québec» (1896-1980)	UOAR (GRIDEQ) Rimouski		UOAC, UOTR
1984	Séminaire «L'approche biographique en sciences humaines: l'utilisation des «histoires de vie» dans l'analyse des processus sociaux»	UOAR (GRIDEQ) Rimouski		Centre d'étude des mouvements sociaux (Paris)
1984	Colloque «Les études en développement régional au Québec: un champ unifié?» (22 intervenants)	UOAR (GRIDEQ) Rimouski		INRS-Urbanisation, Presses de l'U. de Q., U. Laval, UOAC, Institut québécois de recherche sur la culture, U. de Montréal, UOTR, UOAM
1985	Colloque «Politiques agro-alimentaires et développement rural»	UOAR (GRIDEQ) Rimouski		INRA (Paris), CNRS, U. Concordia, U. Laval
1985	Colloque de la section «Aménagement et urbanisme» de l'ACFAS: Aménagement et développement: vers de nouvelles pratiques?	ACFAS Montréal	GRIR en collaboration avec le GRIDEQ	Québec, Montréal, Moncton, Rimouski, Ottawa.
1985	Séminaire «Dévitalisation et industrialisation en France»	UOAR (GRIDEQ) Rimouski		U. de Nantes
1985	Séminaire «L'aménagement des régions rurales au Québec»	UOAR (GRIDEQ) Rimouski		UOAM
1985	Séminaire «L'expert face au milieu : deux cultures en opposition?»	UOAR (GRIDEQ) Rimouski		INODEP
1985	Séminaire «Recherches récentes en linguistique synchronique et dynamique : variété du français et des parlers régionaux»	UOAR (GRIDEQ) Rimouski		U. d'Angers
1986	Colloque : «Espaces de développement: Quelles territorialités pour la société de l'après-crise»	UOAC (GRIR) Chicoutimi	GRIR en collaboration avec le GRIDEQ	Québec, Rimouski
1986	Séminaire «Décentralisation régionale et revitalisation rurale»	UOAR (GRIDEQ) Rimouski		Pays de la Loire
1986	Colloque «Le libre-échange entre le Canada et les États-Unis» (5 intervenants, publication)	UOAR (GRIDEQ) Rimouski		Association des industries forestières du Québec, UPA, Consul général des États-Unis à Québec
1986	Table ronde : «La gestion intermédiaire du territoire»	UOAC (GRIR) Dans le cadre de l'ACFAS	GRIR en collaboration avec le GRIDEQ	Montréal, Moncton, Rimouski, Trois-Rivières, Québec, Ottawa

GRIDEQ : COLLOQUES ET SÉMINAIRES 1974-1992

Année	Titre de l'activité	Institution hôte	Collaboration(s) à l'organisation	Provenance des conférenciers(ères)
1987	Colloque sur -Le financement du développement régional- (15 intervenants, publication)	UOAR (GRIDEQ/OPDO) Rimouski	En coll. avec OPDQ	Université du Québec, Association des commissaires industriels du Québec, AOORCD, Association des MBA du Québec, l'Ordre des Ingénieurs du Québec, L'Union des municipalités régionales de comté, Chambre de Commerce de Rimouski
1987	Colloque -Entre le savoir et l'action: nouveaux rapports-	UOAC (GRIR) Chicoutimi	GRIR en collaboration avec GRIDEQ	Québec, Rimouski, Calgary, Montréal
1987	Séminaire -Economie des services et développement régional-	UOAR (GRIDEQ) Rimouski		INRS-Urbanisation
1987	Séminaire - La décentralisation gouvernementale et les nouveaux enjeux régionaux-	UOAR (GRIDEQ) Rimouski		Secrétariat à la décentralisation (Gouvernement du Québec)
1987	Séminaire sur les voies de convergences entre le GRIR et le GRIDEQ.	UOAC (GRIR) Chicoutimi	GRIR en collaboration avec GRIDEQ	Rimouski
1987	Séminaire sur l'acteur municipal	UOAR (GRIDEQ) Rimouski		Pays de la Loire
1988	Colloque : -Développement local et mouvements sociaux: perspectives et contraintes-	UOAC (GRIR) Chicoutimi	GRIR en collaboration avec GRIDEQ	Rimouski, Québec, Hull, Managua, Toronto, Ottawa, Moncton, Paris, Montréal.
1988	Séminaire -Développement endogène : aspects culturels du développement économique-	UOAR (GRIDEQ) Rimouski		École polytechnique de Lausanne (Suisse), UNESCO
1988	Séminaire -Développement régional, changements technologiques et conjoncture politique-	UOAR (GRIDEQ/MDR) Rimouski		UOAT
1988	Séminaire -Les développements récents en éducation au Nicaragua-	UOAR (GRIDEQ) Rimouski		Nicaragua (Ministère de l'Éducation)
1988	Colloque -Les villages ruraux menacés : le pari du développement- (15 intervenants, publication)	UOAR (GRIDEQ) Trinité-des-Monts		IDNS, Sénégal, Québec
1988	Séminaire de consultation sur la problématique de recherche du GRIDEQ	UOAR (GRIDEQ) Québec		U. de Montréal, IQRC, UQTR, UOAM, INRS-Urbanisation, U. Laval
1988	Séminaire de consultation sur la problématique de recherche du GRIDEQ	UOAR (GRIDEQ) Québec		U. de Montréal, U. d'Ottawa
1989	Séminaire -Culture et développement régional-	UOAR (GRIDEQ) Rimouski		OPDO, Montréal et régions
1989	Colloque -Développement et planification socio-économique : la part du subjectif et du symbolique- (10 intervenants)	UOAR (GRIDEQ) Québec Sociétés savantes (Ass. can. sc. rég.)		Université Laval, Association canadienne-française de l'Ontario, University of Illinois, University of Victoria, UOAC

GRIDEQ : COLLOQUES ET SÉMINAIRES 1974-1992

Année	Titre de l'activité	Institution hôte	Collaboration(s) à l'organisation	Provenance des conférenciers(ères)
1989	Colloque «Impacts des technologies de l'information sur la formalisation en sciences sociales et humaines» (22 intervenants)	UOAR (GRIDEQ) UOAM Montréal ACFAS		U. de Montréal, U. McGill, Collège militaire Royal, UOAM, Centre de Recherche en Imagerie Populaire, Ministère des Communications, Mouvement Desjardins, COGNISYS, Université d'Ottawa, Ministère de l'Éducation, UOAC
1990	Colloque «Franco-Québécois: Entre la dévitalisation et/ou la décentralisation: un avenir pour un espace rural?» (16 intervenants)	UOAR (GRIDEQ) Pohénegamook		UOAC, UOTR, Le Mans, Angers, Nantes, Équipe CRNS 915
1990	Séminaire «La ferme familiale: comparaison internationale»	UOAR (GRIDEQ) Rimouski		Brésil, U. Païba, Sao Paulo, INFRAT-Tunisie, Montpellier
1990	Séminaire «Les études régionales face au développement local: perspectives québécoises»	UOAR (GRIDEQ) Rimouski		UOTR, UOAC
1991	Colloque «Les nouvelles technologies de l'information et de la communication: portée et enjeux épistémologiques et éthiques» (25 intervenants)	UOAR (GRIDEQ) Rimouski	En coll. avec ETHOS et le Comité de concertation réseau sur les impacts sociaux des nouvelles technologies	UOAM, UOAC, UOTR, TELUG, UOAH
1991	Séminaire «Les pouvoirs régionaux»	UOAR (GRIDEQ)		UOAR
1991	Les pouvoirs régionaux 1: structures régionales et régionalismes dans les pays de la Communauté économique européenne.	UOAR (GRIDEQ) Rimouski		France
1991	Nouvelles technologies, informations technologiques et rôles des régions	UOAR (GRIDEQ) Rimouski		UOTR
1991	Les pouvoirs régionaux 2: structures régionales et régionalismes en Amérique Latine.	UOAR (GRIDEQ) Rimouski		France
1991	Les pouvoirs régionaux 3: structures régionales et régionalismes au Québec.	UOAR (GRIDEQ) Rimouski		France
1991	Culture, identité et développement régional.	UOAR (GRIDEQ) Rimouski		École polytechnique de Lausanne, Suisse
1991	Mass-média et pouvoirs régionaux: comment se forme une capacité d'action collective dans l'espace public.	UOAR (GRIDEQ) Rimouski		E.H.E.S.S., France
1991	Régions et régionalismes dans le monde: nature et fondements.	UOAR (GRIDEQ) Rimouski		France
1991	Une méthode satisfaisante de découpage des régions?	UOAR (GRIDEQ) Rimouski		France
1992	Problèmes théoriques centraux concernant l'étude de phénomènes identitaires.	UOAR (GRIDEQ) Rimouski		École polytechnique de Lausanne, Suisse
1992	Préoccupations de recherche	UOAR (GRIDEQ) Rimouski		E.H.E.S.S., France

GRIDEQ : COLLOQUES ET SÉMINAIRES 1974-1992

Année	Titre de l'activité	Institution hôte	Collaboration(s) à l'organisation	Provenance des conférenciers(ères)
1992	Problèmes et enjeux actuels d'une théorie de l'action collective.	UOAR (GRIDEQ) Rimouski		E.H.E.S.S., France
1992	L'apport de l'ethnométhodologie à l'étude de la culture et de la communication.	UOAR (GRIDEQ) Rimouski		E.H.E.S.S., France
1992	Plaidoyer pour un tournant langagier dans l'analyse des réalités humaines et sociales.	UOAR (GRIDEQ) Rimouski		E.H.E.S.S., France
1992	Propositions de Charlottetown Présentation et analyse 1) La clause Canada et l'Union sociale et économique du Canada; les institutions	UOAR (GRIDEQ) Rimouski		UOAR
1992	Propositions de Charlottetown 2) Les rôles et les responsabilités; les premières nations; la formule de modification	UOAR (GRIDEQ) Rimouski		UOAR
1992	Le passé, le présent, l'avenir A) Notre histoire constitutionnelle en perspective B) Le processus référendaire actuel en perspective	UOAR (GRIDEQ) Rimouski		UOAR
1992	Les enjeux forestiers	UOAR (GRIDEQ) Rimouski		UOAR Région Bas-St-Laurent
1992	La régionalisation de l'immigration : une politique en quête d'auteur ?	UOAR (GRIDEQ) Rimouski		UOAR

ANNEXE 3

**PRINCIPAUX COLLOQUES ET SÉMINAIRES
(1974-1992) :**

PRINCIPAUX CONFÉRENCIERS (ÈRES)

GRIDEQ : CONFÉRENCIERS(ÈRES) 1974-1992

Année	Nom	Prénom	Origine	Institution d'origine
1975	Alcorn	Richard	Canada	Un. Western (Ontario)
1975	Beauchamp	Claude	Québec	Un. Laval
1975	Bélanger	Marcel	Québec	Un. Laval
1975	Daigneault	René	Québec	CRD
1975	De Baré	Pierre	Québec	Député de Matane (fédéral)
1975	Dubé	Georges-Henri	Québec	Notaire à Rimouski et ancien président du BAEQ
1975	Dufort	Pierre	Québec	ODI
1975	Igartua	José	Canada	Un. Western (Ontario)
1975	Jobin	Pierre	Québec	CRD
1975	Lalond	André	Québec	Doyen de la faculté de foresterie, U. Laval et directeur du FRUL
1975	Lemieux	Vincent	Québec	Québec
1975	Paquet	Gilles	Québec	Un. Carleton (Ontario)
1975	Ploch	Louis	États-Unis	Un. du Maine à Orono
1975	Réi	Joseph	Canada	Canada
1975	Roy	Gilles	Québec	JAL
1975	Roy	Lorio	Canada	Société d'aménagement régional du Nouveau-Brunswick
1976	Angers	François-Albert	Québec	Montréal
1978	Beaugrand-Champagne	Guy	Québec	UQAM
1978	Boucher	Bernard	Québec	Le Conseil de la culture
1978	Chénailis	Aline	Québec	Ministère des Affaires sociales
1978	Chpiewska	Marie-Thérèse	Pologne	Institut de recherche coopérative : Varsovie
1978	Collin	Pierre-Claude	France	France
1978	Demers	Gérard	Québec	Secrétariat général, Conseil exécutif (Québec)
1978	Desroche	Henri	France	E.H.E.S.S.
1978	Houée	Paul	France	Collège coopératif
1978	Houle	Gilles	Québec	Un. de Montréal
1978	Labelle	Yvan	Québec	Un. Laval
1978	Lévesque	Delmas	Québec	HEC
1978	Lévi	Yair	Israël	Un. d'Haïfa
1978	Morgrain	Pierre	Québec	École populaire d'arts et d'essais
1978	Nodé	Jacques	Québec	ENAP
1978	Peyréga	Jacques	France	Un. de Bordeaux
1978	Rauscher	Pierre	France	Librairie Papicoop
1978	Rioux	Marcel	Québec	Un. de Montréal
1978	Roger	Guy	Québec	CEUOQ
1978	Tremblay	Benoît	Québec	HEC
1978	Viennet	Claude	France	EPHE
1980	Bernier	Bernard	Québec	Un. de Montréal
1980	Brunelle	Dorval	Québec	UQAM
1980	Pilon	Robert	Québec	UQAR
1980	Piot	Monique	Québec	GREDIN Un.Laval
1980	Quiré	Louis	France	Centre d'Études des Mouvements sociaux
1980	Villeneuve	Paul	Québec	Un. Laval
1981	Bécotte	Yves	Québec	Cégeg de Matane
1981	Blaiz	Jean	Québec	Québec
1981	Caron	Jean-Paul	Québec	MAM
1981	Lachance	Joelynn	Québec	SAIREQ
1981	Lepage	Jean-Louis	Québec	UPA
1981	Lionel	Robert	Québec	CRD, Québec
1981	Saintonge	Jean	Québec	GRIDEQ
1982	Morin	Denis	Québec	Un. de Sherbrooke
1982	Picon	Bernard	France	CRNS de Marseille
1982	Pianté	Pierre	Québec	UQAM
1982	Pouliot	Marcel	Québec	Un. de Sherbrooke
1982	Touraine	Alain	France	E.H.E.S.S.
1983	Apollon	Willie	Québec	Cégeg Gagneau
1983	Bodiguél	Maryvonne	France	CRNS (Paris)
1983	Houle	Gilles	Québec	Un. de Montréal
1983	Jacquard	Albert	France	France
1983	Noah	Antoine	Djibouti	École nationale d'administration de Djibouti
1983	Robert	Lionel	Québec	Cabinet du ministre Gendron
1983	Roy	Gilbert	Québec	GRDEQ
1984	Bélanger	Marcel	Québec	U. Laval
1984	Bertaux	Daniel	France	Centre d'étude des mouvements sociaux (Paris)
1984	Boisvert	Michel	Québec	Un. de Montréal
1984	Bouchard	Gérard	Québec	UQAC
1984	Boulet	Gilles	Québec	UQ

GRIDEQ : CONFÉRENCIERS(ÈRES) 1974-1992

Année	Nom	Prénom	Origine	Institution d'origine
1984	Buisières	Yves	Québec	INRS-Urbanisation
1984	Déry	Jean	Québec	UOAC
1984	Fortin	Gérald	Québec	INRS-Urbanisation
1984	Grenier	Fernand	Québec	PUO, Québec
1984	Harvey	Fernand	Québec	Institut québécois de recherche sur la culture, Québec
1984	Houle	Gilles	Québec	U. de Montréal
1984	Lanthier	Pierre	Québec	UQTR
1984	Lessard	Marc-André	Québec	Un. Laval
1984	Lévesque	Jacques	Québec	UOAM
1984	Levesque	Benoît	Québec	UOAM
1984	Roman	Marc	Québec	INRS-Urbanisation
1984	Thibodeau	Jean-Claude	Québec	INRS-Urbanisation
1984	Villeneuve	Paul-Y.	Québec	Un. Laval
1985	Bodiguel	Maryvonne	France	CFRS
1985	Houdebine	Anne-Marie	France	Un. d'Angers
1985	Humbert	Colette	France	INODEP
1985	Lamarche	Hugues	France	CFRS, Paris
1985	Picon	Bernard	France	CFRS, Paris
1985	Pilon-Lé.	Lise	Québec	U. Laval
1985	Reimer	Bill	Québec	Un. Concordia
1985	Renard	Jean	France	Un. de Nantes
1985	Servolin	Claude	France	INRA
1985	Vachon	Bernard	Québec	UOAM
1986	Allard	Michèle	Québec	A.T.R. de la Gaspésie
1986	Chauvet	Alain	France	Un. de Nantes
1986	Chevalier	Jacques	France	Un. du Maine, Le Mans
1986	Demers	Jacques	Québec	Cabinet du sous-ministre, tourisme
1986	Duchesne	André	Québec	Association des industries forestières du Québec
1986	Forest	Eric	Québec	Service de développement du tourisme et des congrès
1986	Gauvin	Candide	Québec	M.L.C.P.
1986	Parenteau	Jean-Claude	Québec	UPA
1986	Rosenblatt	Lionel	Canada	Consul général des États-Unis à Québec
1986	Viens	Réal	Québec	A.T.R. Bas Saint-Laurent
1987	Bégin	Robert	Québec	Industrielle-Alliance
1987	Béland	Claude	Québec	Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins
1987	Blanchet	Claude	Québec	Fonds de solidarité de la Fédération des travailleurs du Québec
1987	Campeau	Jean	Québec	Caisse de dépôt et de placement du Québec
1987	Cassista	Denis	Québec	PURDEL
1987	Côté	Marc-Yvan	Québec	Ministre des transports, responsable du développement régional
1987	Delisle	Pierre	Québec	MIC
1987	Desrosiers	Lawrence	Québec	Secrétariat à la décentralisation, Québec
1987	Gagnon	Jacques	Québec	OPDO
1987	Lafrance	Marcel	Québec	Fondation de l'entrepreneurship
1987	Lapointe	Adem	Québec	Socrent
1987	Ménard	Pierre	Québec	ACCORD
1987	Millette	Yves	Québec	Banque fédérale de développement
1987	Nicolet	Roger	Québec	Union des municipalités régionales de comté du Québec
1987	Paity	Réal	Québec	Association des commissaires industriels du Québec
1987	Pestieau	Caroline	Canada	Conseil économique du Canada
1987	Pichette	Claude	Canada	Société d'entraide économique
1987	Piché	Claude	Québec	Commission d'initiative et de développement économique de Montréal
1987	Plante	Normand	Canada	MEIR
1987	Rousseau	Henri-Paul	Canada	Banque nationale du Canada
1987	Simard	Jean-Jacques	Québec	U. Laval
1987	Tremblay	Gérard	Québec	Société de développement industriel du Québec
1988	Abgrall	Jean-François	Québec	UOAR
1988	Andrew	Caroline	Canada	U. d'Ottawa
1988	Bassand	Michel	Suisse	École polytechnique de Lausanne
1988	Bouchard	Louis-M.	Québec	OPDO, Québec
1988	Castillo de Zuniga	Nydia	Nicaragua	Ministère de l'Éducation du Nicaragua
1988	Colombino	Enrique	Québec	UQAT

GRIDEQ : CONFÉRENCIERS(ÈRES) 1974-1992

Année	Nom	Prénom	Origine	Institution d'origine
1988	Côté	Charles	Québec	CRSSS, Chicoutimi
1988	Gagnon	Gabriel	Québec	U. de Montréal
1988	Gendron	Violette	Québec	IDNS
1988	Hamel	Pierre	Québec	Un. de Montréal
1988	Harvey	Fernand	Québec	KRC
1988	Laplante	Robert	Québec	UOAT
1988	Lévesque	Benoit	Québec	UOAM
1988	Polèse	Mario	Québec	INRS-Urbanisation
1988	Sidibé	Hallassy		Mail
1988	Sokoloff	Béatrice	Québec	Un. de Montréal
1988	Villeneuve	Paul-Y.	Québec	Un. Laval
1989	De Champlain	Michel	Québec	Collège Militaire Royal
1989	Boyer	Jean-Pierre	Québec	UOAM
1989	Bureau	Luc	Québec	Un. Laval
1989	Claret	Henri	Québec	Un. du Québec
1989	Desbiens	Jocelyn	Québec	Collège Militaire Royal
1989	Desjardins	Jean	Québec	Centre de Recherche en Imagerie Populaire
1989	Dussault	Bernard	Québec	OPDO
1989	Fayad	Fabienne	Québec	COGNISYS
1989	Gagnon	Jacques	Québec	OPDO
1989	Gilbert	Anne	Canada	Association canadienne-française de l'Ontario
1989	Guttenberg	Albert	États-Unis	Un. of Illinois
1989	Janta-Polcaynski	Marin	Québec	Un. McGill
1989	Lacharité	Normand	Québec	UOAM
1989	Morin	Bertrand	Québec	Ministère de l'Éducation
1989	Morin	Jean-Yves	Québec	U. de Montréal
1989	Paradis	Henri	Québec	Député de Matapédia
1989	Parent	Richard	Québec	Ministère des Communications
1989	Perry	G.Neil	Canada	Un. of Victoria
1989	Phipps	Michael	Canada	U. d'Ottawa
1989	Poulin	Marcel	Québec	Mouvement Desjardins
1989	Proulx	Serge	Québec	UOAM
1989	Rada Donath	Alex	Québec	UOAC
1989	Roy	Fernand	Québec	UOAC
1989	Tremblay	Gaston	Québec	UOAM
1990	Bertrand	Jean-René	France	Un. du Maine (Le Mans)
1990	Brumer	Anita	Brésil	
1990	Cernakian	Jean	Québec	UQTR
1990	Chevalier	Jacques	France	Un. du Maine (Le Mans)
1990	Désy	Jean	Québec	UOAC
1990	Dugas	Clermont	Québec	UOAR
1990	Duque	Gislaine	Brésil	U. Païba
1990	Essemet	Mokatar	Tunisie	Tunisie
1990	Gouin	Pascale	France	Un. du Maine (Le Mans)
1990	Hérin	Maurice	France	Un. du Maine (Le Mans)
1990	Humeau	Jean-Baptiste	France	Un. d'Angers
1990	Joyal	André	Québec	UQTR
1990	Klein	Juan-Luis	Québec	UOAC
1990	Moré	Marie-Claude	France	Montpellier
1990	Peyon	Jean-Pierre	France	Un. du Maine (Le Mans)
1990	Proulx	Marc	Québec	UOAC
1990	Renard	Jean	France	Un. de Nantes
1990	Riolland	Cécile	France	Un. de Nantes
1990	Rouveau	Robert	France	Un. du Maine (Le Mans)
1990	Séguin	Armand	Québec	UQTR
1990	Sztokman	Nicole	France	Un. de Nantes
1990	Wanderley	Maria Nazaré	Brésil	Sao Paulo
1991	Freitag	Michel	Québec	UOAM
1991	Kaufmann	Niklaus	Québec	UQTR
1991	Plourde	Simonne	Québec	UOAR
1991	Pronovost	Gilles	Québec	UOAM
1991	Rada-Donath	Alex	Québec	UOAC
1991	Lambinet	Marc	France	
1991	Julien	Pierre-André	T-Rivières	UQTR
1991	Robert	Robert	Québec	SADRE
1992	Bassand	Michel	Suisse	Ecole polytechnique de Lausanne
1992	Giguère	Rita	Rimouski	Conseil de la culture
1992	Michaud	John	Rimouski	MAC
1992	Lachapelle	François	Rimouski	Musée régional
1992	Beizille	Eudore	Rimouski	Les Gens d'en bas

GRIDEQ : CONFÉRENCIERS(ÈRES) 1974-1992

Année	Nom	Prénom	Origine	Institution d'origine
1992	Théberge	Lorraine	Rimouski	Urgence rurale
1992	Lafontaine	Danielle	Rimouski	UQAR
1992	Velikov	Velitchko	Rimouski	UQAR
1992	Ouéré	Louis	France	E.H.E.S.S.
1992	Bonneau	Micheline	Rimouski	UQAR
1992	Kabano	John	Rimouski	Accueil et intégration
1992	Beaucage	Benoît	Rimouski	UQAR
1992	Thivierge	Nicole	Rimouski	UQAR
1992	Dionne	Hugues	Rimouski	UQAR
1992	Bouthillier	Luc	Québec	Université Laval

ANNEXE 4

OUVRAGES ÉDITÉS PAR LE GRIDEQ

GRUPE DE RECHERCHE INTERDISCIPLINAIRE SUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'EST DU QUÉBEC UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI

Le GRIDEQ diffuse trois séries de publications :

- Les **CAHIERS DU GRIDEQ** livrent les résultats des recherches entreprises par les membres, les étudiants, les étudiantes et d'autres intervenants et intervenantes dont les travaux portent sur le développement régional.
- La série **ACTES ET INSTRUMENTS DE LA RECHERCHE EN DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL** est consacrée aux rapports de recherche, aux actes des colloques, aux séminaires et aux instruments de travail.
- La collection **TÉMOIGNAGES ET ANALYSES** nous révèle les expériences d'intervenants et d'intervenantes chevronnés.

CAHIERS DU GRIDEQ

- Cahier 1 : **Bibliographie : les inégalités de développement régional, au Québec et au Canada.** Par Pierre Bruneau et Jean Larrivée. 1977. 157 p.
- Cahier 2 : **Les entreprises de mass média de l'Est du Québec et leur personnel (enquête auprès des patrons).** Par Benoît Lévesque, Jean Larrivée, Claude Morin. 1978. 147 p.
- Cahier 3 : **La cablôdistribution dans l'Est du Québec (Les entreprises).** Par Hugues Dionne et al. 1978. 201 p.
- Cahier 4 : **L'animation sociale au Québec : bibliographie.** Par Serge Lapointe et al. 1978. 91 p.

- Cahier 5 : **Sociographie du personnel spécialisé des mass média de l'Est du Québec.** Par Benoît Lévesque et Jean Larrivée. 1979. 212 p.
- Cahier 6 : **Le modèle centre-périphérie appliqué à l'Est du Québec.** Par Alain Gagnon. 1979. 156 p.
- Cahier 7 : **L'idéologie du BAEQ et les relocalisés de l'Est du Québec.** Par Pauline Côté. 1981. 193 p.
- Cahier 8 : **Le Conseil régional de développement de l'Est du Québec.** Par Johanne Jutras. 1981. 144 p.
- Cahier 9 : **Industrie manufacturière et développement inégal des régions du Québec. Résultats préliminaires et problématique d'une recherche.** Par Serge Côté, Benoît Lévesque, Juan-Luis Klein et d'autres collaborateurs. 1982. 124 p.
- Cahier 10 : **Les interrelations entre les industries des pâtes et papiers et du sciage et le développement économique de l'Est du Québec 1950 à 1980.** Par Jean Saintonge. 1982. 167 p.
- Cahier 11 : **Aménagement intégré des ressources et luttes en milieu rural.** Par Hugues Dionne et autres. 1983. 348 p.
- Cahier 12 : **La Coopérative agricole du Bas-Saint-Laurent : un agent de développement.** Par Alain Côté. 1983. 120 p.
- Cahier 13 : **Le Témiscouata en toute justice.** Par Pierre Bérubé. 1983. 120 p.

- Cahier 14 : **Région, régionalisme et développement régional. Le cas de l'Est du Québec.** Sous la direction de Bruno Jean et Danielle Lafontaine. 1984. 358 p.
- Cahier 15 : **Consommation des mass médias, régions et classes sociales.** Par Bruno Jean, Danielle Lafontaine et Benoît Lévesque. 1985. 375 p.
- Cahier 16 : **Les chantiers forestiers de la Rimouski (1930-1940). Techniques traditionnelles et culture matérielle.** Par Louise Proulx. 1985. 105 p.
- Cahier 17 : **La papeterie de la Vallée de la Matapédia : du projet à la lutte.** Par Jean Bonneville. 1986. 245 p.
- Cahier 18 : **Organisations populaires et transformations sociales. Le R.O.C.C.R. et six de ses organismes-membres.** Par Marie Blanchard. 1986. 374 p.
- Cahier 19 : **La régionalisation de Radio-Québec : l'histoire d'un prétexte.** Par Laura Chouinard et Michel Pomerleau. 1987. 205 p.
- Cahier 20 : **Enjeux forestiers.** Sous la direction de Paul Larocque et Jean Larrivée. 1991. 220 p.
- Cahier 21 : **Les pouvoirs régionaux en question. 1- Structures régionales et régionalismes dans les pays de la Communauté économique européenne.** Par Marc Lambinet. 1993. 394 p.

**ACTES ET INSTRUMENTS DE LA RECHERCHE EN
DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL**

- Actes 1 : **La ruralité en question.** Par Bruno Jean et al. 1985. 75 p.
- Actes 2 : **Psychanalyse et changement social : réflexions épistémologiques sur la question du développement.** Sous la direction de Danielle Lafontaine. 1986. 386 pages.
- Actes 3 : **Vers de nouveaux territoires intermédiaires?** Par Hugues Dionne et al. (Co-édition). 1986. 230 p.
- Actes 4 : **Agriculture collective et développement régional. Le JAL et les Maraîchers de la Mitis.** Par Martin Harrisson. 1987. 279 p.
- Actes 5 : **Pouvoir local et développement dans la Vallée de la Matapédia, 1974-1983.** Par Linda Rouleau. 1988. 368 p.
- Actes 6 : **Formation et Savoir-Faire, (Échanges Nord-Sud : pour des transferts sur mesure).** Actes du colloque de l'IDNS (1987). 1989. 113 p.
- Actes 7 : **Les villages ruraux menacés : le pari du développement.** Actes du colloque du GRIDEQ-IDNS (septembre 1988). 1989. 253 p.
- Actes 8 : **L'identité territoriale : la dualité rurale-urbaine dans la M.R.C. Les Basques.** Par Claude Pageon. 1991. 186 p.
- Actes 9 : **L'appropriation des projets de développement. Le cas des Micro-réalisations au Burkina Faso.** Par Hamidou Benoît Ouédraogo. 1992.

TÉMOIGNAGES ET ANALYSES

- N^o 1 : **Une forêt pour vivre. Témoignage d'un sylviculteur.** Par Léonard Otis en coll. avec Augustine Lavoie, Paul Larocque et Jean Larrivée. 1989. 124 p.
- N^o 2 : **L'utopie en acte : la Commune de la Plaine.** Par Marc Corbeil. 1990. 110 p.
- N^o 3 : **D'hier à demain : la pêche maritime au Québec.** Par O. Cloutier et G. Lelièvre en coll. avec Paul Larocque et Jean Larrivée. 1991. 116 p.
- N^o 4 : **Femmes violentées. Derrière le masque du silence.** Par R. Gratton et S. Lambert en collaboration avec Danielle Lafontaine et Nicole Thivierge. 1992. 120 p.

DOCUMENTS GÉNÉRAUX DU GRIDEQ
(cette série a été remplacée par les Actes et instruments
de la recherche en développement régional en 1985)

- Document 1 : **Mémoire du GRIDEQ à la Commission Healy sur les études supérieures en sciences humaines au Canada.** Rédigé par Fernand Harvey. 1975. 23 p.
- Document 2 : **Mission d'exploration en France sur les questions rurales et régionales.** Par Pierre Bruneau, Yves Dion et Fernand Harvey. 1977. 94 p.
- Document 3 : **Mission de recherche en France (Bretagne et Pays de l'Adour).** Par Hugues Dionne. 1978. 47 p.
- Document 4 : **Mission de recherche au Québec sur les phénomènes de marginalité dans les régions périphériques.** Par Michel Chadeaud et Gilbert Dalla Rosa. 1978. 7 p.
- Document 5 : **Mission de recherche en France sur les stratégies de développement régional et le rôle des petites et moyennes villes en région périphérique (du 12 mai au 2 juin 1979).** Par Pauline Côté. 1979. 91 p.
- Document 6 : **Élites dirigeantes et mouvement national en Bretagne.** Par Louis Quéré. Séminaire présenté au GRIDEQ en février 1980. 1980. 45 p.

- Document 7 : **L'aménagement et le développement régional : Pourquoi? Par qui? Comment?** Par Jean Larrivée. Réflexion suite à un stage en France organisé par l'Office franco-québécois pour la jeunesse. 1980. 45 p.
- Document 8 : **L'analyse automatique du discours de Michel Pêcheux : application de cette méthode dans une analyse de quatre arrêtés en conseil sur la relocalisation dans l'Est du Québec.** Par Pauline Côté. 1981. 76 p.
- Document 9 : **L'impact des lois 90 (zonage agricole) et 125 (aménagement-urbanisme) dans l'Est du Québec.** Actes du colloque tenu à l'Université du Québec à Rimouski, 27 et 28 mars 1981. 1981. 135 p.
- Document 10 : **La question du découpage territorial et l'utilisation des statistiques.** Par Jean Larrivée. 1982. 31 p.
- Document 11 : **Les structures productives d'une région périphérique, l'Est du Québec (1896-1980).** Par Benoît Beaucage et al. 1984. 713 p.

HORS SÉRIE

La problématique du développement en milieu rural. 1976. 279 p.

Répertoire des centres de documentation et des organismes s'intéressant à l'aménagement et au développement régional ou à des sujets connexes. Par Jean Larrivée. 1980. 31 p.

Répertoire de données compilées par le GRIDEQ. Par Rita Giguère et Jean Larrivée sous la direction de Danielle Lafontaine. 1982. 134 p.

La recherche en développement régional à l'Université du Québec. Répertoire 1980-83. Sous la direction de Danielle Lafontaine. 1984. 475 p.

Du local à l'État : les territorialités du développement. Par Hugues Dionne et al. (Co-édition). 1986. 141 p.

Actes du colloque. Le financement du développement régional. GRIDEQ-OPDQ. 1988. 274 p.

De la Loire au Saint-Laurent : des régions rurales face aux recompositions territoriales. GRIDEQ, GRIR et URA 915. Sous la direction de J. Chevalier, B. Jean et al. 1991. 354 p.

AUTRES DOCUMENTS HORS SÉRIES

GRIDEQ. Prévisions budgétaires 1975-1976. Rimouski, UQAR, 1975. 6 p.

GRIDEQ. Rapport annuel 1975-76. Rimouski, UQAR, 1976. 18 p.

GRIDEQ. Rapport annuel 1976-1977. Rimouski, UQAR, 1977. 25 p.

GRIDEQ. Rapport annuel 1977-78. Rimouski, UQAR, 1978. 32 p.

GRIDEQ. Budget d'infrastructure et de fonctionnement pour la période allant du 1er octobre 1979 au 31 mai 1980. Rimouski, UQAR, 1979. 26 p.

GRIDEQ. Demande d'une subvention d'infrastructure pour la période allant du 1er janvier au 31 mai 1980. Rimouski, UQAR, 1979. 110 p.

GRIDEQ. Demande d'une subvention d'infrastructure pour la période allant du 1er juin 1980 au 31 mai 1981. Rimouski, UQAR, 1980. 63 p.

GRIDEQ. Rapport d'activités 1980-81 et demande de subvention d'infrastructure 1981-82. Rimouski, UQAR, 1981. 68 p.

GRIDEQ. Rapport d'activités 1981-82 et demande de subvention d'infrastructure 1982-83. Rimouski, UQAR, 1982. 61 p.

GRIDEQ. Rapport d'activités 1982-83 et demande de subvention d'infrastructure 1983-84. Rimouski, UQAR, 1983. 71 p.

GRIDEQ. Rapport d'activités 1983-84 et demande de subvention d'infrastructure 1984-85. Rimouski, UQAR, 1984. 61 p.

GRIDEQ. Rapport annuel 1984-1985. Rimouski, UQAR, 1985. 36 p.

GRIDEQ. Rapport annuel 1985-1986. Rimouski, UQAR, 1986. 37 p.

GRIDEQ. Rapport annuel 1986-1987. Rimouski, UQAR, 1987. 32 p.

GRIDEQ. Rapport annuel 1987-1988. Rimouski, UQAR, 1988. 51 p.

GRIDEQ. Rapport annuel 1988-1989. Rimouski, UQAR, 1989. 79 p.

GRIDEQ. Rapport annuel 1989-1990. Rimouski, UQAR, 1990. 81 p.

GRIDEQ. Rapport annuel 1990-1991. Rimouski, UQAR, 1991. 79 p.

ANNEXE 5
SUBVENTIONS ET COMMANDITES OBTENUES
(1976-1991)

SUBVENTIONS ET COMMANDITES OBTENUES (76-91)

GRIDEQ

SUBVENTIONS ET COMMANDITES OBTENUES PAR ORGANISME¹ 1976-1991

ORGANISME	MONTANT	%
CRDI	70,073	3,6%
ACDI	17,500	
Secrétariat d'Etat du Canada	11,600	
Association des études canadiennes	1,500	
CRSH	292,856	15,1%
Pêches et Océans Canada	10,000	
Emploi et Immigration Canada	200,551	10,4%
Conseil national de la recherche du Canada	5,537	
Fédération canadienne des sciences sociales	5,519	
Association des Universités canadiennes	13,800	
DATAR - France	29,000	
UNESCO	800	
Coopération France-Québec	9,000	
Institut international de la communication	33,200	1,7%
IDNS	27,708	
OPDQ	301,956	15,6%
DGES	8,000	
Ministère des Communications	26,914	
Ministère des Relations Internationales	27,075	
Ministère des Affaires culturelles	6,500	
Ministère des Affaires intergouvernementales	10,000	
IQRC - UQAR	30,000	
INRS - Urbanisation et MEQ	44,300	2,3%
CRSAQ	19,048	
CRSUQ	3,395	
CQRS	25,550	
FCAR	261,600	13,5%
CSR	35,249	
UQ	61,900	3,2%
Fédération Desjardins	500	
Famille Lacroix-Dutil	22,000	
AQORCD	5,000	
UPA	8,450	
CILCPF	19,500	
Conférence Initiatives et développement	4,500	
SAIREQ	6,960	
Réserve Duchénier	1,100	
Ventes publications GRIDEQ	36,930 ²	
Autres subventions	240,699	
Total	1,935,770	100%

1 Les montants inscrits représentent davantage un ordre de grandeur. Comte tenu que les méthodes de recensement des subventions ont beaucoup fluctué dans le temps, il est difficile d'établir avec exactitude l'ensemble des subventions par organisme.

2 Ce montant ne représente qu'une partie des ventes.

SUBVENTIONS ET COMMANDITES OBTENUES (76-91)

GRIDEQ SUBVENTIONS ET COMMANDITES OBTENUES 1976-1991

ANNEES	TOTAL	F.I.R.	FONCTIONNEMENT	EXTERNNES	AUTRES
1976-1977	17,444	---	16,225	1,219	---
1977-1978	90,081	36,942	18,225	34,914	---
1978-1979	126,310	31,100	25,210	70,000	---
1979-1980	92,190	33,190	37,500	21,500	---
1980-1981	211,758	42,037	50,861	118,860	---
1981-1982	203,814	10,000	58,914	134,900	---
1982-1983	299,774	55,960	69,181	174,633	---
1983-1984	262,274	40,102	68,981	153,191	---
1984-1985	303,525	52,977	73,158	167,390	10,000 ¹
1985-1986	174,683	11,260	73,223	90,200	---
1986-1987	146,895	15,079	78,984	42,832	10,000 ²
1987-1988	330,751	31,682	78,377	210,892	9,800 ³
1988-1989	315,519	21,800	84,625	190,491	18,603 ⁴
1989-1990	345,883	9,437	84,661	247,785	4,000 ⁵
1990-1991	378,461	13,837	84,661	276,963	3,000 ⁶
TOTAL 1976-1991	3,299,362	405,403	902,786	1,935,770	55,403
En pourcentage	100%	12,3%	27,4%	58,7%	1,6%

N.B. Les montants inscrits représentent davantage un ordre de grandeur. Compte tenu que les méthodes de recension des subventions ont beaucoup fluctué dans le temps, il est difficile d'établir avec une complète exactitude l'ensemble des subventions obtenues par le GRIDEQ au cours de ces années.

- 1 UQAR-Informatique
- 2 Fondation UQAR
- 3 Fondation UQAR
- 4 UQAR - FIP - FUQAR
- 5 DO-16-UQAR
- 6 DO-16

ANNEXE 6

**DIRECTEURS, MEMBRES FONDATEURS ET MEMBRES
RÉGULIERS DU GRIDEQ (1974-1992)**

**LISTE DES PERSONNES AYANT OCCUPÉ
LA DIRECTION DU GRIDEQ
1974-1992**

NOM	PÉRIODES*
Fernand Harvey	1974-1975 1975-1976 1976-1977 1977-1978
Robert Carrier	1978-1979
Pierre Bruneau	1979-1980
Hugues Dionne	1980-1981
Danielle Lafontaine	1981-1982 1982-1983
Bruno Jean	1983-1986 1986-1988
Danielle Lafontaine	1988-1990 1990-1992

* Les périodes indiquées correspondent aux termes des mandats successifs des personnes ayant occupé la direction lesquelles furent toujours élues par et parmi les membres réguliers du GRIDEQ.

**MEMBRES FONDATEURS ET MEMBRES RÉGULIERS
DU GRIDEQ
(1974-1992)**

ANNÉE 1974	
MEMBRES FONDATEURS	
NOMS	DISCIPLINES
Yves Dion	Économie
Clermont Dugas	Géographie
Fernand Harvey	Sociologie
Guy Massicotte	Histoire

ANNÉE 1974-1975	
MEMBRES RÉGULIERS DU GRIDEQ	
NOMS	DISCIPLINES
Fernand Harvey (coordonnateur)	Sociologie
Clermont Dugas	Géographie
Pierre Bruneau	Géographie
Noël Bélanger	Histoire
James D. Twaites	Histoire
Jacques Lemay	Histoire
Guy Massicotte	Histoire
Pierre Fortin	Éthicologie
Yves Dion	Économie
Yvon Bouchard	Sociologie

ANNÉE 1975-1976**MEMBRES RÉGULIERS DU GRIDEQ**

NOMS	DISCIPLINES
Fernand Harvey (coordonnateur)	Sociologie
Clermont Dugas	Géographie
Pierre Bruneau	Géographie
Noël Bélanger	Histoire
James D. Twaites	Histoire
Jacques Lemay	Histoire
Guy Massicotte	Histoire
Pierre Fortin	Éthicologie
Yves Dion	Économie
Paul Larocque	Histoire
Michel Marullo	Administration
Paul-Émile Vignola	Philosophie
Benoît Lévesque	Sociologie
Monique Dumais	Éthicologie

ANNÉE 1976-1977	
MEMBRES RÉGULIERS DU GRIDEQ	
NOMS	DISCIPLINES
Fernand Harvey (coordonnateur)	Sociologie
Clermont Dugas	Géographie
Pierre Bruneau	Géographie
Noël Bélanger	Histoire
James D. Twaites	Histoire
Jacques Lemay	Histoire
Guy Massicotte	Histoire
Pierre Fortin	Éthicologie
Yves Dion	Économie
Paul Larocque	Histoire
Robert Carrier	Administration
Paul-Émile Vignola	Philosophie
Benoît Lévesque	Sociologie
Monique Dumais	Éthicologie
Hugues Dionne	Sociologie
Gilles Brien	Géographie

ANNÉE 1977-1978	
MEMBRES RÉGULIERS DU GRIDEQ	
NOMS	DISCIPLINES
Fernand Harvey (coordonnateur)	Sociologie
Pierre Bruneau	Géographie
Noël Bélanger	Histoire
Jacques Lemay	Histoire
Guy Massicotte	Histoire
Pierre Fortin	Éthicologie
Yves Dion	Économie
Paul Larocque	Histoire
Robert Carrier	Administration
Paul-Émile Vignola	Philosophie
Benoît Lévesque	Sociologie
Monique Dumais	Éthicologie
Hugues Dionne	Sociologie
Gilles Brien	Géographie
Pauline Côté	Psychologie
Bruno Jean	Sociologie
Serge Lapointe	Psychologie
Velitchko Velikov	Géographie

ANNÉE 1978-1979	
MEMBRES RÉGULIERS DU GRIDEQ	
NOMS	DISCIPLINES
Fernand Harvey	Sociologie
Pierre Bruneau	Géographie
Jacques Lemay	Histoire
Yves Dion	Économie
Paul Larocque	Histoire
Robert Carrier (directeur)	Administration
Benoît Lévesque	Sociologie
Monique Dumais	Éthicologie
Hugues Dionne	Sociologie
Pauline Côté	Psychologie
Bruno Jean	Sociologie
Serge Côté	Sociologie
Danielle Lafontaine	Sociologie
Jean Larrivée	Histoire
Claude Livernoche	Géographie
Jacques Roy	Géographie
Benoît Beaucage	Histoire
Jean-Claude St-Amant	Histoire
MEMBRES ASSOCIÉS DU GRIDEQ	
Fernand Cousineau	Économie
Francis Gagné	Économie
Johanne Jutras	Développement régional
Serge Lapointe	Psychologie
Guy Massicotte	Histoire
Jacques Pelletier	Lettres
MEMBRES INVITÉS DU GRIDEQ	
Marie-Christine Daste	Géographie (stage français)
Jean-Pierre Lafon-Manescau	Géographie (stage français)
Bernadette Minvielle	Géographie (stage français)

ANNÉE 1979-1980	
MEMBRES RÉGULIERS DU GRIDEQ	
NOMS	DISCIPLINES
Pierre Bruneau (directeur)	Géographie
Jacques Lemay	Histoire
Yves Dion	Économie
Paul Larocque	Histoire
Robert Carrier	Administration
Benoît Lévesque	Sociologie
Monique Dumais	Éthicologie
Hugues Dionne	Sociologie
Pauline Côté	Psychologie
Bruno Jean	Sociologie
Serge Côté	Sociologie
Danielle Lafontaine	Sociologie
Jean Larrivée	Histoire
Claude Livernoche	Géographie
Jacques Roy	Géographie
Benoît Beaucage	Histoire
Louise Forest	Sc. de l'éducation
Jean-Claude St-Amant	Histoire
MEMBRES ASSOCIÉS DU GRIDEQ	
Fernand Cousineau	Économie
Francis Gagné	Économie
Johanne Jutras	Développement régional
Serge Lapointe	Psychologie
Guy Massicotte	Histoire
Antonio Lechasseur	Histoire
Normande Babin	Sc. de l'éducation
Fernand Harvey	Sociologie
Jacques Pelletier	Lettres

ANNÉE 1980-1981	
MEMBRES RÉGULIERS DU GRIDEQ	
NOMS	DISCIPLINES
Jacques Lemay	Histoire
Paul Larocque	Histoire
Robert Carrier	Administration
Benoît Lévesque	Sociologie
Monique Dumais	Éthicologie
Hugues Dionne (directeur)	Sociologie
Pauline Côté	Psychologie
Bruno Jean	Sociologie
Serge Côté	Sociologie
Danielle Lafontaine	Sociologie
Jean Larrivée	Histoire
Claude Livernoche	Géographie
Jacques Roy	Géographie
Benoît Beaucauge	Histoire
Louise Forest	Sc. de l'éducation
Juan-Luis Klein	Géographie
Oleg Stanek	Mathématique
Jean-Claude St-Amant	Histoire
MEMBRES ASSOCIES DU GRIDEQ	
Fernand Cousineau	Économie
Francis Gagné	Économie
Johanne Jutras	Développement régional
Serge Lapointe	Psychologie
Guy Massicotte	Histoire
Antonio Lechasseur	Histoire
Normande Babin	Sc. de l'éducation
Fernand Harvey	Sociologie
Pierre Bruneau	Géographie
Micheline Bonneau	Sociologie
Jacques Pelletier	Lettres

ANNÉE 1981-1982

MEMBRES RÉGULIERS DU GRIDEQ

NOMS	DISCIPLINES
Jacques Lemay	Histoire
Paul Larocque	Histoire
Nicole Thivierge	Histoire
Benoît Lévesque	Sociologie
Monique Dumais	Éthicologie
Johanne Boisjoly	Sociologie
Pauline Côté	Psychologie
Bruno Jean	Sociologie
Serge Côté	Sociologie
Danielle Lafontaine (directrice)	Sociologie
Jean Larrivée	Histoire
Micheline Bonneau	Sociologie
Jacques Roy	Géographie
Benoît Beaucage	Histoire
Louise Forest	Sc. de l'éducation
Raynald Horth	Psychopédagogie
Oleg Stanek	Mathématique
Jean-Claude St-Amant	Histoire

MEMBRES ASSOCIÉS DU GRIDEQ

Fernand Cousineau	Économie
Francis Gagné	Économie
Johanne Jutras	Développement régional
Serge Lapointe	Psychologie
Guy Massicotte	Histoire
Antonio Lechasseur	Histoire
Normande Babin	Sc. de l'éducation
Fernand Harvey	Sociologie
Pierre Bruneau	Géographie
Jocelyn Boucher	Développement régional
Jacques Pelletier	Lettres
Hugues Dionne	Sociologie
Solange Côté	Sc. de l'éducation
Jacinthe Fraser	Développement régional
Alain Gagnon	Politicologue
Gaëtan Roy	Développement régional
Linda St-Maurice	Développement régional
Normand Voyer	Développement régional

PERSONNEL DU GRIDEQ

Jean Larrivée	Agent de recherche
Lise Castonguay	Secrétaire

ANNÉE 1982-1983	
MEMBRES RÉGULIERS DU GRIDEQ	
NOMS	DISCIPLINES
Jacques Lemay	Histoire
Paul Larocque	Histoire
Nicole Thivierge	Histoire
Marie-France Paradis	Anthropologie
Monique Dumais	Éthicologie
Johanne Boisjoly	Sociologie
Pauline Côté	Psychologie
Bruno Jean	Sociologie
Serge Côté	Sociologie
Danielle Lafontaine (directrice)	Sociologie
Jean Larrivée	Histoire
Micheline Bonneau	Sociologie
Jacques Roy	Géographie
Benoît Beucage	Histoire
Louise Forest	Sc. de l'éducation
Raynald Horth	Psychopédagogie
Oleg Stanek	Mathématique
Pierre Bruneau	Géographie
Hugues Dionne	Sociologie
Jean-Claude St-Amant	Histoire
MEMBRES ASSOCIÉS DU GRIDEQ	
Fernand Cousineau	Économie
Francis Gagné	Économie
Johanne Jutras	Développement régional
Antonio Lechasseur	Histoire
Normande Babin	Sc. de l'éducation
Fernand Harvey	Sociologie
Pierre Bruneau	Géographie
Jocelyn Boucher	Développement régional
Jacques Pelletier	Lettres
Solange Côté	Sc. de l'éducation
Jacinthe Fraser	Développement régional
Alain Gagnon	Politologue
Gaétan Roy	Développement régional
Linda St-Maurice	Développement régional
Normand Voyer	Développement régional
PERSONNEL DU GRIDEQ	
Jean Larrivée	Agent de recherche
Lise Blanchette	Secrétaire

ANNÉE 1983-1984	
MEMBRES RÉGULIERS DU GRIDEQ	
NOMS	DISCIPLINES
Jacques Lemay	Histoire
Paul Larocque	Histoire
Nicole Thivierge	Histoire
Marie-France Paradis	Anthropologie
Monique Dumais	Éthicologie
Johanne Boisjoly	Sociologie
Pauline Côté	Psychologie
Bruno Jean (directeur)	Sociologie
Serge Côté	Sociologie
Danielle Lafontaine	Sociologie
Jean Larrivée	Histoire
Micheline Bonneau	Sociologie
Jacques Roy	Géographie
Benoît Beaucage	Histoire
Louise Forest	Sc. de l'éducation
Raynald Horth	Psychopédagogie
Oleg Stanek	Mathématique
Pierre Bruneau	Géographie
Hugues Dionne	Sociologie
Marc Bénitah	Économie
MEMBRES ASSOCIÉS DU GRIDEQ	
Fernand Cousineau	Économie
Francis Gagné	Économie
Johanne Jutras	Développement régional
Antonio Lechasseur	Histoire
Fernand Harvey	Sociologie
Pierre Bruneau	Géographie
Jacques Pelletier	Lettres
Jacinthe Fraser	Développement régional
Alain Gagnon	Politologue
Gaétan Roy	Développement régional
Linda St-Maurice	Développement régional
Jean-Claude St-Amant	Histoire
Jacqueline Tremblay	Développement régional
Normand Voyer	Développement régional
PERSONNEL DU GRIDEQ	
Jean Larrivée	Agent de recherche
Lise Blanchette	Secrétaire

ANNÉE 1984-1985	
MEMBRES RÉGULIERS DU GRIDEQ	
NOMS	DISCIPLINES
Jacques Lemay	Histoire
Paul Larocque	Histoire
Nicole Thivierge	Histoire
Marie-France Paradis	Anthropologie
Pauline Côté	Psychologie
Bruno Jean (directeur)	Sociologie
Serge Côté	Sociologie
Danielle Lafontaine	Sociologie
Jean Larrivée	Histoire
Micheline Bonneau	Sociologie
Benoît Beaucage	Histoire
Louise Forest	Sc. de l'éducation
Raynald Horth	Psychopédagogie
Oleg Stanek	Mathématique
Hugues Dionne	Sociologie
Robert Carrier	Administration
Jean Saintonge	Économie
Marc Bénitah	Économie
MEMBRES ASSOCIÉS DU GRIDEQ	
Francis Gagné	Économie
Pierre Bruneau	Géographie
Jacinthe Fraser	Développement régional
Alain Gagnon	Politologie
Gaétan Roy	Développement régional
Linda St-Maurice	Développement régional
Jean-Claude St-Amant	Histoire
Jacqueline Tremblay	Développement régional
Johanne Boisjoly	Sociologie
Monique Dumais	Éthologie
Pierre Bonin	Agent de développement SUCO
Claude Pageon	Développement régional
André Lauxon	Développement régional
Normand Voyer	Développement régional
PERSONNEL DU GRIDEQ	
Jean Saintonge	Agent de recherche (remplaçant)
Lise Blanchette	Secrétaire

ANNÉE 1985-1986

MEMBRES RÉGULIERS DU GRIDEQ

NOMS	DISCIPLINES
Paul Larocque	Histoire
Nicole Thivierge	Histoire
Marie-France Paradis	Anthropologie
Pauline Côté	Psychologie
Bruno Jean (directeur)	Sociologie
Serge Côté	Sociologie
Danielle Lafontaine	Sociologie
Jean Larrivée	Histoire
Micheline Bonneau	Sociologie
Benoît Beaucage	Histoire
Louise Forest	Sc. de l'éducation
Raynald Horth	Psychopédagogie
Oleg Stanek	Mathématique
Pierre Bruneau	Géographie
Hugues Dionne	Sociologie
Robert Carrier	Administration
Jean-Claude St-Amant	Histoire
Marc Bénitah	Économie

MEMBRES ASSOCIÉS DU GRIDEQ

Francis Gagné	Économie
Pierre Bruneau	Géographie
Alain Gagnon	Politologue
Jacques Lemay	Histoire
Jacqueline Tremblay	Développement régional
Johanne Boisjoly	Sociologie
Monique Dumais	Éthnologie
Pierre Bonin	Agent de développement SUCO
Claude Pageon	Développement régional
André Lauzon	Développement régional
Normand Voyer	Développement régional

PERSONNEL DU GRIDEQ

Jean Larrivée	Agent de recherche
Lise Blanchette	Secrétaire

ANNÉE 1986-1987	
MEMBRES RÉGULIERS DU GRIDEQ	
NOMS	DISCIPLINES
Serge Côté	Sociologie
Hugues Dionne	Sociologie
Bruno Jean (directeur)	Sociologie
Paul Larocque	Histoire
Oleg Stanek	Mathématique
PERSONNEL DU GRIDEQ	
Lise Blanchette	Secrétaire
Jean Larrivée	Agent de recherche

ANNÉE 1987-1988	
MEMBRES RÉGULIERS DU GRIDEQ	
NOMS	DISCIPLINES
Serge Côté	Sociologie
Hugues Dionne	Sociologie
Danielle Lafontaine	Sociologie
Bruno Jean (directeur)	Sociologie
Paul Larocque	Histoire
Oleg Stanek	Mathématique
PERSONNE INVITÉE	
Guy Massicotte	Histoire
PERSONNEL DU GRIDEQ	
Lise Blanchette	Secrétaire
Jean Larrivée	Agent de recherche
STAGIAIRES	
8 stagiaires africains (sous la supervision de Lorraine Théberge)	Développement régional
1 stagiaire français (échange avec les Pays de la Loire)	Développement régional

ANNÉE 1988-1989	
MEMBRES RÉGULIERS DU GRIDEQ	
NOMS	DISCIPLINES
Serge Côté	Sociologie
Hugues Dionne	Sociologie
Danielle Lafontaine (directrice)	Sociologie
Bruno Jean	Sociologie
Paul Larocque	Histoire
Oleg Stanek	Mathématique
PERSONNE INVITÉE	
Guy Massicotte (jusqu'à octobre 1988)	Histoire
PERSONNEL DU GRIDEQ	
Lise Blanchette	Secrétaire
Jean Larrivée	Agent de recherche
Robert Lavertue	Professeur-chercheur sous octroi (projet OPDQ/GRIDEQ)
STAGIAIRES	
2 stagiaires (Burkina Faso et Mali). Sous la supervision de Lorraine Théberge et de son équipe : Marc Corbeil, Marc André Deschênes et Richard Houedjissin, étudiants à la maîtrise en développement régional.	Stage en communication-formation-développement. Institut international de la communication / ACIDI / GRIDEQ.

ANNÉE 1989-1990	
MEMBRES RÉGULIERS DU GRIDEQ	
NOMS	DISCIPLINES
Serge Côté	Sociologie
Hugues Dionne	Sociologie
Danielle Lafontaine (directrice)	Sociologie
Bruno Jean	Sociologie
Paul Larocque	Histoire
Oleg Stanek	Mathématique
PERSONNEL DU GRIDEQ	
Lise Blanchette	Secrétaire
Jean Larrivée	Agent de recherche
Christyne Deschênes	Agente de recherche sous octroi affectée au projet OPDQ/GRIDEQ
Raymond Beaudry	Agent de recherche sous octroi affecté au projet sur les pêches/GRIDEQ
Johanne Bérubé	Agente de recherche sous octroi affectée au projet CILCFF/GRIDEQ
Robert Lavertue	Professeur-chercheur sous octroi (projet OPDQ/GRIDEQ)
STAGIAIRES	
2 stagiaires (2 stagiaires du Rwanda/stage) de courte durée pour le programme PATP de l'IDNS sous la supervision de Lorraine Théberge.	Stage en communication-formation-développement.

ANNÉE 1990-1991	
MEMBRES RÉGULIERS DU GRIDEQ	
NOMS	DISCIPLINES
Serge Côté	Sociologie
Hugues Dionne	Sociologie
Danielle Lafontaine (directrice)	Sociologie
Bruno Jean	Sociologie
Paul Larocque	Histoire
Oleg Stanek	Mathématique
PERSONNEL DU GRIDEQ	
Lise Blanchette	Secrétaire
Jean Larrivée (congé sans solde)	Agent de recherche
Christyne Deschênes	Agente de recherche sous octroi affectée au projet OPDQ/GRIDEQ
Raymond Beaudry	Agent de recherche sous octroi affecté au projet sur les pêches/GRIDEQ
Claudie Lamontagne	Agente de recherche en remplacement de Jean Larrivée (janvier à juin 1991)
Robert Lavertue (juin 90 à février 91)	Professeur-chercheur sous octroi (projet OPDQ/GRIDEQ)
STAGIAIRES	
Stage du 15 septembre au 15 novembre 1990 pour le programme PATP au Rwanda de l'IDNS (ACDI). Six (6) stagiaires du Rwanda sous la direction de Hugues Dionne avec le soutien pédagogique de Franc-Développement.	Formation populaire et développement communal. Perfectionnement en administration scolaire et en formation à la recherche-action.

ANNÉE 1991-1992 (décembre)	
MEMBRES RÉGULIERS DU GRIDEQ	
NOMS	DISCIPLINES
Pierre Bruneau	géographe
Serge Côté	sociologue
Hugues Dionne	sociologue
Bruno Jean	sociologue
Danielle Lafontaine (directrice)	sociologue
Paul Larocque	historien
Carol Saucier	sociologue
Oleg Stanek	mathématicien
PERSONNEL DU GRIDEQ	
Lise Blanchette	secrétaire
Jean Larrivée	agent de recherche et documentaliste
Claudie Lamontagne	agente de recherche en remplacement de Jean Larrivée (1 juin au 22 juin 1991)
Annie Tremblay	commis-dactylo surnuméraire

ANNEXE 7

PROFILS DES MEMBRES DU GRIDEQ



Pierre Bruneau (1943-)

Doctorat de 3^e cycle, Géographie urbaine et économique, U. Aix en Provence (1971).

Lc. Géographie, U. de Montréal (1967).

- Professeur-chercheur à l'Université du Québec à Rimouski depuis 1971.
- Membre du GRIDEQ de 1974 à 1980 et depuis 1990.
- Directeur du GRIDEQ de 1978 à 1979.
- Boursier du gouvernement français et du Conseil des arts du Canada.

A collaboré à plusieurs recherches notamment celles sur:

- le réseau urbain québécois ;
- les villes petites et moyennes au Québec ;
- l'armature urbaine de l'Est du Québec ;
- des projets de développement en région bas-laurentienne.

A publié une quinzaine d'ouvrages et articles sur les questions suivantes:

- la problématique de développement des villes moyennes au Québec et en France;
- les petites villes au Québec et au sein des pays industrialisés et l'analyse d'expériences novatrices;
- la géographie urbaine de l'Est du Québec;
- l'appropriation foncière d'origine urbaine en milieu rural.

Serge Côté (1945-)

Ph. D., Sociologie, U. de Montréal (1979).

M. A. Sociologie, U. de Montréal (1970).

B. Sc. Sociologie, U. de Montréal (1967).

- Professeur-chercheur à l'Université du Québec à Rimouski depuis 1978.
- Professeur-chercheur à l'Université de Moncton (N.-B.) de 1974 à 1978.
- Membre du GRIDEQ depuis 1978.
- Directeur du Département des sciences humaines (UQAR) de 1988 à 1989.
- Directeur du Module de sociologie (UQAR) de 1979 à 1981.
- Directeur du GRIDEQ depuis juin 1992.

A collaboré à plusieurs recherches notamment celles sur:

- l'évolution des structures productives de l'Est du Québec
- les transformations de la petite production dans l'Est du Québec;
- les interrelations économiques entre les entreprises des régions du Québec.

A publié une vingtaine d'ouvrages et articles sur les questions suivantes:

- la petite production;
- régions et interrelations économiques au Québec;
- les aspects socio-économiques du libre-échange;
- les théories et politiques de développement régional au Canada et au Québec;
- les enjeux économiques et politiques de l'exploitation forestière.

Hugues Dionne (1943-)

Ph. D., Sociologie, Laval (1985).

M. A. Sociologie, Laval (1973).

B. Sc. Sociologie, Laval (1970).

B. Sc. Théologie, U. St-Paul (1966).

- Professeur-chercheur à l'Université du Québec à Rimouski depuis 1976.
- Professeur-chercheur à l'Université de Sherbrooke de 1973 à 1976.
- Membre du GRIDEQ depuis 1976.
- Directeur du GRIDEQ de 1980 à 1981.
- Directeur du programme de Maîtrise en développement régional (UQAR) de 1987 à 1989.

A collaboré à plusieurs recherches notamment celles sur:

- les groupes associatifs et les mouvements territoriaux;
- les municipalités régionales de comté (MRC);
- les mass media et le développement régional;
- le développement local comparé et le partenariat;
- la forêt et le développement régional.

A publié une quarantaine d'ouvrages et d'articles sur les questions suivantes:

- les politiques d'aménagement et le développement régional ; la décentralisation ; les M.R.C.;
- le développement régional, local et endogène ; les villages ruraux;
- la recherche-action; la formation et le développement régional.

Bruno Jean (1951-)

Doctorat de 3^e cycle, Sociologie, École des hautes études en sciences sociales (1982).

M.A., Sociologie, Université Laval (1976).

B. Sc., Sociologie, Université Laval (1973).

- Professeur-chercheur à l'Université du Québec à Rimouski depuis 1977.
- Membre du GRIDEQ depuis 1977.
- Directeur du GRIDEQ de 1983 à 1988.
- Boursier du CRSH (Canada).
- Boursier du Québec.
- Certificat de mérite en histoire régionale de la Société historique du Canada (1987).
- Prix d'excellence en recherche de l'Université du Québec (1991).

A collaboré à plusieurs recherches notamment celles sur:

- la situation des agriculteurs, agricultrices et de la ferme familiale au Québec et ailleurs dans le monde;
- la revitalisation des régions rurales québécoises et françaises;
- le développement local au Rwanda.

A publié une cinquantaine d'ouvrages et d'articles sur les questions suivantes :

- les régions rurales et le développement agricole;
- les études régionales;
- le développement rural dans le Tiers-Monde.

Danielle Lafontaine (1950-)

D.E.A., Étude interdisciplinaire du changement social, U. de Paris/E.H.E.S.S. (1976).

M.A., Sociologie, U. du Québec à Montréal (1975).

B. Sc., Histoire de l'art, U. du Québec à Montréal (1972).

- Professeure-chercheure à l'Université du Québec à Rimouski depuis 1978.
- Membre du GRIDEQ depuis 1979.
- Directrice du GRIDEQ de 1981 à 1983 et de 1988 à 1992.
- Directrice du Département des sciences humaines (UQAR) de 1983 à 1985.
- Boursière du CRSH (Canada).
- Boursière du Québec.
- Membre-fondatrice Institut québécois de recherche sur la culture (IQRC, Québec) (1979-1983).

A collaboré à plusieurs recherches notamment celles sur:

- les conduites associatives dans l'Est du Québec;
- la consommation des mass media, l'information et le développement régional;
- la situation des femmes;
- les études en développement régional au Québec;
- diverses expériences de planification socio-politique régionale.

A publié une cinquantaine d'ouvrages et articles sur les questions suivantes:

- la culture et les phénomènes identitaires;
- les mass media, l'information et le développement régional;
- les changements sociaux contemporains et les nouvelles technologies;
- les théories et modèles du développement;
- les problèmes d'analyse de "contenus" de connaissances.

Paul Larocque (1945-)

Ph. D., Histoire, U. Concordia (1978).

D.E.S., Histoire, U. Laval (1971).

Licence, Histoire, U. Laval (1969).

- Professeur-chercheur à l'Université du Québec à Rimouski depuis 1970.
- Membre du GRIDEQ depuis 1976.

A collaboré à plusieurs recherches notamment celles sur:

- la pêche au Québec;
- la forêt et les enjeux forestiers;
- le patrimoine et la culture de l'Est du Québec.

A publié une quinzaine d'ouvrages et articles sur les questions suivantes:

- la pêche maritime ; la forêt au Québec;
- la dévitalisation rurale et les manifestations de créativité sociale.

Carol Saucier (1950-)

Ph. D., Sociologie, U. de Montréal (1987).

M. A., Sociologie, U. du Québec à Montréal (1979).

B. Sc., Sociologie, U. de Montréal (1976).

- Professeur-chercheur à l'Université du Québec à Rimouski depuis 1986.
- Membre du GRIDEQ depuis 1990.
- Boursier du CRSH (Canada).

A collaboré à plusieurs recherches notamment celles sur:

- des coopératives de travail dans le Bas Saint-Laurent;
- l'expérience du J.A.L.;
- les identités sociales en regard des dimensions politiques et affectives de l'action: l'analyse de coopératives d'habitation du Québec;
- la modernisation sociale des entreprises québécoises.

A publié une dizaine d'ouvrages et d'articles sur les questions suivantes:

- les coopératives d'habitation du Québec;
- les expériences autogestionnaires ou coopératives.

Oleg Stanek (1949-)

Ph. D. Mathématiques, Laval (1976).

M. Sc. Mathématiques, Sherbrooke (1972).

B. Sc. Mathématiques, Sherbrooke (1971).

- Professeur-chercheur à l'Université du Québec à Rimouski depuis 1972.
- Membre du GRIDEQ depuis 1980.
- Directeur du programme de Maîtrise en développement régional de (UQAR) de 1989 à 1993.

A collaboré à plusieurs recherches notamment celles sur :

- la situation des agriculteurs et des agricultrices et de la ferme familiale au Québec et ailleurs dans le monde;
- diverses expériences de planification socio-politique régionale dont celle des sommets économiques dans plusieurs régions québécoises;
- la gestion de la qualité dans les entreprises manufacturières du Bas-Saint-Laurent.

A publié une vingtaine de rapports ou articles sur les questions suivantes:

- L'agriculture et la ferme familiale; la dynamique de la structure de l'espace agricole; la colonisation;
- le libre-échange et les structures socio-économiques locales; l'évolution de la structure industrielle de l'Est du Québec;
- les conférences socio-économiques, la concertation et développement régional;
- la notion de développement.

Les plus récentes publications du GRIDEQ

CAHIERS DU GRIDEQ

- N^o 15 : **Consommation des mass médias, régions et classes sociales.** Par Bruno Jean, Danielle Lafontaine et Benoît Lévesque. Rimouski, UQAR - GRIDEQ, 1985, 375 p.
Prix : 12 \$ + T.P.S.
- N^o 16 : **Les chantiers forestiers de la Rimouski (1930-1940). Techniques traditionnelles et culture matérielle.** Par Louise Proulx. Rimouski, UQAR - GRIDEQ, 1985, 105 p.
Prix : 8 \$ + T.P.S.
- N^o 17 : **La papeterie de la Vallée de la Matapédia : du projet à la lutte.** Par Jean Bonneville. Rimouski, UQAR - GRIDEQ, 1986, 245 p.
Prix : 10 \$ + T.P.S.
- N^o 18 : **Organisations populaires et transformations sociales. Le R.O.C.C.R. et six de ses organismes-membres.** Par Marie Blanchard. Rimouski, UQAR - GRIDEQ, 1986, 359 p.
Prix : 10 \$ + T.P.S.
- N^o 19 : **La régionalisation de Radio-Québec : l'histoire d'un prétexte.** Par Laura Chouinard et Michel Pomerleau. Rimouski, UQAR - GRIDEQ, 1987, 205 p.
Prix : 10 \$ + T.P.S.
- N^o 20 : **Enjeux forestiers.** Sous la direction de Paul Larocque et Jean Larrivé. Rimouski, UQAR - GRIDEQ, 1991, 216 p.
Prix : 10 \$ + T.P.S.

ACTES ET INSTRUMENTS DE LA RECHERCHE EN DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

- N^o 1 : **La ruralité en question.** Par Bruno Jean et al. Rimouski, UQAR -GRIDEQ, 1985, 75 p.
Prix : 4 \$ + T.P.S.
- N^o 2 : **Psychanalyse et changement social : réflexions épistémologiques sur la question du développement.** Sous la direction de Danielle Lafontaine. Rimouski, UQAR - GRIDEQ, 1986.
Prix : 15 \$ + T.P.S.
- N^o 3 : **Vers de nouveaux territoires intermédiaires ?** Par Hugues Dionne et al. Co-édition GRIR et GRIDEQ, 1986.
Prix : 8 \$ + T.P.S.
- N^o 4 : **Agriculture collective et développement régional. Le JAL et les Maraîchers de la Mitis.** Par Martin Harrisson. 1987, 279 p.
Prix : 10 \$ + T.P.S.
- N^o 5 : **Pouvoir local et développement dans la Vallée de la Matapédia, 1974-1983.** Par Linda Rouleau. 1988, 368 p.
Prix : 10 \$ + T.P.S.
- N^o 6 : **Formation et Savoir-Faire, (Échanges Nord-Sud : pour des transferts sur mesure).** Actes du colloque de l'IDNS (1987). 1989, 113 p.
Prix : 8 \$ + T.P.S.
- N^o 7 : **Les villages ruraux menacés : le pari du développement.** Actes du colloque du GRIDEQ, 1989.
Prix : 12 \$ + T.P.S.
- N^o 8 : **L'identité territoriale : la dualité rurale-urbaine dans la M.R.C. Les Basques.** Par Claude Pageon. 1991. 186 p.
Prix : 10 \$ + T.P.S.

TÉMOIGNAGES ET ANALYSES

- N^o 1 : **Une forêt pour vivre. Témoignage d'un sylviculteur.** Par Léonard Otis et coll. 1989. 124 p.
Prix : 10 \$ + T.P.S.
- N^o 2 : **L'utopie en acte : la Commune de la Plaine.** Par Marc Corbeil. 1990. 110 p.
Prix : 10 \$ + T.P.S.
- N^o 3 : **D'hier à demain : la pêche maritime au Québec.** Par O. Cloutier et al. 1991. 116 p.
Prix : 10 \$ + T.P.S.
- N^o 4 : **Femmes violentées. Derrière le masque du silence.** Par R. Gratton et S. Lambert et coll. 1992.
120 p.
Prix : 10 \$ + T.P.S.

HORS SÉRIE

Du local à l'État : les territorialités du développement. Co-édition GRIR et GRIDEQ, 1986, 141 p. Par Hugues Dionne et al.
Prix : 12 \$ + T.P.S.

Actes du colloque. Le financement du développement régional. GRIDEQ, Rimouski, 1988, 274 p.
Prix : 10 \$ + T.P.S.

De la Loire au Saint-Laurent. GRIDEQ, GRIR et URA 915.
Sous la direction de J. Chevalier, B. Jean et al., 1991.
Prix : 12 \$ + T.P.S.

Ajoutez 2.60 \$ à votre commande pour les frais postaux et de manutention.

Pour commander ou obtenir la liste complète des publications

écrivez à :

Secrétariat du GRIDEQ

Université du Québec à Rimouski

300, allée des Ursulines

Rimouski (Québec)

G5L 3A1

Téléphone : (418) 724-1440

Téléphone : (418) 724-1441